

n° 481
SEPTEMBRE
2019
4,80 €

silence

**LES ALTERNATIVES :
OASIS OU LEVIERS ?**

EXPÉRIENCES D'ÉQUITÉ À LA FERME DE SAINTE LUCE



écologie • alternatives • non-violence

Protéger la biodiversité

Au printemps 2019 est paru un important rapport de l'IPBES (1), réunissant des scientifiques de 132 pays, qui faisait un constat alarmant de l'état de la biodiversité à l'échelle mondiale. Quelles sont les principales informations à retenir de ce rapport ?

Ce copieux et robuste rapport, résultant de 3 ans de travail de scientifiques renommés qui ont analysé quelque 15 000 publications et de nombreuses contributions d'expertes locales, nous dit 3 choses. Premièrement, que l'effondrement de la biodiversité, qui touche tous les milieux et toutes les régions du globe, s'accélère et risque de provoquer la disparition d'1 million d'espèces dans les prochaines décennies. Ensuite, que les activités humaines, en premier lieu l'artificialisation des sols, sont les

principaux facteurs de cet effondrement. Enfin, qu'il est encore possible d'inverser la tendance par un changement profond dans notre façon de percevoir et gérer la nature, qui seul permettra de réorienter de façon ambitieuse et durable les politiques qui nous ont amenées dans cette situation. En clair, comme pour le climat, l'heure n'est plus aux "chartes" non contraignantes ou à la polémique, mais bien à l'action, dans une optique environnementale, mais aussi sociale et économique.

La France est-elle bonne élève en matière de protection de la biodiversité ?

Notre pays a la chance et la responsabilité d'abriter une importante biodiversité, particulièrement dans nos territoires d'Outre-Mer. Nous disposons d'un panel d'outils solides d'ordre réglementaire, incitatif et volontaire qui, s'ils étaient utilisés de manière forte et cohérente, permettraient de préserver et restaurer ce patrimoine naturel commun. Mais ces outils ne sont pas suffisamment déployés, faute de volonté politique, voire sont contredits par d'autres dispositions réglementaires ou fiscales. Pire, ils sont parfois même remis en cause

par certaines politiques sectorielles et décisions politiciennes court-termistes. Certes, nous pouvons nous féliciter que certaines espèces se portent mieux grâce à des plans d'actions nationaux ou régionaux et que d'autres soient en progression démographique. Ceci étant, la France, qui héberge 10 % des espèces connues au niveau mondial, est toujours dans le Top 10 des pays comptant le plus grand nombre d'espèces menacées d'extinction.

Quelles sont selon vous les principales lignes d'action pour éviter le désastre ?

L'on ne peut se contenter de protéger telle espèce ou tel espace. C'est tout notre aménagement du territoire qu'il faut réinterroger : formes urbaines et accès aux services, préservation des terres agricoles, modes et infrastructures de transport, etc. Pour cela, un outil existe déjà, il reste désormais à le mettre pleinement en œuvre : la trame verte et bleue. Cet outil a pour vocation de préserver les habitats naturels et de laisser les espèces sauvages accomplir leur cycle de vie grâce à des "corridors écologiques" qui leur permettent de circuler librement sans être coincés par les infrastructures humaines. L'intérêt est

qu'elle se décline à différentes échelles, du niveau national au niveau local, avec les outils d'urbanisme des collectivités territoriales jusqu'au jardin du particulier, au travers des plantations et clôtures qu'il choisira. Un autre enjeu majeur est la transition des pratiques agricoles vers l'agroécologie et l'agriculture biologique, via une réforme profonde de la Politique agricole commune (PAC). Enfin, pour inscrire les efforts dans la durée, il est nécessaire d'améliorer la connaissance, la sensibilisation de tous les publics ainsi que le conseil et la formation auprès des décideurs économiques.

(1) La Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (en anglais Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services, IPBES)

■ **Contact** : France Nature Environnement, 81-83 bd Port-Royal, 75013 Paris, tél. : 01 44 08 02 50, information@fne.asso.fr, www.fne.asso.fr





■ DOSSIER LES ALTERNATIVES : OASIS OU LEVIERS ?

05 La propriété favorise-t-elle l'essor des alternatives ?

Acheter du foncier est-il une aide à l'enracinement d'alternatives ou, au contraire, un facteur de régularisation ? Les idées les plus percutantes ne peuvent-elles naître que sur des terrains occupés ?

08 Agir au sein du système ou contre lui

La mise en place d'alternatives pose la question des compromis. Personne ne peut vivre totalement hors du système. Est-il toutefois important d'aller vers le plus d'autonomie possible par rapport au système économique, monétaire, politique, ou faut-il vouloir le modifier et l'assainir de l'intérieur ?

12 Alors, quelles perspectives ?

Dans un monde qui se crispe, les alternatives locales concrètes suffisent-elles pour être à la hauteur des enjeux ? Comment agir pour ne pas seulement construire des oasis à côté mais lutter contre les mécanismes globaux qui broient la planète et les humains ?

■ CHRONIQUES

15 Bonnes nouvelles de la terre : À Meaux, l'eau de la Terre chauffe les maisons

18 Chroniques terriennes : De la légitime défense climatique...

24 L'écologie, c'est la santé ! : Le charbon : en sortir vite pour sauver le climat... et notre santé !

■ BRÈVES

15 Alternatives • 17 Agriculture • 18 Environnement
20 Énergies • 21 Paix et Non-violence • 21 Politique
22 Société • 23 Femmes, hommes, etc. • 24 Santé
25 Transports • 25 Annonces • 26 Agenda
42 Courrier • 42 Livres

■ ARTICLES

28 Notre ligne éditoriale

Durant l'année écoulée, l'équipe de Silence a travaillé à reformuler le projet politique et la ligne éditoriale de la revue. C'est l'occasion d'exposer ici les valeurs et le projet de société qui animent le média que vous tenez entre les mains.

30 Expérience d'équité agricole, économique et sociale à la Ferme de Sainte Luce

La Ferme de Sainte Luce peut être présentée comme la "succès story" des alternatives agricoles qui fleurissent dans les médias aujourd'hui. Au-delà, le récit de ses habitant·es et leurs modes de vie mettent en lumière des réflexions et pratiques qui promeuvent l'équité.

34 Le Grand contournement Ouest : la terre, le béton et les profits

Dans la situation actuelle, le changement climatique devient de plus en plus visible et de plus en plus rapide. Or on continue à bétonner à tout va, pour le plus grand bénéfice de Vinci, Arcos, Sanef...

36 Finance et énergie : qui fait la loi ?

Il n'est jamais facile de se repérer dans les méandres du système bancaire. Petit frère du Livret A, le Livret de développement durable et solidaire permet-il réellement un réinvestissement alternatif et citoyen de son épargne ?

38 Documenter les actions non-violentes

Les actions non-violentes sont tellement diverses que l'on oublie parfois que leur efficacité repose sur des principes communs, identifiés dans des travaux de recherche en histoire et en sciences politiques ; travaux qui ont permis de rassembler ces campagnes d'action dans une base de données, Global Nonviolent Action Database.

48 L'œil de la baleine

À travers les baleines, Maki Ohkojima dénonce l'impact sur les cétacés des tonnes de déchets rejetés dans les océans, mais aussi d'autres désastres qu'ont subi les baleines, comme les bombes nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki.

Prochain dossier
**La planète
victime de la mode**



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 26 juin 2019.

Editeur : Association Silence - **N° de commission paritaire :** 0920 D 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 3^e trimestre 2019 - **Tirage :** 4350 ex. - **Impression :** Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot - **Administrateurs :** Pascal Antonanzas, Éric Cazin, Francis Levasseur - **Directrice de publication :** Gaëlle Ronsin - **Comité de rédaction :** Martha Gilson, Guillaume Gambin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Anais Zuccari - **Pilotes de rubriques :** Michel Bernard, Annick Bossu, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Philippe Crassous, Gwenael Delanoë, Monique Douillet, Baptiste Giraud, Natacha Gondran, Divi Kerneis, Dominique Lalanne, Jean-Pierre Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn Peyret, Mimmo Pucciarelli, Nils Svahnström, Pinar Selek, Xavier Sérédine - **Maquette :** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins :** Lasserpe, Gilles Rebecchi - **Correctrices :** Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde Rouchouse

Photographes : ANV-COP21, ATTAC, Alexia Brunet, Anne-Sophie Cléménçon, Cypriane El-Chami, Candide Girette, Serge Koutchinsky, Quentin, NnoMan Cadoret, Nicolas Regentête, Thomas Samson, Rafael Trapet - **Et pour ce n° :** Alicia, Aminata, Michel Bernard, Jean-Pierre Cattelain, Laury-Anne Cholez, Dieda, Jean-Louis Hamm, Daniel Julien, Mayeul Kauffmann, Stéphen Kerckhove, Olivia Robbins, Sadio, Seta, Shaima, François Veillerette - **Couverture :** Alexia Brunet - **Internet :** Damien Bouveret, Maud, Victor Poichot - **Développement supports informatiques :** Christophe Geiser (e-smile.org) - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

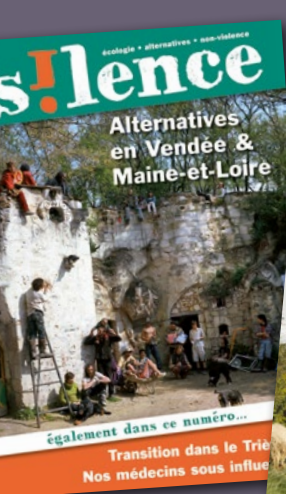
Les textes sont sous la responsabilité de leurs autrices. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs autrices.

Association Silence
9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h · **Dépositaires, stands et gestion :** Olivier Chamarande : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h · **Rédaction :** Guillaume Gambin et Martha Gilson : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126
Code BIC : CCOFRRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB



ÉDITORIAL

Les alternatives sous le feu de la critique

Il nous semble que, dans le refus de la société actuelle, nous avons plusieurs attitudes complémentaires possibles. Félix Guattari, écologiste et psychanalyste (1), distingue une *écologie environnementale*, qui englobe les différentes oppositions à des destructions de notre entourage, une *écologie sociale*, qui s'oppose au capitalisme mondial en développant des espaces d'économie autonome, et une *écologie mentale* (l'écosophie) où l'on change d'imaginaire, où l'on pense d'autres rapports sociaux et familiaux.

C'est généralement parce que l'on est interpellé par une action relevant de l'écologie environnementale que l'on commence à se poser des questions plus globales, que l'on se met à penser différemment puis que l'on passe à l'action. Cela débouche sur ce que nous appelons des "alternatives", qui sont parfois antagoniques (2). D'où l'importance du pluriel à "alternatives", car chacun·e essaie de faire des pas de côté, plus ou moins radicaux.

Toute alternative semble dans l'incapacité d'exister en dehors du monde qui l'entoure. Cela en limite-t-il pour autant la portée ?

Nous avons décidé de lancer le débat auprès de personnes qui ont écrit sur ce thème.

Nous vous présentons dans les pages suivantes une synthèse des premières contributions.

Nous amorçons ainsi quelques débats, vos réactions sont les bienvenues !

Dossier coordonné par Michel Bernard

(1) Félix Guattari, *Les Trois écologies*, éd. Galilée, 1989.

(2) Voir par exemple la position antinucléaire qui propose de développer les éoliennes, et l'opposition locale que celles-ci rencontrent, l'opposition entre élevage bio et véganisme, ou encore le tourisme responsable et le refus de l'avion, etc.

Cinq premières contributions

Christian Araud, ancien consultant international pour le développement, devenu après sa retraite essayiste autour du thème de la décroissance avec notamment : *Des solutions pour agir* (2016), *Survivre au futur* (2018), *Le trans-humanisme* (2019).

Marie Astier, journaliste à *Reporterre*.

Lorène Avocat, journaliste à *Reporterre*, spécialisée dans les reportages sur les alternatives.

Philippe Bone, coordinateur de quatre *Catalogues des ressources* (1975-1994), initiateur des éditions *Alternatives*, animateur du *FINDEX*, *Fonds international de documentation sur les expérimentations*.

Emmanuel Daniel, colibri radicalisé, journaliste à la retraite, auteur dans une ancienne vie du livre *Le tour de France des alternatives* (2014) et *Rébellion et désobéissance, la coopérative intégrale catalane* (2016).



▲ Le village Troglodal s'est développé sur une ancienne décharge dans une carrière où les parties troglodytes ont été restaurées et sont aujourd'hui habitées (Silence n°386).

La propriété favorise-t-elle l'essor des alternatives ?

Acheter du foncier est-il une aide à l'enracinement d'alternatives ou, au contraire, un facteur de régularisation ? Les idées les plus percutantes ne peuvent-elles naître que sur des terrains occupés ?

S I ON VISE LA DURÉE, L'ACHAT DU FONCIER sera plus facilement envisagé. Depuis de nombreuses années, le développement de formules d'achat collectif, comme l'action remarquable de *Terres de liens*, permet d'envisager un positionnement entre location et propriété. Les coopératives d'habitation, les groupements fonciers agricoles, les sociétés civiles immobilières... permettent de mutualiser la propriété (1). Cela favorise des formes de solidarité entre des personnes ayant de l'argent, mais pas forcément l'énergie de mettre en place un projet alternatif et des personnes volontaires quoique peu fortunées. Entre les campagnes et les villes, les sommes en jeu ne sont pas les mêmes, d'où sans doute plus de difficultés à s'enraciner en ville (2).

ACHETER DU FONCIER POUR UNE ACTION DURABLE

Selon **Christian Araud**, "acheter du foncier (ou en louer si cela est possible) est une démarche indispensable pour une action durable. Si l'argent est le nerf de la guerre, le foncier est celui du territoire libéré. Pour les plus radicaux, les initiatives de type ZAD sont tentantes. Elles sont sans doute des expériences éducatrices pour les participantes. Se lancer

dans une lutte avec d'autres personnes qui ne manquent pas de volonté et d'énergie est plutôt enthousiasmant. Mais il y a une contradiction, dans ces situations de lutte médiatisées, avec le but de pérennité de l'expérience, où la discrétion peut être nécessaire. Cette situation contradictoire pose plus de questions qu'elle ne fournit de réponses.

La ZAD de Notre-Dame-des-Landes a atteint son objectif premier : empêcher ce territoire écologiquement intéressant d'être stérilisé en un aéroport inutile et coûteux. En revanche, les expériences ayant un caractère tant soit peu révolutionnaire n'ont pas obtenu les conditions permettant leur perpétuation. Le pouvoir a bien pris la précaution d'éliminer tout ce qui était 'subversif'. La situation reste cependant complexe et il est encore trop tôt pour enterrer toute dynamique subversive.

L'OCCUPATION ILLÉGALE ENLÈVE DES OUTILS ADMINISTRATIFS À L'ÉTAT

Emmanuel Daniel souhaite poser la question différemment : "Qu'est-ce qu'on fait depuis là où l'on est. On peut squatter et être totalement inoffensif, voire collaborer avec les institutions tout en se donnant une image subversive comme nombre de squats artistiques.

(1) Société civile immobilière (SCI) : mode d'achat des locaux de *Silence* avec une centaine de sociétaires. Groupement foncier agricole (GFA) : les plus célèbres sont ceux du plateau du Larzac, dans l'Aveyron, mais il en existe de nombreux autres, plus petits. *Terre de liens* est une structure qui permet à de jeunes agricultrices de s'installer sans avoir à supporter le coût du foncier (voir *Silence* n° 396, décembre 2011).

(2) Le numéro de *Silence* sur les alternatives à Paris (n° 337, juillet 2006) a été très vite dépassé : six mois après, la moitié des initiatives avaient disparu !



Reflex | Treppe

▲ La Ferme du Bonheur à Nanterre en Hauts-de-Seine profite d'un espace laissé à l'abandon près de la Défense, pour y faire brouter son troupeau (Silence n°409).

À l'inverse, on peut payer un loyer ou acheter un terrain ou du foncier, individuellement ou collectivement, et consacrer tout ou partie de son temps et de son énergie aux luttes ou au soutien des personnes qui subissent de plein fouet la violence de ce système.

Mais il est vrai que le fait d'ouvrir un squat et d'occuper des terres est un geste politique en soi. C'est afficher son refus du principe de propriété privée et revendiquer qu'on ne compte demander l'autorisation de personne pour vivre librement. L'occupation illégale enlève à l'État un certain nombre des outils dont il dispose pour pousser à l'autodiscipline. Pour faire régner l'ordre, il ne lui reste plus que la force brutale de la police, et la violence à peine plus discrète de la justice.

Qui a eu la chance de vivre ou même de passer un peu de temps dans ces espaces libérés de la normalité capitaliste et marchande n'a pu en repartir sans être affecté et réaliser, par contraste, à quel point le capitalisme et sa bureaucratie brident nos potentialités et rendent les vies légales bien tristes et fades."

LA PLEINE PROPRIÉTÉ EST UNE GARANTIE D'INDÉPENDANCE

Pour **Philippe Bone**, "certaines activités ont vocation à être éphémères. C'est ce qu'on appelle les 'luttes ponctuelles': ZAD, luttes contre un projet de loi précis, occupations d'immeubles vides et abandonnés, soit pour y loger des SDF, soit pour y développer des ateliers d'artistes, des salles de répétitions etc.

Les squatteurs "sauvages" de Paris (AlterNation, le "60" rue d'Avron, le mémorable squat Palikao), les

Kraken d'Amsterdam, les Hausbesetzer de Kreuzberg ou Prenslauerberg de Berlin le savent d'ailleurs très bien et prennent dès leur arrivée toutes les dispositions pour repartir 'sans trop de casse' (pas d'objets de valeur, pas de matériel lourd, pas d'aménagements coûteux...). C'est l'application concrète des zones autonomes temporaires (3).

Ne nous cachons pas qu'il existe, dans les milieux alternatifs de terrain, une réticence et parfois même de l'hostilité au fait de posséder ses propres locaux: le sentiment que devenir propriétaire, c'est faire partie des possédants et s'institutionnaliser, se retrouver piégés, cimentés, comme encroûtés.

Il ne faut pas continuer à être en permanence à la merci de décisions extérieures vis-à-vis des aléas budgétaires (paiement irrégulier des loyers, souvent exorbitants en ville)... ou politiques (changements surprises dans les choix culturels municipaux, par exemple, en cas de subventions ou de prêts 'gracieux' des locaux, comme ça se voit très souvent). Il n'y a aucune hésitation à avoir si on en a la possibilité financière: la pleine propriété des infrastructures de ses propres activités est aussi une garantie d'indépendance".

Même si "la propriété c'est le vol", de nombreuses initiatives anarchistes sont propriétaires de leurs locaux: librairie Publico et Radio libertaire à Paris (4), librairie La Gryphe à Lyon (5). Certaines alternatives ont aussi besoin d'une certaine tranquillité "légale" pour perdurer, comme ces médias et librairies associatives. ■

(3) Voir la théorie des *Temporary Autonomous Zones* (TAZ, zones autonomes temporaires) rendue célèbre par le petit pamphlet de Hakim Bey paru en 2003. Les squats cités abritent des démarches différentes, certains étant plus des squats d'artistes, d'autres davantage des lieux d'habitation. Certains, comme le Palikao, ont bénéficié d'un bail précaire, perduré plusieurs années et leur habitant·es ont investi matériellement les lieux.

(4) Silence n° 337, juillet 2006.

(5) Silence n° 272, juillet 2001.

Alternatives : de quoi parle-t-on ?

Posons pour hypothèse que l'"extériorité" au système dominant est graduelle. Alors, selon son degré d'extériorité, une alternative devrait avoir différents types d'effets sur le capitalisme.

Si le degré d'extériorité d'une expérience dite "alternative" est faible, celle-ci intègre des valeurs héritées du capitalisme, qui vont lui assurer une compatibilité et une visibilité honorables vis-à-vis du système dominant. Elle est, certes, un facteur d'évolution du capitalisme, mais pas de rupture ou d'affaiblissement notable. Bien au contraire, elle est un vaccin, consolidant le capitalisme.

L'extériorité au système dominant peut évoluer en se renforçant ou s'affaiblissant avec le temps. La "pureté" d'une alternative implique de n'avoir jamais eu de contact avec le système dominant. Donc, une alternative "pure" aurait pour vocation de disparaître aux yeux du système. Lui faisant perdre toute attraction et tout effet pédagogique sur les individus proches du système dominant.

Mais ce n'est pas pour autant que l'on peut considérer comme alternative une notion qui n'est qu'un clone déguisé du modèle dominant. Rétrospectivement, on constate que certaines expériences qualifiées d'"alternatives" durant les années 70 sont devenues des industries et commerces profitables servant le modèle dominant. Mais alors, à partir de quel degré d'extériorité a-t-on affaire à une alternative ?

Éviter de nouvelles frontières

- La relation de crédit avec intérêt semble être un invariant des adaptations au système dominant. Aussi, c'est sur l'impossibilité d'accéder au prêt bancaire que certaines expériences alternatives s'initient. Les participant-es, en pratiquant tontine, vie en communauté, troc, etc., construisent une alternative irrécupérable car elle n'obéit plus aux principes maîtres de cette société de consommation, de puissance et de croissance.
- Plus un processus technique est complexe, plus il est récupérable par l'industrie et le commerce, et plus l'individu ayant acquis ce dispositif sera captif dans son usage.

- Celui qui aura opté pour un dispositif plus simple, autoconstruit, certes moins efficace en rendement mais maîtrisable entièrement à son échelle humaine individuelle, sera plus autonome.

Alors, que dire de la "ligne de démarcation" séparant "bonnes" et "mauvaises" alternatives ?

Pourquoi poser une ligne de démarcation ? Il en existe déjà une entre ce que le système dominant

institue comme limite acceptable de la différence et ce que les alternatifs réalisent (1).

Si une nouvelle frontière est ajoutée du côté des "rebelles", que va-t-il advenir de ceux qui sont sur ce cheminement de progression ? Vont-ils se retrouver à un moment coincés dans un no man's land, entre deux limites qui ne sont que le fruit du jugement de ceux du "dedans" et de ceux du "dehors" ? Quelle sera leur réaction face à cette "double exclusion" ? À n'en pas douter, en période difficile, la fuite sous forme de repli vers le monde connu, le système dominant, sera leur premier réflexe.

D'accord pour un positionnement tranché dans l'ordre des idées et donc de limites claires en ce domaine. La formulation d'un regard critique face à une alternative peut y aider. Mais du côté de l'action, la "ligne de démarcation" me semble être parmi ces concepts poisons et prisons qui font voler en éclat les relations utiles au changement et à l'accompagnement progressif des pratiques.

Daniel Julien

Ce texte est issu et adapté d'un article publié par Daniel Julien dans Silence n° 322, avril 2005.

(1) On peut faire référence, indistinctement, à l'usage de seules toilettes sèches dans une habitation, au refus du système éducatif dominant, au végétarisme, au refus de l'internet et/ou du téléphone portable, du fait de payer ou pas ses impôts, de détourner les messages publicitaires, de squatter un logement inutilisé, de vivre en communauté, de refuser l'électricité...





▲ À Mâlain (Côte-d'Or), plusieurs familles se sont regroupées dans un réseau d'initiatives pour développer des activités complémentaires : pain, bières, maraîchage, etc., et cohabitent au sein de Risomes (Silence n°474).

Agir au sein du système ou contre lui

La mise en place d'alternatives pose la question des compromis. Personne ne peut vivre totalement hors du système. Est-il toutefois important d'aller vers le plus d'autonomie possible par rapport au système économique, monétaire, politique, ou faut-il vouloir le modifier et l'assainir de l'intérieur ?

À MÂLAIN, EN CÔTE-D'OR, RISOMES regroupe des initiatives complémentaires : bière, pain, légumes, œufs... ce qui permet une grande autonomie alimentaire. Cette diversification des productions ne s'accompagne toutefois d'aucune volonté d'être en dehors des activités de la commune : au contraire, la production est vendue le plus possible localement, dégageant de fait des ressources pour plusieurs familles.

Longo Maï a aussi cherché à développer des activités complémentaires, notamment en multipliant les coopératives : une, en Ardèche, est spécialisée dans la production forestière, la production de bois, la charpente et donc la construction, une autre, dans les Bouches-du-Rhône, a développé le maraîchage et le vignoble ; la plus ancienne, à Limans (Alpes-de-Haute-Provence), développe de multiples activités agricoles. Enfin, en

montagne, on trouve la *Filature de Chantemerle* (Hautes-Alpes) qui permet de répondre aux besoins de textiles. Malgré cela, les groupes de *Longo Maï* ne sont pas coupés du système : ils bénéficient de nombreux financements (aide aux radios libres, aides agricoles...) qui leur permettent de développer des activités militantes (*Radio Zinzine*, diffusion des semences libres...).

DU DEDANS VERS LE DEHORS, DU DEHORS VERS LE DEDANS...

Écoutons **Lorène Lavocat** : "Deux entretiens récents auxquels j'ai assisté me semblent intéressants : celui de *Corinne Morel-Darleux* [qui a été conseillère régionale], qui a fait le chemin du dedans vers le dehors ; et celui de *Claire Nouvian* [journaliste et présidente de l'association *Bloom*, elle a co-fondé récemment le parti *Place*

Alternatives transversales ou spécialisées ?

Peut-on espérer changer de société en n'étant spécialisé que dans un domaine (la bio, l'énergie, l'habitat, la mobilité...) ou faut-il engager des démarches plus globales ? Et comment ?

Pour **Emmanuel Daniel**, "si l'on est réformiste et que l'on pense que le capitalisme peut être plus local, plus démocratique, plus vert, eh bien oui, dans ce cas, on peut tenter de le modifier par petites touches en espérant lui survivre. Mais si l'on croit que le capitalisme doit être détruit faute de quoi il nous détruira, d'une manière ou d'une autre, alors il n'y a pas grand-chose à attendre de l'économie alternative, en tout cas, pas tant qu'elle est pensée comme une fin en soi.

Il faut plutôt chercher du côté des alternatives à l'économie. C'est-à-dire ne pas chercher à produire pour vendre à des clients, même à l'échelle locale, même en monnaie locale, même en coopérative. Car cela nous enferme toujours dans la logique capitaliste. En clair, tisser des

réseaux de solidarité et recréer des communautés au sein desquelles on met en partage les productions sans qu'il soit question d'argent. C'est ce que font déjà des collectifs qui, seuls ou en réseau, partagent leur production et leurs ressources pour construire leur autonomie matérielle et nourrir des luttes" (1).

L'horizon est la transversalité

Lorène Lavocat pense qu'il faut bien commencer par un bout avant de généraliser : "Les reportages que nous avons pu mener montrent souvent que l'on commence par un bout, une spécialité, puis se produit un 'parcours de radicalisation', ou de 'globalisation', qui fait que peu à peu on s'interroge sur d'autres pans de notre vie et de notre organisation. L'horizon est la transversalité, le point d'entrée peut être spécifique. Cependant, il semble aussi important d'avoir dès le départ des bases saines, c'est-à-dire de penser une organisation du groupe qui reflète

le changement que l'on veut voir advenir : sexisme, racisme, rapports de pouvoir. Il faut commencer par là."

Christian Araud pense de même : "L'opposition formulée entre alternative transversale et alternative spécialisée suppose que l'on puisse changer globalement le monde. Le cœur de mon livre *Survivre au futur* est justement que l'on ne peut pas changer globalement la société. Reste à savoir si, pour faire émerger des 'canots de sauvetage', il vaut mieux consacrer son énergie à l'une ou à l'autre. Une alternative plus globale, préférable, s'adresse à un territoire limité. Sur ce territoire, le succès possible viendra du croisement et de la multiplication au même endroit (le territoire libéré) du maximum d'alternatives spécialisées (bio, énergie, habitat, mobilité...)"

(1) C'est le cas de *Longo Maï*, ou encore des expériences de plusieurs fermes collectives autour de Terres communes (Ferme du Suc, Cravirola, Ferme autogérée de la Roya...)

publique], qui a fait le chemin du dehors vers le dedans. Corinne explique qu'elle a décidé de ne plus se battre "du dedans", parce que le système électoral institutionnel et politique est très énergivore et peut faire perdre de vue le sens profond, le but... bref, il délaye la radicalité et pousse au compromis. Pour autant, elle estime que le changement n'advient que par une conjonction des deux, et qu'il faut que les mouvements alternatifs aient une stratégie de conquête du pouvoir."

Marie Astier va dans le même sens : "Les deux sont évidemment complémentaires. Les personnes impliquées dans les institutions (élèves, fonctionnaires) peuvent avoir accès à un certain nombre d'informations sur les intentions du gouvernement, par exemple, et ainsi les transmettre à ceux qui vivent "hors" des institutions pour leur permettre d'organiser leur résistance. L'histoire de la lutte de Notre-Dame-des-Landes en est un excellent exemple : le collectif Cedpa et l'association Acipa ont donné un visage 'légal' à la lutte et permis de diffuser un grand nombre de messages à un large public. Mais l'occupation du terrain et les alternatives qui s'y sont développées lui ont donné un imaginaire, une force de proposition politique inédite, et une capacité de résistance physique aux forces de l'ordre qui a permis de tenir dans le temps.

Autre exemple récent dans les sujets que j'ai traité, celui des normes en agriculture. La Confédération paysanne distingue bonnes et mauvaises normes : ok pour le droit du travail ou la limitation des épandages, mais non aux normes de traçabilité ou



▲ la filière bio s'est maintenant développée largement (ici la Biocoop de Mantes-la-ville (Yvelines). Elle n'a toutefois réussi à provoquer que de faibles changements dans les domaines social et économique.



▲ D'autres coopératives bio vont plus loin en fonctionnant sans salariée comme à Dyoni-Coop en Seine-Saint-Denis ou à la coopérative alimentaire de la Goutte d'Or à Paris, ci-dessus (Silence n°470).

sanitaires qui s'appliquent aux petits paysans alors qu'elles ne sont nécessaires que pour l'exportation. Le collectif d'agricultrices contre les normes prône, lui, une fin totale des normes, toutes considérées comme étant des outils d'orientation du marché et d'élimination des paysans. Alors, faut-il changer les lois ou les rejeter ? Sans doute un peu des deux. La radicalité du collectif contre les normes permet de reconstruire un rapport de forces nécessaire contre l'administration. La Confédération paysanne, elle, réussit à ralentir les processus destructeurs en se battant sur des points techniques dans des réunions au ministère (exemple des surfaces pastorales)."

COMMENT ARRACHER UNE QUEUE DE CHEVAL

Philippe Bone se prononce clairement pour des alternatives hors du système : "À mon sens, il est illusoire d'essayer de réformer le système en tentant de transformer ses institutions — politiques, économiques ou financières. S'attaquer ainsi à une telle pesanteur planétaire, profondément ancrée dans la tête des gens collectivement, m'a toujours fait penser à la fable racontant l'histoire de cet athlète athénien, au temps de Socrate, qui se croit assez costaud pour parier qu'il arrachera la queue d'un cheval par la simple force de ses muscles. Un petit vieillard tout courbé et tout chétif relève le pari. Tout le monde se moque de l'ancêtre. Arrive le jour du pari. Le colosse s'échine et s'acharne sur la queue du pauvre cheval qui n'en peut plus. Bien évidemment, les efforts de l'homme échouent lamentablement. Puis arrive le tour du petit vieux. Il s'avance à l'arrière du cheval... et commence à tirer chaque poil un à un.

S'attaquer à une touffe compacte en espérant l'arracher d'un seul coup est évidemment stupide. Dans

cette fable, chaque poil pris à part pourrait représenter chaque homme, chaque femme susceptible de changer sa vision de la vie. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas agir collectivement. Mais, au bout du bout, c'est bien dans la tête de chacune de ces personnes (chaque poil de la queue du cheval) que les transformations s'opéreront."

FIN DE MOIS CONTRE FIN DU MONDE ?

Selon **Christian Araud**, "la réponse est claire pour les plus radicaux : faire sécession du grand système (le capitalisme mondialisé) pour construire un mini-système (le territoire libéré, le canot de sauvetage...). Ce mini-système ne peut en tout état de cause être totalement hors du système. L'autarcie n'est d'ailleurs pas souhaitable. En revanche, en commençant par un territoire limité, il est possible d'atteindre une certaine autonomie, en profitant des ressources qui existent dans le système en place (tout n'est pas à jeter dans notre société!)."

Pour les personnes qui ne sont pas prêtes à se lancer dans ce genre de démarche, il est possible de chercher à "modifier ou assainir la politique ou l'économie de l'intérieur quand des possibilités raisonnables de succès se présentent". Mais il estime que cela n'est possible qu'"au niveau municipal et encore, si celui-ci ne concerne pas une ville. Même remarque pour l'économie : ce ne peut être au sein d'une grosse entreprise, peut-être dans une PME".

Ce que l'on peut conclure de ces échanges, c'est que "penser globalement, agir localement" est plus difficile qu'on ne le croit. Les liens entre alternatives et système ne se pensent pas de la même manière si l'on considère l'environnement local, un territoire limité ou le système économique global. ■

Salariat et alternatives

Quelles sont les conséquences de la présence du salariat dans une alternative ?

Avoir des salarié-es nécessite souvent de grossir et de faire des choix économiques plus que politiques. Le salariat peut réduire la radicalité d'une initiative au point qu'elle finisse par être récupérée par le système (c'est ce qui se passe avec les magasins bio aujourd'hui, à grande échelle). Cela permet toutefois d'autonomiser des personnes sur le plan financier. Est-ce souhaitable ?

Philippe Bone : "Pour ce qui est des structures alternatives de production de biens ou de services, il est une contrainte absolue : que les bénévoles aient exactement la même légitimité que les salarié-es. Trop souvent celles-ci finissent par avoir un poids trop important, au point que, de facto, ils et elles en viennent à 'prendre le pouvoir', et manipulent même le conseil d'administration, que ce soit dans les associations ou dans les sociétés."

Emmanuel Daniel a abordé la question lors de nombreux reportages : "Revendiquons la possibilité de ne pas avoir de métier. De ne pas travailler ou de le faire le moins possible, pour ne pas se faire broyer par l'économie et libérer du temps afin de lutter et de construire l'autonomie matérielle et politique. Il nous faut trouver du temps pour se réappropriier les savoir-faire essentiels à notre survie, construire des solidarités qui nous permettront de ne plus être seules pour répondre à nos besoins et lutter pour éviter l'approfondissement du désastre."

L'État ne tolère que ce qui ne remet pas en cause l'économie

"L'idée de transformer son utopie en gagnepain me semble être une fausse piste, poursuit-il. Certes, dans les coopératives ou d'autres formes d'entreprises autogérées, la dimension collective rend la dictature de l'économie plus supportable et permet à des personnes d'expérimenter l'autogestion. Mais en se pliant aux lois du marché, à l'impératif de rentabilité, aux normes diverses, on risque fort de trahir son utopie.

Soit c'est la loi du marché qui vous fait fermer boutique quand vous n'avez pas fait tout ce qu'il fallait pour être rentable — comme un collège Montessori, près de Rennes —, soit vous arrivez à être rentable mais cela vous coûte tellement de temps et d'énergie que vous n'en avez plus pour vos activités politiques.

Le capitalisme d'État ne tolère et n'encourage que les alternatives qui ne nuisent pas à l'économie. Quand celles-ci fournissent trop d'autonomie, elles sont combattues : nombre de personnes vivant en habitat léger ont été expulsées de leur logement. Dans le domaine de la santé, des sages-femmes qui pratiquent

l'accouchement à domicile sont poursuivies en justice car elles refusent de souscrire à une assurance qui équivaut presque à leurs revenus annuels.

Alors que l'État encourage sur le papier la transition énergétique, la production autonome d'électricité est freinée. Les personnes qui pratiquent l'éducation à la maison savent que l'État empêche les familles de se regrouper pour instruire leurs enfants. Une entreprise autogérée qui affichait ses positions politiques anarchistes a subi un contrôle de l'inspection du travail, qui lui a infligé un redressement fiscal qui a failli la couler.

Et parlons des paysans qui subissent la pression des normes, qui va parfois jusqu'à l'assassinat comme ce fut le cas pour Jérôme Laronze, paysan tué par des gendarmes."



Gilles Rebecchi

▲ Les vergers de l'Ilot, à Fontenay-sous-bois (Val-de-Marne). Les jardins partagés fonctionnent souvent sans salarié-es et doivent faire attention d'être ouverts à un public plus diversifié que les seuls écolos (Silence n°381).

Alors, quelles perspectives ?

Dans un monde qui se crispe (état d'urgence permanent, rejet des personnes migrantes, confiscation des richesses, épuisement de la planète...), les alternatives locales concrètes suffisent-elles pour être à la hauteur des enjeux ? Comment agir pour ne pas seulement construire des oasis à côté mais lutter contre les mécanismes globaux qui broient la planète et les humains ?

S I NOUS PROGRESSONS DANS LE domaine de l'alimentation saine (avec la bio), nous ne progressons guère (voire pas du tout) dans d'autres domaines : militarisation de la société, perte de libertés publiques, accumulation des richesses, pillage des pays du Sud, destruction de la biosphère, changement climatique, etc. Une "utopie collective", "un nouvel imaginaire" (Serge Latouche), un "récit" (Cyril Dion) peuvent-ils permettre un renversement du système dominant avant que celui-ci ne renverse totalement nos vies ?

NOUS NE SAUVERONS PAS NOS MODES DE VIE ACTUELS

Selon **Christian Araud**, "l'objectif à court et moyen terme est de libérer le maximum de territoires ou de construire le maximum de canots de sauvetage. Si on ne peut réussir cela à son propre niveau, on ne réussira rien du tout.

Cela dit, qu'une revue comme Silence arrive à diffuser ce genre d'idées, à faire bouger l'imaginaire de quelques personnes sensibilisées, mais encore peu impliquées dans des démarches alternatives, n'est pas du temps perdu, loin de là.

Le slogan "Sauver la planète" est à exclure totalement. Il faut commencer par faire son deuil de la situation actuelle ou, plus précisément, de ses avantages évidents pour une majorité de la population des pays riches et une minorité de la population des pays pauvres. Dans "sauver la planète", il y a un non-dit, un contenu implicite : nous serions capables de conserver l'essentiel matériel des avantages de la situation présente tout simplement en adoptant quelques comportements adéquats.

Exemple significatif : remplacer sa voiture à moteur diesel par un véhicule aussi gros, qu'on utilise dans les mêmes conditions, mais doté d'un moteur électrique. Il est clair que la solution juste est, dans la majorité des cas, de passer au vélo (avec assistance électrique pour les moins sportifs). Il est tout aussi clair qu'aucun gouvernement n'imposera cette dernière situation.

Le mieux que l'on puisse tenter de faire, à un niveau plus global, est de faire adopter quelques mesures qui ne choquent pas le peuple ni les élites. La réflexion est à lancer sur ce qu'elles pourraient être : par exemple taxer toute sorte de publicité, supprimer les allocations familiales à partir du troisième enfant..."





▼ Les alternatives doivent être pensées comme partie prenante des luttes pour un monde viable, sur le plan environnemental et sur le plan social.

LA LUTTE COMME PRINCIPAL LEVIER

Emmanuel Daniel appelle à la lutte : "Ce que l'on entend, du côté d'Alternatiba mais plus généralement dans le milieu alternatif, c'est qu'il faudrait d'un côté multiplier les initiatives locales et, de l'autre, faire pression sur les États pour qu'ils prennent les bonnes décisions afin de sauver le climat.

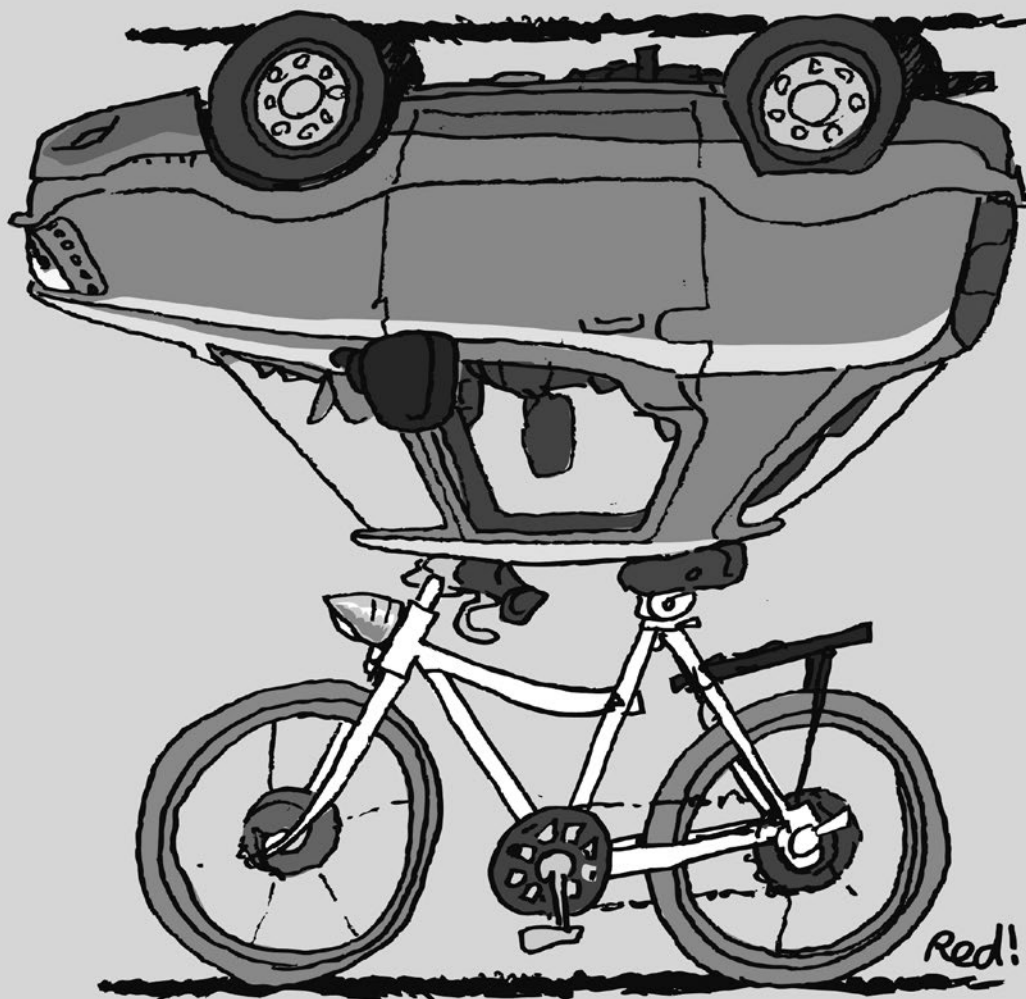
Dans le premier cas, l'idée est de généraliser les alternatives pour qu'elles forment système.

L'autre option reviendrait à faire pression sur les pouvoirs publics, donc à demander aux responsables du désastre d'y remédier. Cette idée n'en finit pas de me désespérer. Qui a créé les cadres légaux pour que le capitalisme puisse s'étendre? Qui déploie tout son arsenal répressif pour museler celles et ceux qui tentent de s'opposer à son expansion mortifère? Qui finance le nucléaire? Qui soutient l'agriculture productiviste? Qui encourage la croissance?

Il faut prendre la rue. Occuper les lieux de pouvoir. S'organiser matériellement pour que ces failles dans la normalité capitaliste et marchande puissent tenir dans le temps ou se multiplier. Mais aussi s'opposer, partout où on le peut, aux projets qui viendraient hypothéquer encore un peu plus nos chances de vivre dignement sur la Terre (mines, centrales nucléaires, aéroports, autoroutes, centres commerciaux géants, prisons...). Enfin, soutenir les personnes qui subissent de plein fouet les violences plus ou moins directes du capitalisme.

Il est vrai cependant que les initiatives ont tout de même le mérite d'ouvrir des réflexions et des espaces de débat, et parfois de se faire le relais de luttes existantes. Les personnes qui y participent acquièrent une culture politique, trouvent des complices avec qui s'organiser pour briser l'isolement qui les rendait impuissantes. Participer à ces initiatives peut également permettre de se rendre compte par soi-même des limites de ce mode d'engagement et donner envie de s'impliquer différemment.

Refuser de lutter, sous prétexte que c'est clivant ou que ça génère des énergies négatives, c'est fuir le combat et donc accepter de le perdre, avec les conséquences que l'on sait. C'est aussi se faire complice du désastre en ne faisant rien pour l'empêcher de s'étendre.



▲ Pour un réel impact des alternatives, il est nécessaire de concevoir un nouvel imaginaire (Silence n°433).

La lutte est ce qui nous permettra à moyen terme de survivre mais, à très court terme, de vivre la tête haute. Se rencontrer sur un piquet de grève ou une manif, se serrer les coudes devant un tribunal ou une ligne de flics procure une joie pure et insolente que seule la lutte apporte."

LES ALTERNATIVES PRÉFIGURENT LE MONDE DE DEMAIN

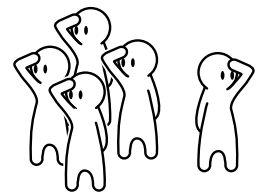
Philippe Bone ne fait pas la même analyse : "La plupart des structures alternatives 'autonomes' se contentent de mener leur activité propre du mieux qu'elles peuvent et ne s'occupent que très rarement des liens extérieurs, des solidarités en cas de coups durs ou des échanges d'expériences avec les autres structures du même secteur d'activité ou basées sur les mêmes modes de fonctionnement.

Par les expérimentations sociales, culturelles, technologiques de toutes sortes qui sont en permanence testées dans les modes de vie dits 'alternatifs', je pense que ces expérimentations sont un rouage indispensable à l'amélioration de nos sociétés. C'est pour cela que j'ai toujours détesté l'expression 'en marge' et 'les marginaux'.

Mieux : elles sont les laboratoires d'expérimentations dont nos sociétés modernes ont un si grand besoin, un besoin vital. Car, comme le rappelle si bien Bob Dylan : 'Ceux qui ne sont pas en train de naître encore et encore... sont occupés à mourir'.

Utilisation de sources d'énergies renouvelables 'à l'infini'... une nourriture enfin débarrassée des pesticides et additifs chimiques, des transports réduits au minimum entre les lieux de vie et d'activité, et polluant le moins possible, l'équité et l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, entre les gens brun clair, brun foncé, 'jaunes', 'blancs' ou 'cuivrés', une autre relation à la notion même de travail, de revenus, d'argent, de pouvoir d'achat, de niveau de vie et de niveau social (qui furent si présents sur le devant de la scène l'hiver dernier). Tous ces modes de vie et de pensée qu'on appelle 'alternatifs' aujourd'hui sont au cœur des problèmes de nos sociétés.

En réalité, ils sont tout bonnement la préfiguration de ceux que finiront par adopter, sans même s'en rendre compte, les "majorités silencieuses" de demain ou d'après-demain. Il suffit de regarder comment ça se passait dans les années 50 pour voir les changements incroyables intervenus depuis." ■



BONNES NOUVELLES DE LA TERRE

À Meaux, l'eau de la Terre chauffe les maisons

Dans la ville de Meaux, en Seine-et-Marne, plusieurs quartiers sont chauffés grâce à une usine de géothermie qui fonctionne depuis 30 ans. Une alternative que sont allés découvrir des jeunes de la structure d'accueil préadolescent-es Alembert.

À Meaux, l'usine de géothermie de la ville, située dans la rue Pierre-Brasseur, dans le quartier de Beauval, permet de chauffer près de 17 500 logements. À l'intérieur des bâtiments en forme de bulles, c'est un dédale de tuyaux bruyants dans lequel circule de l'eau puisée dans les entrailles de la Terre. Car, sous nos pieds, à une profondeur entre 1,5 à 2 kilomètres, se trouve une source [quasi] inépuisable d'énergie. Une roche sédimentaire — un mélange de sable et de calcaire — gorgée naturellement d'eau chaude. Un peu comme une grosse éponge. Cette nappe du Dogger s'étend sous tout le bassin parisien, avec des températures variant entre 52 et 84 °C. Ici à Meaux, l'eau est pompée par onze puits à une température de 76 °C. La chaleur est ensuite récupérée pour alimenter en chauffage et en eau chaude les habitant-es via un réseau de 32 kilomètres de tuyaux qui serpentent dans le sol. Cette eau revient ensuite plus froide à l'usine — 45 °C — avant d'être réinjectée dans les profondeurs de la Terre, où elle se réchauffera naturellement. Un cycle vertueux et très peu polluant : l'émission de 18 500 tonnes de CO₂ est évitée chaque année, soit l'équivalent des émissions de 15 417 véhicules. De plus, cette énergie n'est soumise à aucune fluctuation de la météo, contrairement à l'énergie solaire ou éolienne.



L'usine vue de l'extérieur...



...et de l'intérieur.

turbine d'avion utilisée pour faire ce qu'on appelle de la cogénération. Car, en hiver, la géothermie n'est pas suffisante pour chauffer les habitant-es. Une turbine d'avion, propulsée par du gaz, vient alors prendre le relais. "Elle est enfermée dans un sas totalement étanche pour éviter la poussière, car le moteur est très sensible", poursuit Didier Pineau. Ce générateur, plus récent, est utilisé environ cinq mois par an. Au total, l'usine a une puissance de 150 Mégawatts de puissance thermique et permet d'alimenter les quartiers de Beauval, de l'hôpital et de Collinet.

La nappe du Dogger, dans lequel puise l'usine de Meaux, est exploitée depuis les années 1970, avec un pic en 1980. Mais la progression a été stoppée par la chute du prix des énergies fossiles. Depuis quelques années, la géothermie revient à la mode, poussée par les aides de l'État. "La géothermie est une source quasi inépuisable d'énergie et pourrait chauffer beaucoup d'appartements. Mais, avant cela, il faut adapter les bâtiments pour

qu'ils soient en basse consommation et bien isolés", explique Didier Pineau. L'objectif officiel est de chauffer deux millions de personnes dans toute l'Île-de-France d'ici 2020.

Diedia, Sadio, Aminata, Seta, Alicia, Shaima et Laury-Anne Cholez

Cet article a été écrit dans le cadre d'un atelier média organisé par Reporterre.

Demain dans toute l'Île-de-France ?

Onze personnes travaillent dans cette usine. Derrière les bulles, un bâtiment rectangulaire, beaucoup plus classique, abrite la

En partenariat avec: www.reporterre.net



» Ain

La Grange aux Parapluies

À Saint-Julien-sur-Reyssouze, La Grange aux Parapluies est une association fondée en octobre 2014 par trois amies, qui, avec l'aide de nombreux bénévoles, réhabilitent une grange pour en faire un lieu de diffusion de culture. Résidences d'artistes, conférences sur des sujets d'actualités, théâtre, etc, le programme est chaque mois bien rempli, dans cette grange qui redonne des couleurs au village et favorise les rencontres.

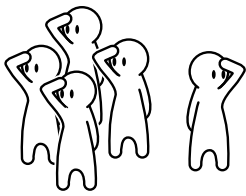
♦ La Grange aux parapluies, 825 route de la Baisse, 01560 Saint-Julien-sur-Reyssouze, tél. : 06 70 31 62 58, lagrangeauxparapluies@gmail.com, <http://lagrangeauxparapluies.wordpress.com>

» Médias

La mort d'un Sauvage, Alain Hervé



Né en 1932, Alain Hervé est décédé le 8 mai 2019. Journaliste, écrivain, passionné de voyages et de mers, il est l'un des pionniers de l'écologie politique en France. En 1970, avec Edwin Matthews, il fonde la branche française des Amis de la Terre. Il traite de l'écologie au *Nouvel Observateur*, dirige le mensuel écologique *Le Sauvage* à partir de 1973. Il participe à la campagne présidentielle de René Dumont en 1974. Il relance *Le Sauvage* sur l'internet en 2009 et y écrit régulièrement depuis.



Bilan financier 2018 : il faut renverser la tendance !

Résultat d'exploitation 2018 simplifié (en milliers d'euros)

Charges	2016	2017	2018	Produits	2016	2017	2018
Achats de livres	0	0	1	Ventes de livres	2	2	2
Achats imprimerie	37	36	39	Revue vendue	177	170	184
Photocopies	1	1	1	Variation stocks	2	-3	-2
Maquettiste	10	10	10				
Affranchissements	5	4	4	Aides	12	11	13
Routage	32	33	31				
Achats et charges externes	22	16	16	Reprise provision stocks	2	2	2
Salaires et charges sociales	99	111	105	Soutiens et dons	7	7	28
Stocks	3	2	1				
Taxe d'apprentissage-Formation	1	1	1	Reprise prov. anter except	24	21	
Dotation créance	27	0	0	Reprise creance financière			27
Excédent/Perte	-11	-4	45				
Total charges	226	210	254	Total produits	226	210	254

Bilan d'exploitation au 31 décembre 2018 (en milliers d'euros)

Actifs	2016	2017	2018	Passif	2016	2017	2018
Investissements	2	2	2	Fonds associatif	60	49	45
Stocks	6	4	3	Excédent / perte	-11	-4	45
				<i>Total Fonds propres</i>	<i>49</i>	<i>45</i>	<i>90</i>
Titres participation	3	24	24				
Créances diverses	11	10	40				
Abonnés, etc.	10	9	8				
				Fournisseurs	10	14	10
Trésorerie	90	69	88				
				Frais dus au personnel	16	18	13
Charges avancées	9	4	4	Produits avancés	56	45	56
Total actif	131	122	169	Total passif	131	122	169

Pas facile de lire un bilan financier ! Attention, pour 2018, le résultat d'exploitation semble positif, mais ce n'est qu'un effet d'optique, dû à la campagne de financement participatif du printemps 2018 et à une écriture comptable de reprise d'anciennes provisions sur des actifs appartenant à *Silence* liés au local des Ateliers, pour 27 013 €. Nous sommes en fait encore une fois déficitaire... Ce mauvais résultat est bien sûr relatif, quand on sait que c'est toute la presse papier qui se porte mal. Il n'empêche, il nous faut réagir maintenant, ou ce sera sûrement la fin de la revue *Silence*.

Ce qu'il faut retenir : *Silence* ne va pas bien financièrement. En septembre 2018, nous nous félicitons de la campagne de financement participatif du printemps 2018, et nous étions optimistes sur l'avenir financier de l'association.

Malheureusement, le résultat d'exploitation 2018 affiche une baisse d'abonnements et donc de rentrées d'argent conséquente. En décembre 2018, 3 774 personnes étaient abonnées à *Silence*. En juin 2019, ce ne sont plus que 3 381 personnes qui sont abonnées à la revue.

Silence continue au quotidien à s'engager pour des alternatives écologistes et non-violentes. Nous continuons chaque mois à sortir une revue qu'on espère de qualité. Nous continuons à chercher de nouveaux points de vente pour diffuser la revue (il en existe environ 200) et à multiplier les partenariats pour nous faire connaître. C'est grâce à l'engagement de plusieurs centaines de bénévoles chaque année que tout ce travail est rendu possible, et nous sommes fier-es d'être une association vivante.

Silence est une association qui porte les idées de l'écologie sociale et de la non-violence dans ses pages mais aussi au-delà. Nous nous sommes engagé-es dans *Jai Jagat*, la marche mondiale pour la justice et la paix qui partira de New Delhi en octobre 2019 et arrivera à Genève en septembre 2020. Nous avons coédité *L'insolente, dialogues avec Pinar Selek* de Guillaume Gamblin avec les éditions *Cambourakis*, etc.

Les projets et les appétits ne manquent pas et l'association est toujours pleine de ressources humaines et d'envies. L'enjeu de cette année est donc clair : se faire connaître, trouver de nouvelles abonné-es, afin de retrouver un équilibre financier. On compte sur vous pour nous aider !



Le compagnonnage alternatif et solidaire, c'est par ici !

Le compagnonnage est une sorte de "tour de France" dans les entreprises du réseau REPAS (Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires). Il est destiné non à apprendre un métier mais à transmettre des valeurs au cœur du projet coopératif. Il s'adresse à des personnes désireuses de comprendre et d'expérimenter les enjeux et conditions d'existence de structures (GAEC et SCOP agricoles, coopératives, associations, etc.) expérimentant différentes formes d'autogestion. Il comprend des temps de formation et d'échange collectifs, et des immersions seul-e ou en

groupe au sein de structures. Huit mois pour ouvrir d'autres possibles et, pourquoi pas, faire émerger et mûrir des projets "utopiques". Chaque année le compagnonnage accueille une vingtaine de personnes. Il aura lieu en 2020, pour sa 23^e édition, du 12 février au 19 octobre. Attention, les candidatures doivent être déposées au plus tard le 6 octobre 2019.

♦ Comité de pilotage du Repas, Centre de formation du Mat, Le Viel Audon, 07120 Balazuc.
Dossier à télécharger sur www.compagnonnage-repas.org

La 4^e de couverture de *Silence* n° 470 est consacrée à ce réseau.



» Tournesols et colza OGM



Les semences bio contre-attaquent !

Actuellement des milliers d'hectares de cultures de tournesol OGM (issus de la mutagenèse) sont cultivés en France. Contrairement aux OGM transgéniques, ils ne sont pas encore interdits. Ces semences sont produites pour être résistantes aux pesticides et vont donc de pair avec une utilisation intensive de ces substances chimiques destructrices. Le 22 mai 2019, les *Faucheurs d'OGM de l'Hérault* ont lancé une opération de contamination de ces cultures

d'OGM par des semences bio. Ils appelaient à venir récupérer des graines et des plants de tournesol bio sur les marchés pour les semer et les planter ensuite partout, en particulier aux abords des champs de tournesols : jardins, bords de rivières, jardinières municipales, ronds-points, etc. La pollinisation permettra de contaminer les semences mères des champs d'OGM. Une bonne idée à reprendre ailleurs.

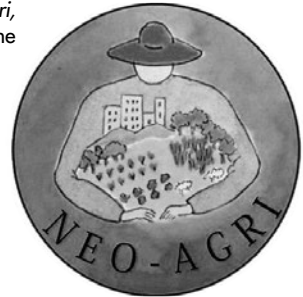
Actions contre des plateformes d'essais de colza et de tournesol OGM

- Le 27 mai 2019, un groupe de *Faucheurs Volontaires* ont fauché une plateforme d'essai de colza génétiquement modifié sur la commune d'Échiré, dans les Deux-Sèvres. Cette parcelle de 100 m² appartenant à la société *Statphyt Agro sciences*, contenait une variété de colza rendue tolérante à des herbicides (VrTH), et issue de la technique de la mutagenèse dirigée.
- Le 21 juin 2019, des membres du collectif des *Faucheurs Volontaires* ont neutralisé une plateforme d'essai de tournesol conduite par le CREAS, Centre Régional d'Expérimentation Agricole de Saint-Exupéry, située sur la commune de Pusignan dans le Rhône. Il s'agit là aussi d'une variété de tournesols génétiquement modifiés pour être tolérants aux herbicides, ce qui leur permet de les tolérer lorsqu'ils sont appliqués sur le feuillage. La variété de tournesols en question est sous brevet *Clearfield*, c'est à dire qu'elle est une marque sous brevet de la firme agro-chimique *BASF* qui produit aussi les herbicides associés à ces variétés.

Les *Faucheurs* dénoncent une fuite en avant technologique dans le tout génétique et le tout pesticide et demandent un moratoire sur ces Variétés rendues Tolérantes aux Herbicides (VrTH) qui sont actuellement cultivées en France et se retrouvent ensuite dans nos assiettes.

Néo-agri, des outils pour devenir paysan·nes

L'association *Néo-agri*, née en 2015, se donne pour objectif de promouvoir et faciliter l'installation de néo-paysan·nes en agroécologie. Les néo-paysan·nes doivent trouver les ressources pour changer de vie, apprendre un métier, trouver l'argent pour construire leur projet, accéder à la terre, produire, gérer les contraintes administratives...



L'association apporte un soutien à ces démarches en aidant à la mise en relation, en organisant des apéros néo-paysans et des assises néo-paysannes. Ses membres, inspirés par leur propre expérience, ont écrit et publié un livre, *Néo-paysans, le guide (très) pratique. Toutes les étapes de l'installation en agroécologie et permaculture* (aux éditions France agricole). L'association organise des formations pour évaluer par exemple la viabilité de son projet d'installation agricole. Elle réalise également des études de terrain sur l'installation agricole pour divers réseaux ou institutions.

♦ Accessible seulement pour les internautes sur <http://neo-agri.org>

Le temps des cerises... et des pesticides

Générations Futures publiait, le 6 juin 2019, la nouvelle édition de son rapport consacré aux résidus de pesticides sur les fruits et légumes (non bio bien entendu) consommés en France. Sur les 18 fruits analysés, les cerises, que l'on a tant de plaisir à croquer sitôt achetées, viennent en tête de ce triste palmarès (89 % des échantillons



testés porteurs de résidus), puis les mandarines, les clémentines et les raisins. Les moins porteurs de résidus sont les kiwis (25,8 % des échantillons) et les avocats (27,8 %). Côté légumes, 32 ont été analysés.

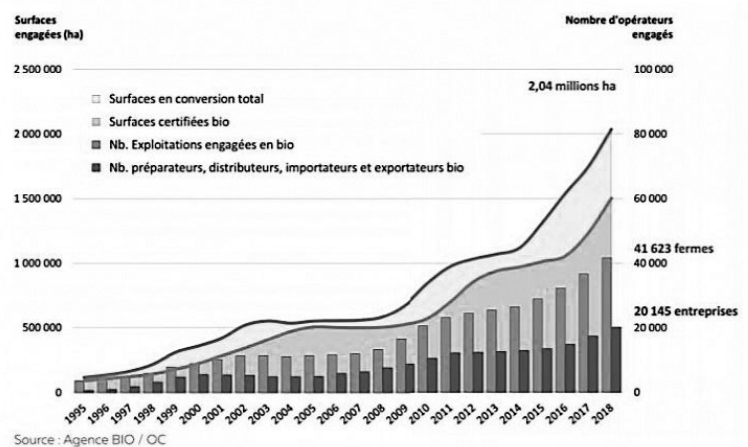
Les céleris-branches (84,9 %) et céleris-raves (82,5 %) sont les plus porteurs de résidus, puis les herbes fraîches (69,3 %). Les betteraves (6,9 %) ou les asperges (2,1 %) sont les moins porteuses de résidus. Il faudrait que la transition vers un nouveau modèle agricole s'accélère si nous ne voulons pas tomber malades avec nos 5 fruits et légumes par jour.

Agri et conso bio en 2018 : les chiffres

L'Agence bio a publié en juin 2019 les chiffres concernant l'agriculture biologique (production et consommation) et ils sont plutôt réjouissants. La surface agricole en bio est passée de 6,5 % en 2017 à 7,5 % en 2018 (soit 2 millions d'hectares cultivés). Près de 9,5 % des fermes françaises sont aujourd'hui certifiées en bio ! Dans les départements du Gers, de la Drôme, du Gard et de l'Hérault, plus de 1 000 agriculteurs sont engagés dans la production bio. De son côté, la consommation de produits bio en France a connu une croissance annuelle inégalée, et ces produits représentent désormais 5 % des achats alimentaires des ménages. Attention toutefois aux réalités derrière les chiffres ; 49 % de ces achats ont été réalisés en grande distribution et le label AB ne garantit pas un transport limité ni des conditions de travail décentes ni des conditions de vie décentes pour les animaux. Le bio progresse et on s'en réjouit, tout en restant attentives aux aspects que nous voulons réellement défendre : une agriculture paysanne et de proximité, accessible à tou·tes.

♦ <https://www.agencebio.org>

EVOLUTION DU NOMBRE D'OPÉRATEURS ET DES SURFACES ENGAGÉES EN BIO



Source : Agence BIO / OC

produits bio en France a connu une croissance annuelle inégalée, et ces produits représentent désormais 5 % des achats alimentaires des ménages. Attention toutefois aux réalités derrière les chiffres ; 49 % de ces achats ont été réalisés en grande distribution et le label AB ne garantit pas un transport limité ni des conditions de travail décentes ni des conditions de vie décentes pour les animaux. Le bio progresse et on s'en réjouit, tout en restant attentives aux aspects que nous voulons réellement défendre : une agriculture paysanne et de proximité, accessible à tou·tes.



De la légitime défense climatique...

Record de température après record de température, notre monde s'habitue à vivre en surchauffe. Malgré quelques discours enflammés qui cachent mal la vacuité de l'action, notre addiction collective aux ressources carbonées conduit les responsables politiques et décideurs économiques à simuler un changement pourtant nécessaire, urgent, vital !

Il s'agit de notre survie collective et pourtant, tout semble fait pour entretenir un attentisme qui ne peut s'expliquer que par une certaine forme de sidération devant la crise climatique à venir. Mais entre la nonchalance et le déni, les lobbies sont à la manœuvre pour entretenir un système *déconstructiviste* dont ils tirent de substantiels bénéfices.

Abattre les privilèges du transport aérien

C'est la seule façon d'expliquer le soutien dont bénéficie le secteur aérien de la part d'une classe politique qui fait montre d'un conservatisme ahurissant ! Le simple fait de vouloir interdire les vols intérieurs, lorsque des alternatives ferrées existent, engendre inmanquablement une levée de boucliers d'une poignée de parlementaires déterminés. Alors même que le transport aérien bénéficie d'une multitude d'aides directes et indirectes rendant ce mode de déplacement "compétitif", rien ne semble pouvoir venir à bout de ces exemptions fiscales. Détaxe sur le kérosène, TVA à taux réduit, subventions d'équilibre versées aux aéroports régionaux ; sur certains vols intérieurs, chaque voyageur bénéficie d'une aide de plus de 100 euros versés par la collectivité !

Pour un temps de transport quasiment identique, l'avion émet entre 40 à 60 fois plus de CO₂ qu'un voyage en train. Notre climat paye ainsi un lourd tribut à ces fameux "low cost" !

Incidemment, ces multiples aides sont avant tout versées aux personnes ayant les revenus les plus élevés. 80 % des voyageurs ayant recours aux vols intérieurs appartiennent aux catégories socio-professionnelles les plus aisées... Pendant ce temps-là, la mobilité du quotidien est laissée en déshérence,

subissant un sous-investissement chronique ! Les lignes de train de nuit ferment les unes après les autres pendant que le fret ferroviaire poursuit sa lente et inéluctable chute.

S'attaquer aux publicités prônant le crime climatique

L'interdiction des vols intérieurs est vécue par nos politiques comme attentatoire à la sacro-sainte liberté de se déplacer. Mais il y a pire ! La proposition d'interdire ou encadrer les publicités vantant les mérites de ces déplacements climaticides butent sur les mêmes réticences, sur le même prêche-prêcha libéral qui postule que la loi et l'État sont le problème et le marché la solution. Soumise au vote, l'interdiction des publicités pour les vols intérieurs a été largement rejetée par des parlementaires en retard d'une crise climatique.

Face à ces combats d'arrière-garde, l'heure est venue de prendre nos responsabilités. L'article L122-5 du code pénal stipule que *"n'est pas pénalement responsable la personne qui, devant une atteinte injustifiée envers elle-même ou autrui, accomplit, dans le même temps, un acte commandé par la nécessité de la légitime défense d'elle-même ou d'autrui"*. Lorsqu'un publicitaire incite à détruire le climat en promouvant un vol intérieur, lorsqu'une compagnie aérienne vend des billets d'avion à 5 euros, devons-nous assister passivement à ce qu'il nous faut bien nommer un crime climatique ?

Nous sommes toutes et tous en situation de légitime défense climatique. Désormais, il nous faut assumer le fait d'être à la frontière de la légalité en appelant à barbouiller les publicités pour les vols intérieurs et autres SUV (1).

(1) Les SUV (Sport Utility Vehicle, véhicules utilitaires sportifs) sont ces véhicules massifs, larges et hauts, soit-disant adaptés aux familles, et qui donnent à leurs propriétaires le sentiment délicieux de se sentir tout à la fois dominant, aventurier et en sécurité. Illusions bien entendu, mais la voracité en carburant de ces engins est, quant à elle, bien réelle.

Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, www.agirpourenvironnement.org.

Île-de-France : faut-il évacuer tout le monde ?

Plusieurs personnes ont intenté un procès à l'État pour n'avoir pas pris des mesures contre les dépassements des limites de pollution de l'air. Un procès s'est tenu début juin 2019 au tribunal administratif de Montreuil : une mère et sa fille qui souffrent de problèmes respiratoires ont déménagé de Paris à Orléans sur les conseils de leur médecin. Elles ont demandé des dédommagements à l'État français. La préfecture de Police a répondu que le fait d'habiter dans un endroit pollué est *"la conséquence directe et exclusive d'un choix strictement personnel"*. Ce serait donc la faute des Franciliens s'ils et elles vivent dans une atmosphère trop polluée. L'association *Respire* qui lutte contre la pollution de l'air a réagi : *"Si on en croit la préfecture, il faudrait donc évacuer les 10 millions d'imprudents qui vivent en Ile-de-France. C'est*

très inquiétant, venant d'une institution censée nous protéger. D'un autre côté, c'est un aveu extraordinaire que la pollution de l'air fait planer un danger sérieux sur les Franciliens". Le 25 juin 2019, le tribunal administratif de Montreuil a reconnu la faute de l'État dans son incapacité à lutter contre la pollution de l'air et donc sa responsabilité dans leurs



Thomas Samsen

problèmes respiratoires. La France est en infraction avec le droit européen pour ces violations répétées des normes sur la qualité de l'air. Reconnaissance historique mais symbolique : pour le tribunal, la causalité entre les problèmes de santé et la pollution n'est pas assez démontrée pour donner suite à la demande d'indemnisation financière.

♦ *Respire*, 1, place des Deux Ecus, 75001 Paris, tél : 06 37 73 24 39, www.respire-asso.org



Le projet Montagne d'or n'est pas officiellement abandonné

Le gouvernement a reconnu fin mai 2019 (deux jours avant les élections européennes...) que le projet de mine d'or à ciel ouvert en Guyane n'était pas compatible avec une politique écologiste. Affirmation qui n'a pas été suivie de l'annulation *stricto sensu* du projet, toujours soutenu par les élu-es loca-les. Ce projet de mine géante à ciel ouvert est présenté comme devant être le gisement le plus prolifique de Guyane : 85 tonnes d'or à extraire en pleine forêt. Malgré les alertes lancées depuis plusieurs années par la population et le collectif *Or de question* sur les dangers environnementaux et sociaux de cette mine, la compagnie minière *Montagne d'Or* n'a pas l'intention d'abandonner sa concession.

La réforme du Code Minier, qui doit voir le jour à la fin de l'année 2019 va aider à faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre, et est attendue avec anxiété et espoir chez les populations autochtones amérindiennes, qui vivent dans ces forêts et qui veulent défendre leur habitat. L'association *Jeunesse autochtone de Guyane* demande notamment à ce que les peuples autochtones aient un pouvoir de véto.

♦ Collectif *Or de question*, ordequestion@gmail.com, <https://ordequestion.org>

» Pays basque

Pour ses 10 ans, Bizi s'invite au supermarché !

Le mouvement *Bizi* engagé depuis 2009 au Pays basque pour la justice écologique, climatique et sociale, a fêté ses 10 ans en juin 2019. Durant cette période, *Bizi* a entre autres créé le mouvement *Alternatiba* et a lancé l'eusko, monnaie locale.

Pour l'occasion, à côté de nombreux moments festifs et conviviaux, *Bizi* a organisé l'occupation d'un supermarché de Bayonne. Pour dénoncer l'ouverture du commerce le dimanche, les participant-es sont venues s'adonner à leurs loisirs dominicaux dans l'enceinte du supermarché : parties de pétanque et de badminton, pêche à la ligne, jogging, apéro et pique-nique étaient au rendez-vous ! Tout, sauf la consommation qui n'était pas à la fête ce jour-là. *Bizi* entendait par-là dénoncer "la précarisation et la marchandisation croissantes de nos vies et de nos sociétés" et "remettre en cause la spirale infernale du travailler plus-consommer plus, et donc polluer plus, qui revêt un caractère dramatique aujourd'hui où tous les grands équilibres écologiques de la planète sont au rouge".

♦ *Bizi !*, 20-22 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne, tél. : 05 59 25 65 52.



Marcher pour l'océan

Une marche pour l'océan était organisée le 8 juin 2019 à Paris à l'occasion de la Journée mondiale de l'Océan. 2 000 personnes ont répondu à l'appel dans une ambiance conviviale où certains tubes comme *Dès que le vent soufflera* de Renaud, et *Sea, sex and sun* de Serge Gainsbourg ont été revisités.



Rénovation énergétique : la France mauvaise élève



La Loi de transition énergétique de 2015 prévoyait la rénovation d'ici 2025 de 7 millions de "passoires énergétiques", tandis que le plan national de rénovation énergétique des bâtiments présenté par le ministre de la Transition écologique, Nicolas Hulot, en avril 2018 fixait l'objectif "d'éradiquer d'ici dix ans" (soit 2028) 1,5 million de logements inefficaces (de classe énergétique F et G). Mais les résultats se font pour l'instant désespérément attendre.

Seules 40 000 rénovations permettant d'amener un logement au niveau "basse consommation" (étiquette B) ont été menées en 2018. "De nombreuses autres opérations de rénovation ont permis un gain énergétique (environ 250 000) qui reste cependant en dessous du niveau de performance nécessaire pour atteindre, même progressivement, le niveau souhaité pour les logements en 2050", précisait le Réseau pour la transition énergétique (CLER) dans un rapport d'étape en avril 2019.

Et pourtant le défi est de taille : les bâtiments représentent près de la moitié de la consommation énergétique de la France, davantage que les transports ou l'industrie.

Selon le réseau, "l'accent est mis sur la baisse des coûts à court terme favorisant la rénovation par étapes et un comportement économe des usagers, au détriment des investissements réels dans la rénovation performante des bâtiments", alors qu'en parallèle, des mesures prévues telles que les crédits d'impôts en "primes travaux" ou les critères de performance énergétique minimum pour les locataires, sont retardés ou mis en place de manière insuffisante. Ainsi, le changement de chaudière à 1 euro fait partie de ces fausses bonnes idées : c'est l'isolation du logement qui est la clé dont va dépendre la facture énergétique des ménages, avant des mesures comme le changement de chaudière, explique Romain Riollet, responsable Efficacité énergétique au CLER.

♦ CLER, Mundo M, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél. : 01 55 86 80 00, <https://cler.org>

Le stockage des énergies renouvelables est possible partout



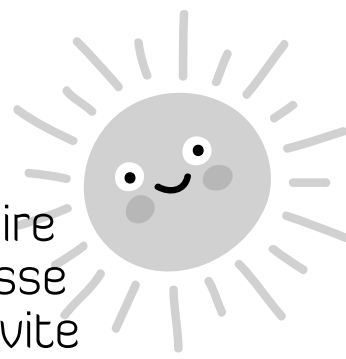
Le moyen actuel le plus utilisé pour stocker les excédents de production et les restituer en période de déficit est d'utiliser un double barrage (STEP, stations de transfert d'énergie par pompage) : 97 % du stockage dans le monde se fait actuellement ainsi. On monte de l'eau dans le barrage supérieur en cas d'excédent, on la redescend en turbinant quand il y en a besoin. Des chercheurs australiens se sont penchés sur le potentiel de ces Step au niveau mondial : ils ont repéré 530 000 sites où

cela est possible... de quoi produire 22 000 TWh, soit un cinquième de la consommation mondiale actuelle ; ce qui dépasse de beaucoup les besoins pour passer à une électricité 100 % renouvelable.

Cela pose la question de la quantité d'eau à stocker. Les chercheurs ont fait le calcul : cela représente moins d'eau que ce que nécessite actuellement le refroidissement dans les centrales thermiques à énergie fossile ou nucléaire. Reste la question de l'impact environnemental des barrages...

(Source : www.futura-science.com, 3 avril 2019)

Le solaire progresse le plus vite



Du fait de son prix maintenant très compétitif, le solaire est l'énergie renouvelable qui progresse le plus vite au niveau mondial : 94 GW* en plus en 2018, devançant l'éolien (49 GW) et l'hydroélectrique (21 GW). Mais pour le moment, l'énergie hydroélectrique reste encore largement en tête avec une production de 1 172 GW, suivi de l'éolien (564 GW), du solaire (480 GW), de la biomasse (121 GW) et de la géothermie (13 GW). Par comparaison, le nucléaire représente environ 350 GW et est en légère baisse. (* 1 GW = 1 milliard de watts, soit la puissance moyenne d'un réacteur nucléaire en France)

» Norvège

L'extraction de cuivre s'intensifie dans les fjords



En février 2019, le gouvernement norvégien a donné son feu vert à la société *Nussir* pour installer une usine d'extraction de cuivre aux alentours du fjord Reppafjord dans la commune du Kvalsund. Pourtant, depuis plus de 19 ans, les associations environnementales et la communauté Sami (peuple autochtone entre la Suède, la Norvège, la Finlande et la Russie) contestent le projet. Avec cette autorisation, l'usine peut rejeter deux millions de tonnes de déchets de métaux lourds par an dans l'océan, détruisant des écosystèmes entiers. L'industrie minière a par ailleurs un impact sur l'élevage des rennes, qui, perturbés par le bruit et la pollution, connaissent des difficultés de reproduction. Indignée par la décision gouvernementale, l'association *Nature and Youth* a déclaré qu'elle pourrait mettre en œuvre des actions de désobéissance civile pour stopper le déversement des résidus miniers en mer. Affaire à suivre (Source : *Reporterre*, Léa Dang, 15 avril 2019).



Djihadistes, anarchistes, antisionistes, vegans... même combat ?

Dans son rapport remis le 6 juin 2019, la *Commission d'enquête sur la lutte contre les groupuscules d'extrême droite en France* se propose d'"élargir les outils existants de lutte contre la radicalisation à la lutte contre d'autres formes de radicalisation". La recommandation n°31 propose ainsi d'"étendre le champ d'action du CIPDR (Comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation) à la radicalisation identitaire et à d'autres formes de radicalisation (anarchiste, antisioniste, vegan, etc.) ; élargir le champ du site "Stop-Djihadisme" aux formes précitées de radicalisation et le rebaptiser "Stop-Radicalisation" " notamment. Anarchistes, antisionistes, vegan sont donc assimilés à la menace terroriste. C'est vrai qu'il y a eu des attentats anarchistes en France... de 1877 à 1911 essentiellement. On ne sait jamais, les vétérans pourraient repartir à l'attaque...

Céline Boussié, lanceuse d'alerte, le combat continue

En 2013, Céline Boussié est aide-soignante à l'institut médico-éducatif (IME) de Moussaron dans le Gers. Elle signale des faits de grave maltraitance sur les mineur-es polyhandicapé-es accueilli-es par l'établissement. Elle est alors licenciée. Mais suite à son cri d'alarme, l'Agence régionale de la santé enquête et rend un rapport accablant. En octobre 2014 l'association *Handi'Gnez-Vous* est lancée, Céline Boussié en devient la présidente et c'est en cette qualité qu'elle est attaquée pour diffamation par son ancienne direction. Enfin, le 21 novembre 2017, le tribunal correctionnel de Toulouse la relaxe sous les applaudissements. C'est une première en France, et des années auparavant, trois autres salarié-es de l'IME, pour avoir aussi lancé l'alerte, avaient été condamné-es. Relaxée, le combat continue pour la lanceuse d'alerte, son comité de soutien, l'association, qui se vouent à la cause de la bientraitance dans les institutions et du droit d'alerte. Par ailleurs, l'action



aux prud'hommes intentée par Céline Boussié contre son ancien employeur n'a débouché, pour l'instant, que sur une décision mitigée. L'affaire judiciaire se poursuit donc toujours.

♦ *Comité de Soutien Céline Boussié* : 07 71 24 34 85 ou 06 60 06 87 11

♦ *Association Handi'Gnez-Vous*, 85 bis rue Denfert Rochereau, 47000 Agen

♦ *Le livre de Céline* : Les enfants du silence, éd. Harper Collins France, 2019

Paix et Non-violence



Service national universel

♦ **C'est parti...** Le 17 juin 2019, 2 000 jeunes de 16 ans de 13 départements ont enfilé leur uniforme. Encadré-es par des militaires, amené-es à chanter la Marseillaise et à assister au lever du drapeau chaque matin, ce sont les premières légions du *Service national universel*, qui doit être ensuite généralisé à toute leur classe d'âge.

♦ **... et ça commence bien !** Le 18 juin, plusieurs jeunes engagé-es dans le cadre du SNU ont été victimes de malaise lors de la commémoration de l'appel du 18 juin. Alors que la chaleur était accablante et que les enfants se tenaient au

soleil, la Préfecture avance une autre explication plus surprenante : selon elle, leur malaise était dû "à une forme d'émotion liée au caractère solennel de la cérémonie, au cours de laquelle les appels devaient entonner la Marseillaise" !

♦ **Sanctions.** "Le caractère obligatoire du dispositif est déjà envisagé sous peine de sanctions : interdiction de passer le code de la route ou de s'inscrire au baccalauréat ou à des concours administratifs. Les organisations de jeunesse (associations, syndicats) qui ont fait part de leur opposition au dispositif ont été éconduites

sans discussion possible", dénonce le syndicat Asso. Qui poursuit : "Ces images font davantage penser à un camp organisé par un groupuscule d'extrême-droite qu'à des jeunes "engagé-es". Le syndicat des travailleur-ses du milieu associatif dénonce également le fait qu'une vingtaine d'associations, dont des actrices historiques de l'éducation populaire, ont accepté de collaborer avec le SNU et d'accueillir en leur sein de jeunes appelé-es.

♦ **Vers un front commun contre le SNU.** Fin mai 2019, un collectif s'est créé à l'initiative de l'*Union pacifiste* pour s'opposer à ce projet nationaliste et militariste. Ce front commun comprend notamment *Solidaires*, le *Mouvement pour une Alternative Non-violente*, la *Ligue des Droits de l'Homme*, le *Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC)*, etc. *Silence* a décidé lors de son AG de juin 2019, de faire partie de ce collectif, jugeant que le SNU est un projet de société structurant contre lequel il est important de se mobiliser.

♦ *Union pacifiste*, BP 40 196 Paris Cedex 13, www.unionpacifiste.org



Ils ne l'ont pas fait, ils ont tout fait pour ne pas le faire, mais ils vont vous l'imposer

NON
au SERVICE NATIONAL UNIVERSEL

LES JEUNES
ÉCOLOGISTES



Empêcher la privatisation d'Aéroports de Paris

Au printemps 2019, 248 parlementaires ont obtenu que soit engagée une procédure de référendum d'initiative partagée sur la question de la privatisation d'Aéroports de Paris. Pour que le processus continue, 4,7 millions de signatures issues du corps électoral national doivent être rassemblées avant la mi-mars 2020.

- **Pourquoi s'opposer à la privatisation ?** Nombreuses sont les associations qui appellent à s'engager contre cette privatisation et à participer au référendum d'initiative partagée. Pour Attac, "le RIP est une grosse épine dans la politique libérale de ce gouvernement : empêcher la privatisation d'ADP, c'est stopper l'abandon au secteur privé de notre [...] économie voulue par Macron au profit de ses amis des multinationales et de la finance".

Selon une tribune signée notamment par Alain Damasio ou Thomas Guénolé, refuser la privatisation des ADP, c'est refuser de faire le jeu du transport aérien (on connaît les conséquences de la privatisation des autoroutes...). C'est réaffirmer le besoin d'une sobriété qui peut plus facilement être portée par une économie socialisée que par l'économie de marché, fondée sur le productivisme.

- **Comment signer ?** Il faut malheureusement passer par l'internet pour y participer, en se rendant sur le site : <https://www.referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1>. Puis remplir le questionnaire à l'aide de sa carte nationale d'identité ou de son passeport. Il est aussi nécessaire d'être inscrit-e sur les listes électorales. Il est *a priori* possible de faire enregistrer électroniquement son soutien présenté sur papier par un agent de la commune la plus peuplée de chaque canton ou par un agent du consulat.

- **Se mobiliser.** Le gouvernement ne semble pas pressé de voir aboutir cette initiative. Le site internet mis en ligne par le gouvernement souffre de très nombreux bugs, d'une très mauvaise optimisation, l'interface est peu ergonomique, et aucun compteur du nombre de signatures n'est proposé sur le site. Nous n'avons par ailleurs croisé aucun affichage public. Mais des personnes se mobilisent partout en France pour faire connaître ce référendum. En Indre-et-Loire par exemple, les collages et les tournées dans les villages se multiplient, avec des instaurations de bureaux festifs de signatures.

V pour verdict, des actions collectives en justice

Beaucoup de personnes qui s'estiment victimes de préjudices environnementaux, sanitaires ou sociaux sont tentées de renoncer à intenter une action en justice quand elles mesurent les coûts liés à ces procédures. La société *V pour verdict* n'est pas un cabinet d'avocats. Créée en juillet 2018, c'est une plateforme qui regroupe des avocat-es et expert-es situés dans toute la France. Elle se veut "un outil au service de la justice sociale et environnementale". Comment ? En mettant en place des actions collectives en justice. Cette formule permet de mutualiser les frais de justice et de les faire ainsi baisser considérablement, tout en renforçant le poids de la procédure. De telles actions requièrent deux conditions : elles doivent pouvoir devenir collectives (pas de cas de divorce ou de conflit de voisinage par exemple), c'est à dire que le préjudice doit avoir fait d'autres victimes. Et elles doivent être recevables devant les tribunaux. Parmi les actions en cours ou en étude : une demande collective d'information environnementale au sujet d'une pollution des sols au plomb dans 19 communes des Yvelines et du Val d'Oise ; ou encore une mise en demeure collective concernant des escroqueries sur cartes bancaires par internet.

♦ *V pour verdict*, <https://vpourverdict.com>

» Seine-Saint-Denis

Une "ZAD" du service public à la Courneuve

Peut-on encore se rendre dans une "boutique EDF", pour discuter physiquement de sa facture, de son abonnement, pour demander une attestation de domicile ? Une seule poche de résistance est malheureusement recensée à ce jour, le producteur d'électricité s'étant fixé 2018 comme objectif pour la fermeture de toutes ses boutiques, au profit d'une gestion dématérialisée par téléphone ou courriel. Mais c'était sans compter sur la *CGT énergie 93*, qui a décidé de rouvrir la boutique que l'opérateur avait fermée en mars 2018 à La Courneuve (Seine-Saint-Denis). Ils et elles ont repris en novembre 2018 l'accueil presque comme avant, cinq jours par semaine. Et le succès fut immédiat, la voie dématérialisée ne permettant pas à de nombreuses personnes de régler leur problème. Le maire soutient l'initiative, bienvenue sur un territoire où il ne reste qu'un seul des trois bureaux de poste, où la CAF (Caisse d'allocation familiale) n'ouvre plus que deux jours par semaine, etc. La dématérialisation rime souvent avec déshumanisation et désertion, mais pour une fois, elle a été contrée par l'union et la solidarité. En janvier 2019, EDF a déménagé la boutique, emportant les meubles. Qu'à cela ne tienne, au printemps 2019, les agent-es recevaient toujours des usag-ères, avec leurs propres meubles et téléphones. (Source : *L'Age de faire*, n° 141, mai 2019)

» Migrations

"Les lucioles dépassent les frontières"

Le 28 avril 2019, le prix suisse des droits humains "Alpes ouvertes" était remis aux "7 de Briançon" en signe de reconnaissance et de remerciement pour leur engagement courageux dans le sauvetage de réfugié-es en montagne et dans la dénonciation des actes racistes et xénophobes.

Pinar Selek était l'une des personnalités invitées à leur remettre le prix devant une petite centaine de personnes, devant les locaux de la police, puis à l'endroit où a été retrouvé le corps de Tamimou Dherman, qui venait du Togo.

"Dans ces territoires, la criminalisation de la mobilité des opprimé-es se traduit par des corps glacés, des corps morts, des corps qui ne rêvent plus, ou bien par des réseaux criminels qui recrutent des esclaves sans protection, sans droit, au sein de l'Europe occidentale, explique-t-elle. Bien sûr que cette violence ne peut pas être mise en place sans la criminalisation de la solidarité."

Voici quelques extraits de son discours : "La planète tourne. Sur cette planète, il y a une lutte infernale entre deux mondes. Le monde des oppresseurs, des dominants et le monde des lucioles qui ne veulent pas être esclaves. Maintenant, ici, nous sommes un tout petit point d'un de ces deux mondes, celui des lucioles. Celui qui se construit en permanence. Nous sommes un tout petit point de cette construction permanente. (...)

Je prends la parole en tant que militante qui appartient à ce fameux monde des lucioles qui n'acceptent pas ce monde injuste, qui n'acceptent pas l'horreur et qui résistent. Qui défendent et qui



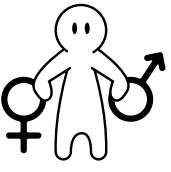
créent la vie, la beauté, la poésie. Qui prennent leurs lumières de leurs rêves et qui éclairent quand il fait nuit.

Je marche avec vous en tant qu'exilée qui a vécu des difficultés, qui est passée de l'autre côté des frontières, mais aussi de l'autre côté de la relation : de solidaire à victime. Grâce à cette expérience, j'ai découvert avec joie que les dominants n'ont pas réussi à pourrir la société et qu'il y a beaucoup de femmes et d'hommes libres et beaux.

Je manifeste en tant que femme. Une catégorie sociale qui n'a pas contribué à tracer les frontières. Et chaque fois qu'on transgresse ces frontières, on taillade le patriarcat.

En tant que militante, en tant que réfugiée, en tant que femme, je vous remercie pour avoir transgressé ces frontières (...). Les lucioles dépassent les frontières. Les frontières des prisons, des nations, des États, de l'Ordre. (...)"

Femmes, hommes, etc. ♀



Que portais-tu ce jour-là ?



On le rappelle régulièrement : non, l'habit ne fait pas le viol. Une exposition l'illustre de manière brute en présentant dix-huit tenues portées par des victimes de viol. Polo, jean, baskets... Des tenues terriblement ordinaires qui démontent le mythe selon lequel porter une tenue aguichante rendrait en partie responsable des agressions sexuelles. Exposition présentée pour la première fois aux États-Unis, elle arrive en Europe et était présentée en 2018 en Belgique. L'installation interpelle par la banalité des habits présentés et a pour but de faire bouger les préjugés. Une enquête réalisée il y a juste 2 ans en France par

l'association *Mémoire Traumatique et Victimologie*, relève qu'encore 27% des personnes interrogées estiment l'auteur d'un viol moins responsable si la victime portait une tenue sexy. Le viol est toujours le choix, la responsabilité, la faute du violeur. L'exposition était présentée au *Centre Point du Jour* à Paris en mars 2019 et devrait continuer à être présentée dans les mois qui viennent.

100 noms de femmes pour les rues de Genève

Sur 548 rues du canton de Genève, seules 41 portent un nom de femme, soit 7% d'entre elles. Pourtant les critères d'attribution des noms sont non-genrés : des personnes ayant marqué l'histoire de Genève et décédées depuis au moins 10 ans. Le collectif féministe *L'Escouade*, né en 2017, a donc lancé une campagne, *100elles*, pour renommer 100 rues au nom de femmes qui ont marqué la ville. Du mois de mars au mois de juillet 2019, tous les quinze jours, dix plaques ont été apposées dans un quartier différent de Genève. Avec une attention à mettre en valeur les personnes minorisées, notamment à cause de leur classe, leur race, leur religion, leur identité de genre ou leur



orientation sexuelle. Parallèlement, un site internet réalisé à l'aide d'historiennes permet de découvrir la biographie de ces femmes. Mais pour l'instant ces nouvelles plaques ne sont pas officielles et viennent seulement s'ajouter pour un temps aux plaques masculines. L'initiative a été reprise par *Ensemble à*

gauche qui a déposé une motion proposant que 100 noms de rues soient officiellement féminisés dans un délai de 3 ans.

♦ *L'Escouade*, P/A Francesca Martens, Rue du 31 décembre 71, 1207 Genève, <https://lescouade.ch>. Le site dédié avec les biographies est <https://100elles.ch>.

"Ci-gît la grande cause du quinquennat"

Le 20 juin 2019, 66 femmes sont tombées à terre devant le Panthéon, à Paris. Ce chiffre n'a pas été choisi au hasard : il correspond au nombre de femmes assassinées depuis le début de l'année 2019 en France. Les organisatrices de cette action dénoncent le fait que "rien n'a changé" depuis qu'Emmanuel Macron a promis de faire des violences faites aux femmes "la grande cause du quinquennat". 305 femmes sont mortes assassinées depuis l'élection présidentielle. Beaucoup de ces femmes avaient déjà porté plainte à plusieurs reprises. Les lois ne sont pas correctement appliquées et "il n'y a tout simplement pas suffisamment de mesures d'éloignement, de places en hébergement d'urgence, de bracelets électroniques, de condamnations réelles de la justice, de magistrats et policiers formés à ces questions, il n'y a tout simplement personne pour les écouter et leur apporter des solutions concrètes", dénoncent *Les effronté-es*, organisatrices de l'action.

♦ *Les effronté-es*, <https://effrontees.wordpress.com>

Féminisation du vocabulaire

Il n'y a pas que l'écriture inclusive à mettre en place. Il y a aussi les racines de certains mots qui font référence au masculin. Ainsi, "sororité" est venu en complément de "fraternité", "les journées du patrimoine" sont apparues en opposition à celles du patrimoine. Proposons en une autre : dans "parent", il y a la racine père, la féminisation pourrait donner quelque chose de plus... "arent".

» Suisse

Grève féministe pour réclamer l'égalité salariale



Des centaines de milliers de Suissesses, vêtues de violet, ont défilé dans les rues le 14 juin 2019 pour défendre leurs droits et réclamer l'égalité salariale. "À bas le patriarcat" à Lausanne, "My body is mine" à Zurich, "Lâche mon voile, tu m'étouffes" à Genève, "ma patronne manifeste et je garde ses enfants" à Berne, le pays s'est embrasé sous une vague violette. La manifestation fait écho à la grande grève des femmes suisses qui avait réuni 500 000 participantes le 14 juin 1991, dix ans, jour pour jour, après l'introduction du principe d'égalité entre genres dans la Constitution. Les femmes dénonçaient alors et dénoncent toujours l'absence de mesures concrètes et l'inégalité salariale, malgré l'entrée en vigueur, en 1996, de la loi sur l'égalité au travail. En Suisse, les femmes touchent en moyenne environ 20% de moins que les hommes.





Le charbon : en sortir vite pour sauver le climat... et notre santé !

40 000 ! Ils et elles étaient 40 000 jeunes et étudiant-es venu-es de 16 pays à manifester à Aix-la Chapelle-contre l'exploitation du charbon en Allemagne le 21 juin dernier ! Cette manifestation, organisée par le mouvement *Fridays for Future*, n'était d'ailleurs que l'un des volets d'un plus large mouvement de contestation du charbon ce week-end-là. En effet, une autre organisation, *Ende Gelände*, organisait le même week-end l'occupation et le blocage d'une mine de lignite à ciel ouvert à Garzweiler, près de Düsseldorf. Ces manifestations spectaculaires sont le signe que la jeunesse se révolte – à raison ! – contre la catastrophe d'un réchauffement climatique qui s'annonce terrible... si rien n'est fait.

Ces mouvements signent une réaction forte contre la plus décriée des énergies fossiles au regard du dérèglement climatique. La jeunesse ne se résigne pas et exige une sortie du charbon, dont on sait au moins depuis 1912 que la combustion contribue au réchauffement de l'atmosphère (1). Mais malgré cette alerte ancienne, la production de charbon n'a cessé de croître depuis cette époque, notamment pour produire de l'électricité. Le charbon représente aujourd'hui toujours plus d'un quart de l'énergie consommée dans le monde.

Le climat et nos poumons, même combat !

Si le charbon joue un rôle catastrophique dans l'emballement du réchauffement planétaire, une nouvelle étude (2) nous montre que son utilisation joue également un rôle très important dans l'apparition de cancers du poumon. En effet, cette étude, publiée le 28 janvier 2019 dans la revue scientifique *Environmental Health*, montre que plus un pays utilise des centrales thermiques au charbon pour produire son électricité, plus le risque de cancer du poumon est important pour sa population ! Les chercheurs ont étudié les données de plus de 13 500 centrales électriques au charbon situées dans 83 pays pendant plus de 15 années. Ils et elles ont ensuite évalué l'évolution pendant cette période de la "capacité de charbon par personne", calculée comme la capacité de production annuelle des centrales au charbon d'un pays divisée par le nombre d'habitant-es de ce pays. Les chercheurs ont alors constaté qu'une augmentation de 1 kilowatt de cette "capacité de charbon par personne" augmentait le risque relatif de cancer du poumon de 59 % chez les hommes et de 85 % chez les femmes !

Cette recherche confirme les données avancées par des ONG européennes (3) selon lesquelles plus de 22 000 décès prématurés seraient dus, chaque année, à des centrales électriques à charbon. Elle montre la pertinence d'une action climatique déterminée à sortir du charbon au plus vite, pour protéger le climat de demain... et notre santé dès aujourd'hui !

(1) Voir l'article "Dès 1912, le rôle du charbon dans le réchauffement climatique était connu" sur www.novethic.fr, 17 août 2018.

(2) "A global perspective on coal-fired power plants and burden of lung cancer", Cheng-Kuan Lin, Ro-Ting Lin, Tom Chen, Corwin Zigler, Yaguang Wei and David C. Christiani, *Environmental Health*.

(3) "Europe's Dark Cloud", WWF European Policy Office, Sandbag, CAN Europe and HEAL in Brussels, Belgium, 2016.

» Allemagne

Blocage de mines de charbon



Du 19 au 24 juin 2019, 6000 activistes dont 500 Français-es, Belges et Suisses ont bloqué les infrastructures de la plus grande source de CO₂ en Europe. Deux groupes sont entrés dans la mine de Garzweiler et ont bloqué totalement l'extraction du charbon. Deux autres groupes ont bloqué des voies d'acheminement stratégiques du charbon et arrêté ainsi l'approvisionnement de deux centrales : Neurath pendant 8h et Niederaussem pendant 40h. Ces actions intervenaient dans un contexte où le gouvernement allemand a décidé, en janvier, de reporter la sortie du charbon à 2038. Organisées par le collectif *Ende Gelände*, elles étaient relayées en France par le collectif *RadiAction*, créé en mars 2019.

♦ Contact pour les internautes : radimedia@riseup.net.



La trottinette électrique, c'est pas écologique



Phénomène récent, la multiplication des trottinettes électriques en libre-service est devenue LE sujet phare au café des grandes villes françaises en moins d'un an. Écolo ? Pour les bobos ? Transport ou jeu ? Elle est avant tout une nouvelle source de gêne pour les piétons et les cyclistes, qui se voient disputer trottoirs et pistes cyclables avec ces nouveaux bolides.

Elles seraient écologiques. Ah bon ? Pourtant, leur batterie contient des terres rares et l'électricité utilisée pour propulser la trottinette est majoritairement issue soit de l'énergie nucléaire, soit de la combustion de ressources fossiles. Ces trottinettes sont majoritairement produites en Asie, et arrivent en cargos et porte-conteneurs. Enfin, l'utilisation de ces trottinettes nécessite l'utilisation d'un smartphone et permet l'enregistrement de données personnelles, qu'il faut aussi stocker.

Non, la trottinette électrique n'est pas écolo, et elle cumule la facture sociale à la facture écologique. Car pour qu'elle soit rechargée, les opérateurs ont créé de nouveaux forçats de l'économie ubérisée, les *juicers*. Ces auto-entrepreneurs doivent ramener à leur domicile les trottinettes déchargées, pour les recharger. Ces emplois très mal rémunérés (entre 5 et 20 euros la trottinette) poussent à l'utilisation de camionnette pour pouvoir transporter les trottinettes jusqu'à chez soi. Ainsi, l'illusion d'une énergie propre repose sur des emplois précaires et polluants.

Interdire l'avion sur les vols courts ?

François Ruffin, épaulé par Delphine Batho et Mathilde Panot, a déposé le 3 juin 2019 une proposition de loi visant à interdire certains vols intérieurs pour lutter contre la pollution. Se rendre à Marseille ou à Lyon depuis Paris ? On peut prendre le train ! Cette proposition s'inscrit dans le projet de loi sur la mobilité, qui jusqu'alors ne mentionnait pas le trafic aérien, alors qu'un Paris-Marseille en avion émet à peu près 50 fois plus de gaz à effet de serre que le même trajet en train. La proposition, qui ne contient que deux articles, viserait les vols intérieurs "substituables par un trajet en train, sans correspondance, lorsque l'avion ne fait pas gagner beaucoup de temps, ce que nous quantifions à la durée du vol plus [+]
] 2 h 30". Cette proposition n'a pas été retenue pour la loi d'orientation sur les mobilités, bien que ce soit une idée qui n'a rien de farfelu. Les Pays-Bas ont voté l'interdiction des vols entre Amsterdam et Bruxelles (il y a 200 km entre les deux villes) pour raison climatique. Plus largement, le "Flygskam", terme suédois qui désigne la honte de prendre l'avion, semble se développer depuis quelques mois, et c'est tant mieux. La revue *Alternatives économiques*, proposait en juin 2019 un dossier autour de cette question : "Faut-il arrêter de prendre l'avion". Les chiffres donnent encore le vertige : en 2017, 4 milliards de places pour des vols aériens ont été vendues – une croissance qui tourne autour de 5 % par an – alors qu'entre 80 et 90 % de la population mondiale n'a jamais pris l'avion.

SALON DU BOURGÈS: L'AVION TOTALEMENT ÉCOLOGIQUE, C'EST PAS POUR AUJOURD'HUI



Annonces

» SE LOGER

■ **Vienne.** 2 yourtes à vendre à Poitiers. L'une de 7 x 8 m (45 m²) à 8 000 €. 10 ans, bien entretenue, plancher isolé, 1 porte, 1 fenêtre. Modifs possibles. L'autre de 6 m (28 m²), neuve, pour fonctionnement associatif, 9 000 €. Bâche acrylique, isolation 10 cm. Toutes deux visitables. Contact tél. : 07 83 75 22 22.

■ H. 35 ans cherche une (petite) maison à vendre dans un endroit calme, entourée d'un terrain de min 500m² pour projets (perma)culturels

et artistiques, à moins d'1h d'une grande ville (Bruxelles, Lyon, Paris...) en train / vélo / bus. Budget total de +/-150 000 €, éventuellement en habitat groupé. Propriétaires ou co-habitants potentiels, n'hésitez pas à me contacter par mail : manuhgroupe@gmail.com

» EMPLOI

■ **Loire. À Chazelles-sur-Lavieu.** Boulanger artisanal bio partage son fournil et/ou son habitation attenante avec tout porteur de projet (H ou F) expérimenté ou non. Travail

entièrement manuel, formation possible. 200m² de grange attenante sont encore aménageables pour autre activité ou habitat. 1 chambre est disponible à la location, le temps d'un essai, d'un projet. Le terrain bio offre aussi d'autres possibilités d'activité vivrière. Mail uniquement : aux6levains@live.fr

» ENTRAIDE

■ **Toscane.** La récolte des olives s'annonce bonne. À partir du 15 octobre et jusque fin novembre, on récolte à la main, avec des échelles ! Il faut donc de la souplesse et ne pas souffrir de

vertige ! Qui a envie de venir passer au minimum une semaine en Toscane pour nous aider 4h/jour logé nourri, en pleine campagne, dans le maquis méditerranéen près de Massa Marittima ? Contact : Marco, tél. : 0039 05 66 91 29 62, lamastrina@gmail.com

» SILENCE

■ **Drôme.** Je donne à qui vient les chercher les numéros de *Silence* année 2000 et suivantes. J'habite à Valence. Mon adresse courriel : gboquet@live.fr.

Gratuites : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Pour passer une annonce dans le numéro d'octobre 2019, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le mardi 27 août. Pour passer une annonce dans le numéro de novembre 2019, au plus tard le mardi 24 septembre, etc. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Agenda

RHÔNE QUINZAINE DE LA NON-VIOLENCE 21 septembre-2 octobre

Cette année, le thème est "Donnons des racines à l'éducation bienveillante". La bienveillance éducative est un concept de plus en plus utilisé, et même à la mode. Mais quels sont ses fondements, ses conditions ? Organisée par le MAN-Lyon, Mouvement pour une alternative non-violente. Samedi 21, Lyon, formation au théâtre-forum. Mercredi 25, Vénissieux, film *Même qu'on est imbattables*, de Elsa Moley et Marion Cuerg ; et atelier "sanctions / punitions" à Lyon. Vendredi 27, Lyon, conférence de Christine Klein "Vers une éducation positive, consciente et non-violente". Samedi 28, Lyon, initiation aux jeux coopératifs. Etc.

Renseignements auprès du MAN, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon, man.lyon@nonviolence.fr, www.nonviolence.fr

Saint-Rambert-d'Albon, d'Anneyron et de Beausseblant. Il vise à imperméabiliser en fine 270 hectares. Le second projet, en phase d'acceptation se nomme INSPIRA, et se situe en Isère, à 7 km d'AXE 7, et vise une imperméabilisation de 300 h. Il est situé en bordure de l'actuel pôle chimique de Roussillon. Il s'agit d'inviter tous les groupes et associations militantes en désaccord avec une telle gabegie à planter des arbres sur le site d'un des deux échangeurs. Cette action pacifiste vise à interpeller les autorités et les médias sur la bêtise de ces projets et le non-sens de l'imperméabilisation des sols à l'heure où la biodiversité se meurt. Une liste d'arbres à planter à la saison voulue va être diffusée.

Pour toute info, envoyez un courriel à operationautruche@protonmail.com

FORMATIONS À L'AGROFORESTERIE

Organisées par l'Association française d'agroforesterie.

- Agriculture régénératrice : un nouveau regard sur l'élevage des herbivores. Les 2 et 3 septembre à Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence), ou le 5 et 6 septembre à Guéret (Creuse). Avec Jaime Elizondo et Gautier Gras.
- Planifier et mettre en œuvre un essai de couverts végétaux. Les 9 et 10 septembre puis le 18 novembre à Sepx (Haute-Garonne). Avec Amandine Brèque et Florian Leguay.

Gaia, Laumadère, 32200 Saint-Caprais, www.gaiaformation.com

agri-bio

DRÔME FÊTE DE LA CONFÉDÉRATION 7 septembre



Confédération paysanne

À Bonlieu-sur-Roubion. Fête de la Confédération Paysanne à partir de 14h, repas paysan et soirée concert. Un temps de débat traitera du rapport entre humain (éleveur-ses) et animal. Animations tout public, marché paysan, stands associatifs, etc. Au Complexe du Crabe.

Informations : tél. : 04 75 25 21 72, drome@confederationpaysanne.fr, www.drome.confederationpaysanne.fr

AVEYRON STAGE CUISINE SAUVAGE 14 septembre

Apprendre à cuisiner les plantes et les fleurs comestibles pour apporter une note sauvage et savoureuse à votre alimentation. Vous partirez à la cueillette avec votre panier avant de participer à l'atelier cuisine.

Chez Séverine et Charles Ploffet, Le Cayla, 12 620 Saint-Laurent-de-Lévézou, www.naturellementsimplés.com

décroissance, transition

FRANCE LA FÊTE DES POSSIBLES 14-29 septembre



La Fête des possibles, organisée par le Collectif pour une Transition Citoyenne, aspire à faire connaître un chemin vers un monde plus juste, plus écolo et plus humain, au travers d'événements partout en France.

Organisez, participez ou découvrez les événements près de chez vous sur internet <https://fete-des-possibles.org> ou Transition citoyenne, 10 avenue des Canuts, 69120 Vaulx-en-Velin, contact@transitioncitoyenne.org

HÉRAULT FÊTE DU POSSIBLE 21-22 septembre

À Saint-Bauzille-de-Montmel. Un week-end festif et intergénérationnel, placé sous le signe de la transition écologique et agro-écologique. Au travers d'ateliers, de jeux, de débats, de concerts ou encore d'un marché de productions locales, petites et grandes sont invitées à comprendre les enjeux, célébrer les initiatives et cultiver le champ des possibles.

www.agir-stbauzille.com, anthony.le.du@gmail.com

éducation

HÉRAULT FESTIVAL POUR L'ÉCOLE DE LA VIE 20-22 septembre

À Montpellier. 5e édition de ce festival qui propose un panel des divers outils, techniques, activités qui existent autour de l'éducation pour le bien-être des enfants. 35 conférences, des animations et spectacles pour les enfants, des ateliers et tables rondes autour de l'éducation, 250 exposant-es sont présent-es pour repenser ensemble l'éducation des enfants et plus largement de la société.

Au Château de Flaugergues, 1744 Avenue Albert Einstein, 34000 Montpellier, tél. : 04 34 00 63 06, info@neobienetre.fr, <https://www.festival-ecole-de-la-vie.fr>

énergies

AVEYRON L'AMASSADA : OCCUPATION CONTRE UN PROJET DE MÉGA TRANSFORMATEUR

L'Amassada, dans le sud Aveyron, zone d'occupation permanente à côté de Saint-Victor-et-Melviu, vous accueille pour toute la vie, pour lutter contre le méga transformateur électrique de 10 ha, les parcs éoliens, l'industrialisation des terres et le monde capitaliste... Réunions au local à Saint-Victor tous les mardis à 18 h 30, et accueil à la ZAD tout le temps, par tout temps. Cabanes et caravanes disponibles pour venir s'y implanter!

L'Amassada, parcelle 1591, La Plaine, 12400 Saint-Victor, tél. : 07 84 61 02 17, <https://douze.noblogs.org>

MEUSE BURE : OCCUPATION CONTRE LA POUCELLE NUCLÉAIRE

Les opposant-s à Cigéo, le projet de l'Andra de construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires en Meuse, occupent depuis deux ans le bois Lejuc sur la commune de Bure et ses alentours, et se retrouvent à la Maison de la résistance pour organiser la lutte. Tout soutien est le bienvenu !

www.bureburebure.info, sauvonslaforet@riseup.net, tél. : 03 29 45 41 77.

environnement

ISÈRE : ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.

Contact : www.zadroybon.noblogs.org, www.chambarans.unblog.fr

RHÔNE-ALPES OPÉRATION AUTRUCHE 21 septembre

Entre Lyon et Valence. Appel international à une action symbolique et non-violente de désobéissance civile contre la construction de deux zones industrielles et de deux échangeurs d'autoroutes par Vinci. Le premier projet, déjà en cours, se nomme AXE 7 et est situé sur les communes de

fêtes, foires, salons

BELGIQUE VALÉRIANE 6-8 septembre



À Namur. Salon des productions bio et des initiatives écologiques. Valériane, c'est 300 exposant-es et 60 conférences autour de l'agriculture, du jardinage bio, de l'alimentation, de l'habitat, des énergies, de l'écobioconstruction, des associations environnementales, etc. Pour cette 35e édition, le thème est "Les Abeilles, notre Avenir!". Créé en 1985 et organisé par Nature & Progrès, ce rendez-vous international de l'alimentation biologique et de l'écologie pratique a lieu chaque premier week-end de septembre à NamurExpo.

Namur Expo, rue Sergent Vriethoff, 5000 Namur, Belgique, <https://salonvaleriane.be>

CÔTES-D'ARMOR 34e FOIRE RÉGIONALE BIOLOGIQUE BioZone 7-8 septembre

215 exposant-es (paysan-nes et transformation bio, artisan-es, création d'éco-produits, informations militantes). Restauration bio. Conférences et animations autour du thème annuel : "Les paysans du futur" avec la présence de Marc Dufumier, Fabrice Nicolino, Gilles Luneau, Frédéric Denhez, Anton Pinshof et de nombreuses personnalités politiques et associatives. Contact : Foire BioZone, Association Produire et Consommer Biologique (APCB), 2 avenue de Chalutier Sans Pitié, BP 332, 22193 Plerin Cedex, tél. : 02 96 74 75 65, foire-biozone.org, contact@foire-biozone.org.

LOIRE FESTIVAL GROSEILLE ET CIBOULETTE 8 septembre



À Saint-Paul-en-Jarez. Festival qui présente des initiatives contribuant à créer un monde plus respectueux des humains et de la nature, dans de nombreux domaines tels que : la santé, l'environnement, le numérique, l'habitat, la citoyenneté. Conférences, tables rondes, ateliers pour les adultes et pour les enfants, stands associatifs, le tout dans une ambiance festive et un cadre de verdure.

De 10h à 18h à la Maison du Temps Libre, 135 boulevard Noël Landy, 42740 Saint-Paul-en-Jarez.

DOUBS MARCHÉ BIO FESTIF 13 septembre

Au Bélieu. Organisé par l'Association Fleur de Terre du Bélieu. Une quinzaine d'exposant-es en production, transformation ou distribution, tout bio (pain, fromages, viande, tisanes, cosmétiques, confitures, etc.). Animations : conteries par Noël Jeannot pour petits-es et grand-es, atelier zéro déchet, atelier peinture végétale. Stand de France Nature Environnement. Orgue de barbarie, buvette, crêpes. À 17h, conférence d'Hélène Lermy Duthilleul sur "Zéro Phyto". À 18h apéro concert avec Rain Club. Dès 9h.

HAUTES-ALPES FOIRE BIO GÉNÉPI 14-15 septembre



À Embrun. Cette 21e édition continue de mettre en valeur des actions locales mais aussi de sensibiliser le public à des problématiques planétaires. Le thème des déplacements "Immobilisme ou écomobilité ?" sera mis en avant. Alors qu'en novembre 2018 commençait un mouvement de protestation contre la taxe carbone, alors que le prix des carburants impacte de plus en plus nos budgets, quelle mobilité pouvons-nous initier pour décarboner nos déplacements et atténuer le réchauffement climatique ? 200 exposant-es du marché paysan, de l'artisanat, des stands de restaurations et des associations. En plus des exposant-es, des tables rondes, des conférences-ateliers sur la mobilité et des concerts, spectacles, animations pour enfants.

Association Gènepi, communauté de communes de Serre-Ponçon, 6 impasse de l'observatoire, 05200 Embrun, genepi@genepi-foire-bio.org, tél. : 04 65 03 05 60.

films, spectacle, culture

MORBIHAN EXPOSITION ARGILES DE BRETAGNE 7 septembre-2 novembre

Découvrez les démarches de deux céramistes à travers l'exposition sur les terres locales. Maxence Andrzejewski et Sandrine Lanoë perpétuent la tradition potière en allant chercher des terres locales, tantôt chez des particuliers tantôt dans des carrières, qu'ils travaillent eux même avant de les transformer en objets du quotidien. La rusticité de leurs pièces et leurs démarches céramiques dénotent à notre époque où la plupart des potières travaillent une terre vendue comme "prête à l'emploi". Animations poterie en famille ou pour les enfants.

Le Patiau, 2 rue du Calvaire 56350 Saint-Jean-Poterie, tél. : 02 99 71 24 85, www.lepatiau.com, lepatiau@outlook.fr

MEUSE

RASSEMBLEMENT ANTINUCLÉAIRE ET FÉMINISTE

21-22 septembre

Le Collectif des Bombes Atomiques appelle à converger pour un weekend en mixité choisie sans hommes cis-genre pour affirmer de tous nos corps, avec celles et ceux qui luttent à Bure et ailleurs, notre opposition au nucléaire et son monde. Une mixité choisie revendiquée avec détermination, face aux privilèges masculins qui perdurent : depuis trop longtemps, des hommes décident, organisent, prennent la parole sans nous et à notre place – dans les milieux militants comme ailleurs. Un weekend pour inventer des moments et des luttes créatives, amusantes, émancipatrices, tout en étant attentives aux multiples rapports de domination qui nous traversent, cherchant à les dépasser et les combattre dans nos pratiques et nos lieux de vies.

Une mixité choisie en écho aux 40 000 femmes du camp de Greenham Common en Angleterre qui ont entouré en 1981 une base de missiles nucléaires, à celles du Green Belt movement qui ont planté 51 millions d'arbres au Kenya depuis 1977, mais aussi aux dizaines de milliers de militantes féministes argentines qui ont envahi les rues en 2018 pour que leur droit à l'avortement soit reconnu, ou encore à celles qui luttent pour la justice après que leur frère, leur fils ou leur neveu ont été assassinés par la police dans les quartiers populaires en France. Il est possible d'arriver le vendredi soir. Un espace enfants sera organisé. Samedi : Accueil et ateliers / Marche sonore / Repas, concert et fête. Dimanche : Debrief et suites de la construction de notre avenir radieux.

<https://bombesatomiques.noblogs.org>



Soirée en musique avec Néotopia et Advienquepeu. 18-20h : restauration bio. Buvette, nombreux stands. À l'Espace François Mitterrand.

Attac Savoie, Maison des associations, 67 rue François de Sales, 73000 Chambéry, <https://local.attac.org/savoie>

santé

FRANCE : NOUS VOULONS DES COQUELICOTS

6 septembre

Depuis l'appel pour l'interdiction de tous les pesticides de synthèse en octobre 2018, des rassemblements, toujours plus nombreux chaque mois, s'organisent les premiers vendredis de chaque mois devant les mairies, afin de se rencontrer et de s'organiser pour un monde sans pesticides. Il y a sûrement un rassemblement près de chez vous !

<https://nousvoulonsdescoquelicots.org>

silence

LYON : EXPÉDITION DE SILENCE

Jeudi 12 et vendredi 13 septembre

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi matin à partir de 9h30.

vélo

PARIS : VÉLORUTION

7 septembre

Départ place de la Bastille à 14h www.velorution.org/paris

PARIS

FESTIVAL IMAGES MOUVEMENTÉES

19 septembre-3 octobre

Le festival de cinéma d'Attac pose cette année la question : "Médias, armes de manipulation massive ?" Tenus en laisse par des puissances économiques, les médias de masse constituent toujours des outils de propagande, au lieu d'un contre-pouvoir. De leur côté, internet et les réseaux sociaux révolutionnent la circulation de l'information, pour le meilleur et pour le pire...

Rendez-vous au cinéma Les Cinq Caumartin, 101 rue St Lazare, Paris 9^e, du 19 septembre au 3 octobre 2019, les mardis et jeudis à 20h. La programmation des films et débats, ainsi que toutes les informations sur le site : <http://imagesmouvementees.fr>

de vigilance pour passer à la gratuité ?". "Gratuité des transports et soutenabilité budgétaire". Débat sur "La gratuité à l'épreuve de la transition énergétique".

À l'Equinoxe, avenue Charles-de-Gaulle.

Inscriptions auprès de Châteauvroux Events, tél. 02 54 34 24 04.

SAVOIE 20 ANS D'ATTAC 28 septembre

À Montméliant. Attac en Rhône-Alpes a 20 ans ! 10-16h, ateliers : Attac, ses objectifs et ses stratégies, les Grands projets inutiles et imposés (GPII) au niveau régional. 16h, conférence d'Auréli Trouvé, porte-parole d'Attac France.



paix

PARIS

VIGIE POUR LA PAIX

6 septembre

Rassemblement pour interpellier sur les dangers du nucléaire militaire, organisé devant le ministère des Armées. De 8h à 9h, rendez-vous sortie 2 du métro ligne 8 station Balard, angle boulevard Victor. De 12h à 13h, rendez-vous à la station Balard du tram. De 16h à 17h, sortie 2 du métro Balard. Les personnes qui peuvent venir sont invitées à informer en amont : marie-claude.thibaud@wanadoo.fr, ou appeler le 06 71 60 05 46.

Plus d'informations auprès de Abolition des armes nucléaires, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris.

MAYENNE

FORMATION À LA DÉSŒBÉISSANCE CIVILE

22 septembre

À Laval. De 9h30 à 18h30. Organisée par le Collectif des Désobéissants.

Pour s'inscrire ou en savoir plus, envoyer un mail à camillep53@protonmail.com, www.desobeir.net.

société, politique

INDRE

RENCONTRES INTERNATIONALES DU TRANSPORT GRATUIT

10-11 septembre

À Châteauvroux. Deuxièmes Rencontres internationales des villes du transport gratuit. Le 11 septembre, tables rondes : "Gratuité des transports, un enjeu de politique sociétale", "Ils ont provoqué le débat... Retours d'expériences", "Quelles étapes, quelles conditions et quels points



revue

Notre ligne éditoriale

Durant l'année écoulée, l'équipe de *Silence* a travaillé à reformuler le projet politique et la ligne éditoriale de la revue. C'est l'occasion d'exposer ici les valeurs et le projet de société qui animent le média que vous tenez entre les mains.

SILENCE PORTE UN PROJET DE TRANSFORMATION de la société dans le sens de la décroissance et de l'écologie sociale. La revue explore les alternatives concrètes et cherche à aborder tout sujet non seulement sous l'angle écologique et décroissant, mais aussi au regard du féminisme, du post-colonialisme, de la non-violence, etc.

LES ALTERNATIVES AU CŒUR

Les alternatives sont le cœur battant de *Silence*. Chaque numéro en propose une moisson : alternatives à la ville ou aux champs, de toutes tailles et tous types d'activités : transports doux, écoles pas comme les autres, agricultures paysannes, habitats partagés, énergies villageoises, épiceries auto-gérées, ZAD, lieux de solidarité avec les personnes migrantes, ressourceries, ateliers associatifs... et quantité d'autres. Nous misons d'abord sur le changement par le bas, par le faire, par la reconquête de zones d'autonomie, de partage et de convivialité.

Silence a également à cœur de cultiver les débats d'idées, les réflexions théoriques, les élaborations d'utopies qui contribuent aux débats de l'écologie politique.

RÉSISTER À LA RÉSIGNATION

Les alternatives offrent des exemples inspirants et réveillent la conviction que d'autres vies sont encore possibles. Dans les mauvaises nouvelles du monde, nous nous efforçons toujours de trouver les ferments de la mobilisation.

Silence relaie aussi largement les luttes, les résistances, les désobéissances, tous les mouvements qui permettent de sortir de l'acceptation passive et de s'émanciper. Grands projets inutiles et imposés, réformes consistant à tout privatiser, lois au service des pouvoirs économiques ou criminalisant la solidarité : chaque refus ravive la détermination collective à ne pas laisser le champ libre aux puissantes.

Pour agir, *Silence* fait le choix de la non-violence comme stratégie et comme éthique d'action, pour agir sans (se) détruire. La non-violence comme résistances aux logiques guerrières, comme force de

non-coopération face aux injustices établies, comme recherche de cohérence entre les fins et les moyens, comme apprentissage de la coopération plutôt que de la compétition.

LA DÉCROISSANCE COMME RUPTURE

La décroissance affirme la radicalité des changements à opérer. Elle s'enracine dans le constat que nous vivons sur une planète aux ressources limitées, sur laquelle une croissance illimitée est illusoire. Le verdissement du capitalisme (développement durable, économie circulaire et autres "consommation responsable") ne résoudra pas les problèmes actuels liés au réchauffement climatique, à l'aggravation des inégalités sociales, à l'emballement du capitalisme. Il s'agit de rompre avec la course délétère à la croissance : produire moins et consommer moins pour que tout le monde sur la planète puisse mieux vivre. Il s'agit de réfléchir aux moyens de sortir d'un modèle qui accule à des emplois nuisibles, qui conduit à l'aberration de l'obsolescence programmée, à l'innovation perpétuelle, à l'incessante pression publicitaire et à un "tout numérique" fausement virtuel. Nous promouvons au contraire la sobriété énergétique et technologique, des formes d'économies locales décentralisées, le "small is beautiful", les biens communs qui échappent aux logiques marchandes, les bonheurs de la simplicité choisie.

LA JUSTICE SOCIALE INDISSOCIABLE DE L'ÉCOLOGIE

L'écologie sociale insiste sur le caractère inséparable des causes sociales et écologiques. À l'échelle de la planète, le désastre écologique est causé avant tout par les plus riches et accable d'abord et surtout les plus pauvres. Les injustices économiques se doublent désormais des injustices climatiques. Au sein de nos sociétés capitalistes, les populations sont victimes de logiques identiques qui détruisent à la fois les forêts et les services publics, produisent à la fois des objets à jeter et des salarié-es à licencier.

La proposition de la "simplicité volontaire" n'est donc en rien une précarité ou une relégation sociale subie, mais le choix d'un mode de vie sobre en

conscience et sans contrainte. Consommer moins, mais aussi répartir mieux.

DÉCLOISONNER LES LUTTES

Les aliénations combattues par *Si!ence* ne sont pas seulement d'ordre économique. Car ce sont les mêmes rapports de domination qui sont à l'œuvre dans tous les domaines : dominations des riches sur les pauvres et du Nord sur les Suds mais aussi des hommes sur les femmes, des êtres humains sur les animaux et la nature, des adultes sur les enfants, des majorités sur les minorités, qu'elles soient ethniques, religieuses, sexuelles ou autres. Il n'y aura pas de reconstruction écologique sans justice sociale, mais pas non plus sans reconsidération de nos rapports sociaux dans tous les sens du terme. *Si!ence* s'attache donc à décroisonner, relier les enjeux fragmentés des différentes luttes, dé-hiérarchiser, faire circuler les énergies d'une cause à l'autre.

UN MÉDIA INDÉPENDANT, PARTICIPATIF ET OUVERT AUX DÉBATS CONTRADICTOIRES

Nous ouvrons nos pages à des opinions diverses, parfois contradictoires. Sur fond d'une vision partagée du monde, des options divergentes peuvent être défendues et nous n'avons pas vocation à trancher sur tout. Par ailleurs, média militant et engagé, *Si!ence* n'a aucune prétention à être "neutre" ou "objectif". C'est un média libre, sans pub, mais aussi participatif et collectif, dont la plupart des textes sont écrits par des bénévoles.

LE CHOIX DE L'ÉCRITURE INCLUSIVE

Si!ence a fait le choix de l'écriture inclusive. Nous croyons que l'idée que "le masculin est universel" est l'une des formes de la domination patriarcale dans la langue française. Nous pensons que cela n'est pas anodin et nous voulons expérimenter dans nos pages des manières plus égalitaires de dire les choses, qui ne soient pas le véhicule inconscient de manières de pensée sexistes. C'est pourquoi nous n'hésitons pas à féminiser certains noms et à utiliser quand il le faut le point médian.

UN PLAISIR À CRÉER ENSEMBLE D'AUTRES HORIZONS

Enfin, et c'est le plus important peut-être : l'aventure de *Si!ence* dure depuis plus de 35 ans parce que nous prenons un plaisir toujours renouvelé à créer ensemble cette revue et à la partager ! *Si!ence*, c'est aussi ces étoiles dans les yeux à l'idée de partager des découvertes inspirantes, ce désir d'un avenir tissé de liens plutôt que de biens marchands, cette émotion de recevoir la revue et de découvrir des horizons inédits. Vous l'avez compris, il y a un peu de magie dans le chaudron !



Anne-Sophie Clémenceon



Anne-Sophie Clémenceon



Anne-Sophie Clémenceon



Anne-Sophie Clémenceon



Cécile Rensin

▲ Le repas collectif réunit au déjeuner les travailleu-ses de la ferme du jour.

Expérience d'équité agricole, économique et sociale à la *Ferme de Sainte Luce*

La *Ferme de Sainte Luce* peut être présentée comme la "success story" des alternatives agricoles qui fleurissent dans les médias aujourd'hui. Au-delà, le récit de ses habitant-es et leurs modes de vie mettent en lumière des réflexions et pratiques qui promeuvent l'équité.

L'HISTOIRE COMMENCE CURIEUSEMENT en Russie à la fin des années 1990. Anne, Sergueï, Florence et Vincent y passent cinq ans à travailler dans l'agroalimentaire et apprennent à se connaître. L'envie de devenir paysan en montagne grandit chez les deux couples trentenaires, qui cherchent alors une ferme à reprendre pour s'associer. Personne ne voulait s'installer seul-e, principalement à cause de la contrainte du lait, "les quatorze traites par semaine effrayaient tout le monde". Leur prospection les mène à la ferme familiale de Sainte Luce (dans le Sud de l'Isère, à 1 200 m d'altitude) : les exploitants n'étaient pas encore à la retraite mais souhaitaient léguer une exploitation dynamique.

D'UNE FERME FAMILIALE À UNE ACTIVITÉ COLLECTIVE

Le groupe s'établit définitivement à Sainte Luce en 2001. Les 70 hectares, les trente vaches laitières et les 120 000 litres de lait de quota permettaient à Vincent, Anne, Florence et Sergueï de se projeter : la transformation de fromage et la possibilité de fabrication de pain dans le four du village leur permettraient de tirer

quatre revenus. Les deux femmes s'installent comme paysannes en GAEC et Florence se forme à la transformation de fromage à l'extérieur. Vincent prend le statut d'artisan boulanger pour commencer tout de suite à produire du pain : "c'est une bonne façon de rémunérer nos heures de travail, et puis cela va bien avec le fromage!". Il crée une entreprise individuelle de boulangerie, bio au levain et four à bois, qui devient une SARL commune aux deux familles et qui existe toujours, à côté du GAEC (1). Les associé-es rachètent les bâtiments, le cheptel et le matériel agricole grâce aux aides et à des prêts. L'appui pratique et technique des anciens fermiers est essentiel pour l'installation de ces nouvelles venu-es. Le système de la ferme change, l'ensilage est arrêté et la ferme passe en bio. En septembre 2001, c'est le début des grands travaux avec l'auto-construction de la fromagerie et de la boulangerie à la place du vieux silo avec des chantiers participatifs. Les couples travaillent beaucoup, se rémunèrent peu les premières années, "se donnent à fond dans ce projet de vie". Les premiers fromages sortent des mains de Florence le 30 novembre 2002. L'activité augmente progressivement jusqu'en janvier 2004 où tout le lait de la ferme est transformé, la collecte de la laiterie s'arrête.

(1) La SARL (Société à responsabilité limitée) ne produit pas le pain avec une farine produite directement sur la ferme : cette activité de boulangerie ne peut donc légalement pas faire partie du GAEC (Groupement agricole d'exploitation en commun).



▲ Natacha et une stagiaire en plein travail dans la fromagerie.

Cette histoire se répète quinze ans plus tard lorsque deux jeunes couples, Jean et Christeline avec Manu et Natacha, dont seule cette dernière est issue du monde agricole, lancent les démarches pour s'associer au GAEC. La *Ferme de Sainte Luce* a alors sacrément changé. Dix-huit personnes y travaillent aujourd'hui dans un esprit collectif et avec des principes d'équité inhabituels dans ce secteur.

POLYVALENCE...

Rendre l'agriculture biologique et paysanne vivable et équitable, économiquement mais aussi socialement est un principe directeur à *Sainte Luce*. Les première-s salarié-e-s sont embauché-es rapidement : *"cela s'est fait de façon très progressive, en embauchant environ un plein temps par an pour les besoins de la ferme"*. L'arrivée des salarié-es conduit en retour à développer l'activité, qui croît sans s'arrêter depuis : les volumes de production augmentent, notamment pour le pain.

La collectivisation des activités s'est instaurée au fur et à mesure. Elle a commencé par la garde partagée des enfants des deux familles : trois personnes travaillent à la ferme pendant qu'une, à tour de rôle assure les tâches de la crèche familiale. Le même principe est reproduit aujourd'hui, quelques jours par semaine, entre Jean, Christeline, Manu et Natacha.

Rapidement les associé-es se sont entendu-es pour être polyvalent-es sur les différents ateliers : traite, pain, fromage etc. : *"On distingue la tâche et la responsabilité: il y a des responsables d'atelier, avec une position hiérarchique mais on travaille aussi sur l'atelier des autres comme tâcheron. Cela dilue l'autorité. Avec cette polyvalence on s'ennuie moins, on se comprend mieux, on s'enrichit de la présence des autres et on améliore ainsi l'atelier en termes d'ambiance, de technique, etc. Quand on est devenu très nombreux, on n'a plus réussi à avoir cette polyvalence : on ne peut*

pas être 18 à faire les tournées de livraisons, sinon les informations se perdent. Le fonctionnement est donc basé sur une polyvalence partielle: tous les ateliers sont partagés par au moins quatre personnes et toutes les personnes font plusieurs tâches". Christeline est par exemple responsable des AMAP de Grenoble et travaille dans trois autres ateliers : le pain, la fromagerie et la gestion des terres pour planifier des cultures.

Mais l'arrivée ou le départ de quelqu'un-e peut périodiquement fragiliser le système et conduire à répartir à nouveau ce travail et les compétences associées. Pour réussir cette polyvalence *"nos savoirs faire sont très écrits"* : en se baladant dans la ferme on remarque des panneaux, modes d'emploi ou autres recettes sur la fabrication du Beaumont (2), le lavage de la machine à traire ou le temps de pousse du pain.

... ET ÉQUITÉ DU TRAVAIL

Le travail agricole n'est pas le seul à être mis en commun : les tâches plus administratives ou domestiques sont centrales dans le fonctionnement du collectif. Ainsi, tous les midis de la semaine les travailleu-ses du jour se rassemblent dans une maison pour le "repas co", préparé par une personne payée en monnaie très très locale : un jeton qui permet d'aller manger ensuite chez les autres. La préparation du repas est décomptée comme un temps de travail équivalent à celui d'un autre atelier. Certain-es le font plus régulièrement que d'autres mais tout le monde doit s'y coller.

Avec tout ce monde, établir le planning chaque semaine est un véritable tour de force (3). Chaque heure travaillée est comptée, ce qui est plutôt rare dans le milieu agricole. Compter précisément les heures oblige ainsi à les rémunérer à leur juste valeur.

(2) Le fromage à pâte molle de la région.

(3) Il faut jongler entre les différents ateliers et responsabilités, les réunions, les congés, les absences éventuelles, les nombres d'heure à faire ou à rattraper.



▲ Cécile et Norbert préparent la première fournée de pain.

COMMENT UNE FERME DE MONTAGNE PEUT RÉMUNÉRER 14 PLEINS TEMPS ?

Vincent a "l'âme d'un vendeur". Il a donc tout de suite vu les débouchés possibles, surtout en ville : "Quand tu fais des produits qui sont gustativement bons et en bio, il y a un marché très porteur, depuis que nous nous sommes installés et encore aujourd'hui".

Une matinée à Sainte Luce

En ce matin de septembre, à 5h45, Norbert et Cécile attaquent le pétrissage du pain. À 6h, Raphaël, Natacha et Myriam commencent la transformation du lait trait la veille. Joseph lui prépare une livraison. Lucie est à la cave, elle s'occupe des fromages. Christeline est au bureau, elle prépare ses livraisons à Grenoble. Elle a emmené les enfants à la crèche au village voisin et Manu ira les rechercher en fin d'après-midi. Jean est en formation la journée à la chambre d'agriculture. Manu est en congé car il va avec Natacha faire une échographie à Grenoble l'après-midi. Vincent a travaillé le matin au bureau et part l'après-midi en réunion. Florence a préparé le repas du midi. Bruno traite les vaches le matin, ce sera Raphaël le soir... La ferme se transforme en véritable petite ruche.

Vers 10h, au café, nous nous retrouvons sur la terrasse de la boulangerie où Manu prend en photos des produits pour alimenter le site internet. La discussion tourne autour de l'installation d'un nouveau plancher à l'extérieur de la boulangerie : en quel matériau le faire : en métal pour résister à la neige qui tombe abondamment ou en bois pour l'esthétique ?

Les produits de Sainte Luce (4) sont vendus principalement en circuit direct : sur les marchés, en AMAP et en magasins bio ou de producteurs. À côté de la boulangerie, un petit magasin, surtout ouvert en fin de journée, permet aux visiteur-ses et touristes de passage d'acheter les produits de la ferme. Vincent s'est aussi engagé dans le développement de l'agriculture biologique à l'échelle du département. L'association dont il est administrateur *Manger Bio Isère* travaille à favoriser l'approvisionnement des collectivités en produits bios et locaux, avec l'ouverture par exemple d'une légumerie bio à Grenoble. La *Ferme de Sainte Luce* fournit plusieurs restaurants scolaires notamment en fromage blanc.

TRAVAIL COLLECTIF ET VIES DE FAMILLE AUTONOMES

Les salarié-es restent en général deux ans à la ferme. L'exploitation est attractive et une possibilité de formation privilégiée pour qui veut s'initier à l'agriculture collective en montagne. Un "loft" a été aménagé au-dessus de la boulangerie pour accueillir les nouveaux salarié-es, stagiaires ou visites de passage. Au moins une dizaine d'exploitations ont vu le jour après un passage à Sainte Luce.

Désormais plus de salarié-es que d'associé-es travaillent à la ferme : les deux statuts ont des valeurs différentes, en termes de rémunération et de responsabilités. Les associé-es portent financièrement les choix et sont chargés de la gestion du personnel et l'embauche. Ceci se ressent dans l'organisation et les relations, même si les associé-es font "toutes les tâches que font les salariés, du ménage à la commercialisation. C'est essentiel" nous dit Anne. Plusieurs types de réunions existent : celles réservées aux associé-es, celles pour les personnes associées actuelles et futures et celles avec toutes les travailleu-ses. Les aspects

Contact :

Ferme de Saint Luce,
38970 Sainte-Luce,
Tél. : 04 76 30 16 04,
contact@fermedesaintluce.com

(4) Le pain, les brioches, le fromage et autres produits laitiers, la viande de bœuf et la charcuterie.

pratiques sont discutés dans la dernière, les décisions stratégiques plutôt dans les premières, avec vote à main levée.

La majorité habite dans le village : cette proximité facilite forcément les activités communes. "On se prête les voitures, on organise des covoiturages pour descendre à Corps ou à la Mure, le gros bourg". Quelques familles de la ferme et celle du potier du village partagent un poulailler et un potager. Une chorale et un cours de yoga ont été créés. Des fêtes ou événements organisés par les "gens de la ferme" animent le village. Mais même si les maisons sont ouvertes, on vient prendre les plats à gratin les uns chez les autres, chaque vie familiale est séparée. C'est sûrement grâce à cela que le collectif de travail paraît si équilibré (5). Le dynamisme de la ferme fait d'autant plus ressortir l'inertie du village. D'autres personnes habitent à l'année à Sainte Luce mais de nombreuses maisons sont vides car dédiées à des résidences secondaires ou en indivisions ce qui complique les installations à long terme.

JUSQU'OU ?

Se pose désormais la question de jusqu'ou s'agrandir à la fois en termes d'activités et de collectif, même si pour les associé-es "c'est une fierté de créer des emplois dans ce village" (6). Des fromages de Sainte Luce sont désormais livrés, quelques fois par an, à Lyon ou à Marseille. Ces kilomètres explosent le principe de circuit court. Après avoir été salarié-es plusieurs années Natacha, Manu et Jean souhaitent s'associer au GAEC (7), tous les trois en apportant de nouveaux projets : des activités pédagogiques, une biscuiterie et une brasserie. L'extension agricole est limitée par la configuration agricole du territoire. Le GAEC n'est pas propriétaire des terres qu'il loue et en trouve difficilement de nouvelles. Dans la région il n'y a pas eu de remembrement, les parcelles sont fragmentées. Avec ces nouveaux projets, la ferme évoluerait vers des activités artisanales plus qu'agricoles. Ceci pose de nombreuses questions : comment garder et transmettre les compétences de gestion de la ferme ? comment transmettre les valeurs du collectif par la suite ? Affaire à suivre !

Gaëlle Ronsin ■

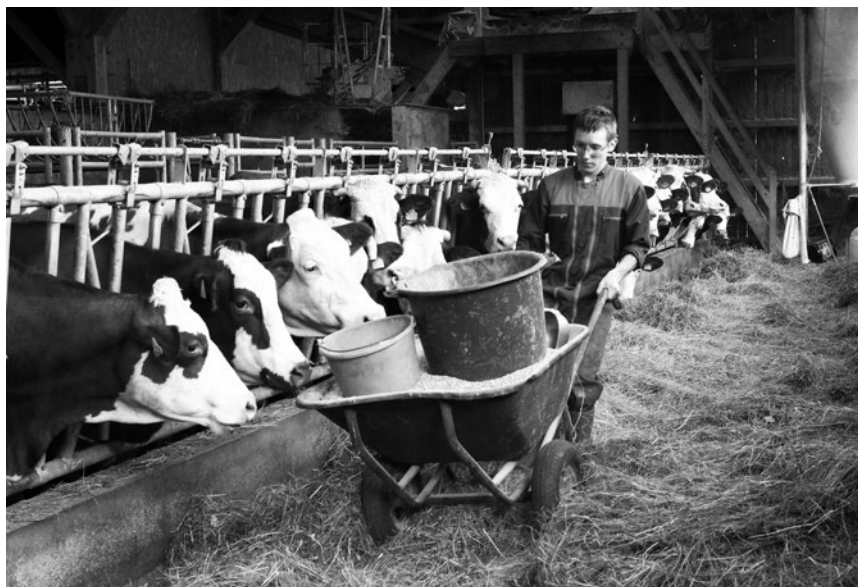
(5) On retrouve régulièrement cette problématique dans les Scops voir *Silence* n° 444.

(6) Faire vivre un si grand collectif de travail n'est pas simple : les associé-es sont accompagnés sur le plan humain par la chambre d'agriculture une fois par an pour mettre à plat les tensions et le fonctionnement.

(7) Christeline a de son côté décidé de ne pas s'associer pour le moment, ne se reconnaissant plus dans l'orientation prise par la ferme et souhaitant se consacrer à sa vie de famille.



▲ Christeline sert des clientes dans le magasin de la ferme.



▲ Le troupeau d'une quarantaine de vaches laitières dans la nouvelle étable après la traite et avant de ressortir aux champs !



▲ L'atelier "traite" des vaches, matin et soir, est réparti entre cinq personnes.



▲ Le 15 septembre 2018, 2500 personnes étaient réunies à Kolbsheim (Bas-Rhin) pour protester contre le projet GCO.

Le Grand Contournement Ouest : la terre, le béton et les profits

Dans la situation actuelle, le changement climatique devient de plus en plus visible et de plus en plus rapide. Or on continue à bétonner à tout va, pour le plus grand bénéfice de Vinci, Arcos, Sanef...

DANS TOUTE LA FRANCE, LE BÉTON coule à flots continus : projet de contournement autoroutier d'Arles, contournement de Beynac en Dordogne (heureusement l'arrêté du préfet de la Dordogne autorisant la création d'une nouvelle route et de deux nouveaux ouvrages pour franchir la Dordogne dans une zone classée par l'UNESCO a été annulé par le tribunal administratif de Bordeaux), projet pharaonique d'Europacity (énorme parc de loisirs et zone commerciale près de Paris), et en Alsace, le Grand Contournement Ouest de Strasbourg (GCO).

DES CONSÉQUENCES ENVIRONNEMENTALES DÉSASTREUSES

En Alsace, ce sont 350 hectares de terres fertiles du Kochersberg ainsi que des forêts qui sont ainsi sacrifiées, et les territoires de plusieurs communes coupés en deux. Cette partie de la région sera gravement défigurée. Pourtant, il est urgent de rapprocher les productions agricoles des villes (pour des questions de pollution, d'emplois locaux et de sécurité alimentaire).

La nature payera un prix particulièrement élevé pour ce projet délirant : perte de 27 hectares de forêt, 45 hectares de zones humides, atteinte à des centaines

d'espèces végétales et animales, dont le grand hamster, le crapaud vert, de nombreux oiseaux et insectes.

UN PROJET INUTILE

Le GCO aurait-il au moins une utilité pour réduire les problèmes réels de circulation autour de Strasbourg? Non : les Alsaciens qui se rendent à leur travail ne vont sans doute pas emprunter quotidiennement une autoroute à péage. Mais le GCO va attirer des camions qui traversent l'Europe du nord au sud, puisque le péage sera moins cher que les taxes allemandes. N'oublions pas que l'Alsace est une plaine, et qu'éloigner de quelques kilomètres la circulation ne résoudra en rien les problèmes de pollution (Strasbourg est la cinquième ville la plus polluée de France), avec la fréquence des vents sud-ouest. Le contrat d'exploitation avec Vinci est de 54 ans, et si les bénéfices ne sont pas ceux qui sont attendus par la multinationale, ce sont des fonds publics qui compenseront !

UNE MOBILISATION MULTIFORME

Alsace Nature a déposé de nombreux recours sur certaines parties du chantier. Mais la voie juridique



▲ Été comme hiver, les opposant·es restent mobilisé·es.

sera bientôt épuisée. Il faut dire que les opérateurs du GCO ont à plusieurs reprises commencé les travaux sans attendre les décisions de justice. En septembre 2018, le service archéologie de la préfecture a prescrit une fouille sur le chantier. Mais Arcos, filiale de Vinci, qui a déjà été visée par un rappel à l'ordre pour six entraves aux travaux d'archéologie, a recouvert la zone d'un remblai.

La lutte du collectif anti-GCO est non-violente : chantiers retardés par occupation des lieux, dénonciation du *Crédit Agricole* qui finance pour une part importante ce chantier, pétitions, grève de la faim pendant quatre semaines, manifestations rassemblant des centaines de citoyen·nes, installation de zadistes, théâtre d'intervention... On a assisté aussi à un festival de retournement de vestes : Nicolas Hulot, qui a signé comme ministre la Déclaration d'Utilité Publique, donne raison aux opposant·es depuis sa démission ; Roland Ries, maire de Strasbourg, qui était opposé au projet, y est maintenant favorable.

MAIS QUE FAIT LA "JUSTICE" ?

Le pouvoir méprise les mobilisations, et même les élu·es locaux : les maires n'ont plus autorité sur leur commune, le préfet étant donneur d'ordres. Martine Wonner, députée *LREM* opposée au projet comme beaucoup d'élu·es, n'a pas eu l'honneur de rencontrer Emmanuel Macron, qui est pourtant venu en Alsace à plusieurs reprises, pour évoquer ce sujet. La répression est brutale : gaz lacrymogènes, brutalités à l'encontre de certaines personnes y compris des villageois·es âgé·es, convocations en gendarmerie et gardes à vue, poursuites judiciaires contre des militant·es, en particulier les jeunes zadistes, le plus souvent pour "outrage" et "rébellion" ! À titre d'exemple, le 5 mars 2019, des militant·es ont promené le portrait de Macron sur le chantier, afin qu'il voie

les dégâts de ce bétonnage forcé ; trois d'entre eux sont poursuivis pour "vol en réunion". Le 9 avril, rebelote, cette fois avec la participation de plusieurs maires de villages concernés : ce sont les portraits des quatre derniers présidents qui prennent l'air. Mais que fait la "justice" ?

Le vendredi 19 avril 2019, une manifestation a eu lieu sur le chantier, dans le cadre de l'opération "Bloquons la république des pollueurs". Les zadistes de la ZAD du Moulin ont installé une cabane sur le tracé du chantier, un "lieu de vie alternatif", pour cultiver, et respecter la terre. Voici ce qu'elles et ils en disent : "*Quand le système fait fausse route, quand la justice devient injuste, quand l'argent et le pouvoir occultent tout esprit critique à ceux qui nous gouvernent, la désobéissance civile devient un devoir afin de se battre pour la Justice*". Les forces de l'ordre sont intervenues brutalement ; treize jeunes zadistes ont passé le week-end pascal en garde à vue dans six gendarmeries, ce qui complique les manifestations de soutien.

Il y aura encore des audiences sur le fond, mais pendant ce temps les travaux se poursuivent. Des élu·es apportent leur soutien aux actions contre le GCO : Dany Karcher, maire de Kolbsheim, Luc Huber, maire de Pfettisheim, des député·es européen·es comme Karima Delli ou José Bové, les député·es Martine Wonner et François Ruffin...

La seule solution est d'amplifier la lutte, et de la populariser ; les jeunes Européen·es se mobilisent pour le climat, il y a des manifestations régulières. En Alsace, la lutte contre le GCO constitue un bel exercice pratique pour bloquer bétonneurs et pollueurs !

Jean-Louis Hamm,
militant du mouvement anti-GCO ■

Contacts

- GCO Non merci,
gcononmerci@googlegroups.com,
<https://gcononmerci.org>
- Alsace nature,
8 rue Adèle Riton,
67000 Strasbourg,
tél. : 03 88 37 07 58,
siegeregion@alsacenature.org,
<https://alsacenature.org>
- ZAD du Moulin,
55 Rue du Moulin,
67120 Kolbsheim,
<http://zaddumoulin.fr>



ATAC

▲ Mobilisation du 15 septembre 2018 #PasAvecNotreArgent afin que l'argent placé sur les Livrets de développement durable et solidaire cesse de financer la destruction du climat.

Finance et énergie : qui fait la loi ?

Il n'est jamais facile de se repérer dans les méandres du système bancaire. Petit frère du Livret A, le Livret de développement durable et solidaire permet-il réellement un réinvestissement alternatif et citoyen de son épargne ?

NOUS SOMMES CERTAINEMENT NOMBREUSES à posséder un livret A, peut-être même un livret LDDS. Rappelons la signification de ce sigle : Livret de Développement Durable et Solidaire. C'est un livret d'épargne réglementé et défiscalisé. À fin de l'année 2018, l'épargne totale placée par les Français-es sur leurs LDDS atteignait 107,6 milliards d'euros.

UN GESTE CITOYEN ?

Même si la rentabilité, vu l'inflation, est nulle, on aurait presque envie d'y placer ses économies pour faire un geste citoyen. Cependant, c'est le ministre des Finances en personne qui tout récemment (1) nous mettait en garde : le nom-même de ce livret n'est que "tromperie sur la marchandise" (sic), et il souhaitait que les fonds des livrets réglementés centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations soient bien utilisés exclusivement à un développement durable de l'économie. Concrètement, ce compte d'épargne collecte des fonds pour le financement de travaux d'économie d'énergie dans les bâtiments anciens, mais aussi pour le financement des petites et moyennes entreprises (PME) (2).

UN LIVRET QUI FINANCE LES ÉNERGIES FOSSILES

Peut-être certain-es député-es avaient ces paroles fortes à l'esprit lorsqu'ils ou elles ont proposé une loi en janvier 2019 "En faveur de la transparence sur l'utilisation de l'épargne populaire en matière énergétique" pour veiller à ce que l'épargne populaire des livrets réglementés contrôlés par l'État (donc, essentiellement ceux gérés par la CDC) ne puisse pas servir au développement des énergies fossiles (3). Le texte proposait que les investissements dans les secteurs énergétiques utilisant les fonds des particuliers dans les livrets réglementés soient transparents, et privilégient les énergies renouvelables. Il ne s'agissait donc que d'une mesure très limitée, presque symbolique au regard des sommes en jeu. Un député a aussi mentionné au passage une perspective : puisque c'est le gouvernement qui décide de la rémunération des dépôts sur les livrets réglementés, on pourrait imaginer que les taux d'intérêt soient fixés en fonction de l'utilité écologique et sociale des placements.

Ce texte a été présenté et débattu à la Commission des Finances le 20 février 2019. Et que croyez-vous

(1) C'était le 26 novembre 2018 lors du "Climate Finance Day". Les 5 "sponsors" de premier rang de cette manifestation étaient : BNP Paribas, Société Générale, AXA, Crédit Agricole et la Caisse des Dépôts et Consignations. Extrait de la présentation officielle : "Le Climate Finance Day se donne cette année encore pour objectif d'accélérer les engagements du secteur financier et de faire le bilan des engagements déjà pris".

(2) Aux termes de la loi Sapin 2, les établissements distribuant le LDDS doivent proposer aux détentrices, tous les ans, d'affecter une partie des sommes qui y sont déposées sous forme de don à une entreprise de l'économie sociale et solidaire (ou entreprise solidaire d'utilité sociale agréée). Cependant, aucun gouvernement depuis décembre 2016 n'a pris le décret nécessaire pour appliquer cette disposition, qui reste donc lettre morte.

(3) Deux rapports d'Oxfam France et des Amis de la Terre, publiés au mois de novembre 2018, montrent que, depuis la COP21, sur 10 € de financements accordés par les banques au secteur des énergies, 7 € vont aux énergies fossiles, contre 2 € aux énergies renouvelables.

LES BANQUES ET LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE



qu'il arriva ? On entendit les députés LR, CDI et LREM dénoncer une vision "dirigiste" et "punitif" de l'économie, une "écologie forcée", un inadmissible "fléchage des flux financiers", "un encadrement contraignant des banques par la puissance publique" qui "pourrait mettre en difficulté les banques françaises par rapport à leurs concurrentes étrangères". Il importait, au lieu d'imposer, d'attendre, et de faire confiance au sens des responsabilités des banques. Tout était dit, la proposition de loi a été repoussée. (4)

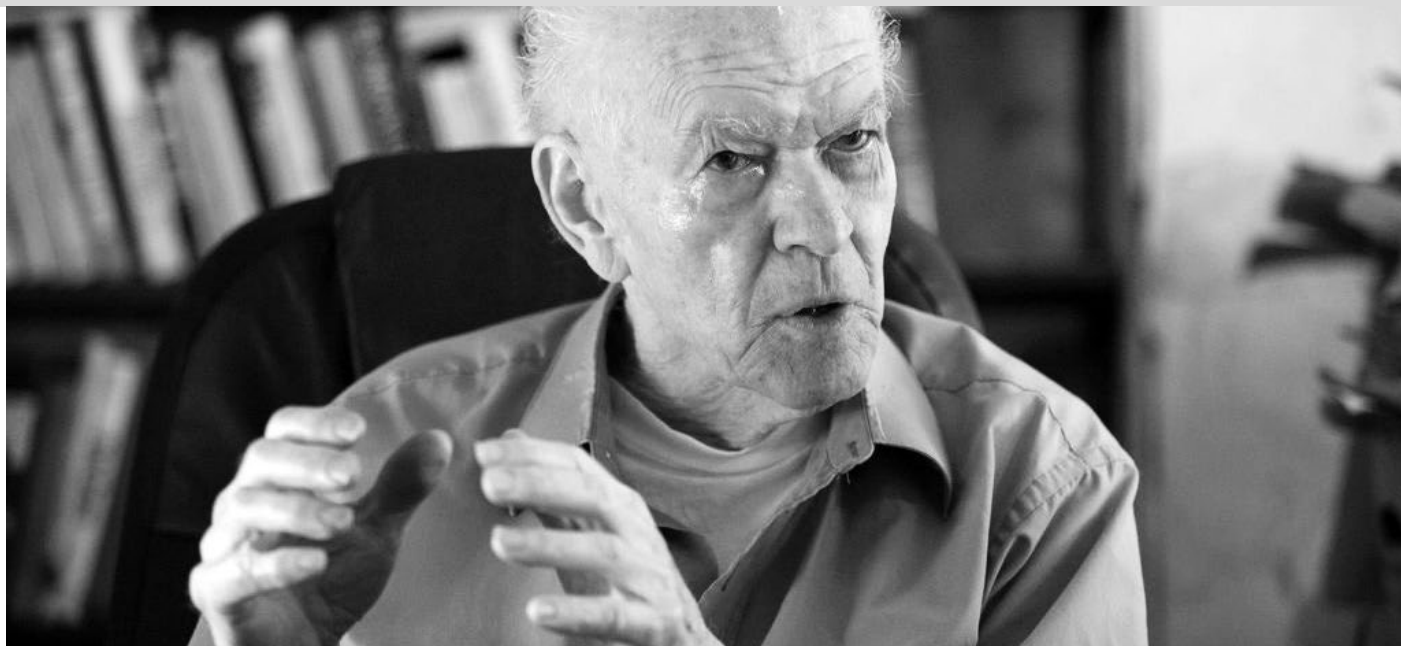
Les lecteurs et lectrices de *Silence* qui auraient, oubliés au fond d'un tiroir, un Livret A ou un livret LDDS, s'empresseront de transférer cet argent, même si les sommes sont symboliques,

sur des supports qui garantissent la transparence et le bon usage des fonds : *Energie Partagée*, *Enercoop*, *La NEF*, ou une coopérative locale pour l'énergie verte.

Mais surtout, au-delà de ce geste modeste, ces personnes interpellent leurs député-es : il et elles ont pour mission de prendre l'initiative de lois pour le bien de la société, et là nous demandent expressément de nous plier aux lois du marché.

Jean-Pierre Cattelain, membre de la Plateforme des Finances Solidaires de Franche-Comté ■

(4) Voir sur www.assemblee-nationale.fr, "Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, mercredi 20 février 2019, séance de 9 heures 30, compte rendu n°54".



▲ Gene Sharp.

Documenter les actions non-violentes

Les actions non-violentes sont tellement diverses que l'on oublie parfois que leur efficacité repose sur des principes communs, identifiés dans des travaux de recherche en histoire et en sciences politiques ; travaux qui ont permis de rassembler ces campagnes d'action dans une base de données, *Global Nonviolent Action Database*.

UN AUTEUR ÉTASUNIEN EN PARTICULIER, Gene Sharp, a dédié sa vie aux fondements des stratégies non-violentes. Auteur de nombreux ouvrages, il résume une grande partie de ses travaux dans l'un d'entre eux : *De la dictature à la démocratie*.

NI LUTTE ARMÉE, NI NÉGOCIATION

Après y avoir brièvement rappelé des exemples de dictatures tombées sans coup férir, Gene Sharp écarte deux stratégies, celle de la lutte armée et celle de la négociation. D'un côté, la lutte armée revient à combattre une dictature sur le terrain où elle est la plus forte. Elle provoque généralement une réaction encore plus violente de la part du dictateur. Si une guérilla réussit à remplacer un dictateur, le nouveau régime est fréquemment plus dictatorial encore que son prédécesseur. De surcroît, la lutte armée ne modifie pas les structures du pouvoir politique et ne permet donc pas l'avènement d'une démocratie durable (pour la même raison, l'espoir suscité par une intervention étrangère armée est un leurre). De l'autre côté, toute négociation entre un dictateur et ses opposant-es démocratiques est vouée à déboucher sur un marché de dupes : la vision "romantique" de dictateurs qui seraient prêts à faire des concessions majeures, et de négociations menées en

fonction d'arguments de droit et d'éthique (et non de pouvoir), est au mieux irréaliste : si un dictateur veut assouplir son régime, il n'a pas besoin de négocier pour le faire. Cette vision peut même être dangereuse : les négociations donnent au dictateur une légitimité. La seule négociation envisageable est celle permettant à un dictateur en déroute de fuir son pays en sécurité.

LA FORCE DE LA DÉFIANCE POLITIQUE

Gene Sharp propose une troisième voie, partant d'un constat : une dictature ne peut se maintenir sans la soumission, le soutien (actif ou passif) et l'obéissance de sa population. La stratégie proposée est donc celle de la défiance politique. Une désobéissance de masse est de nature à fragiliser fortement une dictature et, si elle se maintient malgré l'éventuelle répression qui s'ensuit, elle conduit généralement à l'effondrement de la dictature. L'auteur énumère les nombreuses faiblesses des régimes autoritaires : luttes internes, gestion inefficace de l'information par la bureaucratie, opposition des groupes défavorisés, usure du pouvoir... C'est sur ces terrains, où les dictateurs sont le plus à leur désavantage, que les démocrates doivent combattre. Ceci implique une discipline non-violente absolue de leur part.



▲ Depuis plusieurs mois, des portraits présidentiels sont décrochés et requisitionnés dans les mairies par des activistes pour dénoncer l'inaction climatique du gouvernement.

ÊTRE SUR TOUS LES FRONTS

Toutes les armes de la défiance politique doivent être utilisées conjointement, que ces armes soient psychologiques, sociales, économiques ou politiques. Des luttes improvisées ont échoué parce qu'elles n'avaient utilisé qu'une ou deux des méthodes disponibles. L'auteur ne recense pas moins de 198 méthodes, regroupées en trois catégories :

- 1) protestation et persuasion (par exemple manifestations, parades...);
- 2) non-coopération sociale, économique ou politique;
- 3) intervention non-violente (par exemple des occupations-éclair).

L'action doit être collective, d'où le rôle des organisations. Ces méthodes peuvent être très ciblées en fonction des faiblesses d'une dictature ou du type de droits à défendre. Par exemple, la non-coopération économique (baisse de la productivité, "erreurs" délibérées, grèves, boycotts...) est souvent adaptée pour lutter contre une dictature économiquement fragile ou pour obtenir la reconnaissance de droits économiques. Correctement menée, la lutte non-violente modifie le contexte conflictuel et la société, de sorte que l'adversaire ne peut plus agir comme bon lui semble.

Sur la base de ces travaux, une université états-unienne (*Swarthmore College*) a entrepris depuis 2011 de créer une base de données recensant toutes les campagnes d'action non-violente, de l'antiquité à nos jours.

Mayeul Kauffmann

Chercheur principal du projet CYBIS (Cyber & International Security) de l'Université Grenoble Alpes; membre des conseils d'administration de l'IRNC et de l'École de la paix ■

Base de données mondiale sur l'action non-violente

La base de données mondiale sur l'action non-violente (ci-après appelée *GNVAD*) est une base de données en ligne disponible à l'adresse <https://nvdatabase.swarthmore.edu>. La licence est libérale (Creative Commons BY-NC-ND), ce qui facilite la diffusion des données. C'est une base de données de près de 1200 cas d'actions non-violentes, principalement de 1944 à nos jours. Certains cas ne durent que quelques heures (par exemple un sit-in ou une manifestation) tandis que d'autres durent plusieurs années. La principale force de la base de données réside dans sa couverture unique : la plupart des bases de données sur l'action politique et les événements ont tendance à sur-représenter les événements qui conduisent à la violence armée (en particulier la guerre) par rapport aux événements qui ne conduisent pas à la violence ; en particulier, il existe dans cette discipline un énorme déséquilibre entre l'étude étendue des conflits armés (qui sont couverts par des dizaines de bases de données aux définitions variées) lorsque les stratégies, campagnes et mouvements non-violents sont largement ignorés.

Si l'on compare le travail du *GNVAD* à celui du domaine de la violence armée, il convient de noter que des décennies ont été nécessaires pour réaliser des progrès significatifs dans la typologie des conflits armés utilisée dans les bases de données, si l'on considère que ce travail a commencé avec Quincy Wright en 1944 (1). La *GNVAD*, elle, utilise la typologie très détaillée de Gene Sharp, avec ses 198 méthodes.

L'Université Grenoble Alpes (projet *CYBIS* du laboratoire *CESICE*) a lancé fin 2018 un processus visant à contribuer à cette base de données et à la traduire en français et en espagnol, en partenariat avec d'autres institutions. Ce processus s'inscrit dans des formations universitaires, donne lieu à des séminaires de recherche internationaux, implique des étudiants en fin d'étude, des stagiaires, des chercheurs en sciences politiques et en informatique.

(1) Voir l'ouvrage "Building and Using Datasets on Armed Conflicts" édité par Mayeul Kauffmann en 2008.

■ Laboratoire *CESICE*, 1133 rue des Résidences, 38400 Saint-Martin-d'Hères, cesice@univ-grenoble-alpes.fr



Mobilisation pour rallumer le chauffage et l'électricité dans la prison fédérale de New York

En février 2019 aux États-Unis dans le *Centre de détention métropolitain de Brooklyn*, une mobilisation s'est déclenchée pour exiger le retour de la chaleur et de l'eau chaude ainsi que la possibilité pour les familles et les avocats de rendre visite aux personnes incarcérées.

Le 5 janvier 2019, le *Metropolitan Detention Center de Brooklyn (MDC Brooklyn)*, où 1 500 personnes sont incarcérées, a subi une coupure d'électricité pour des raisons inconnues. Trois semaines plus tard, un incendie électrique a entraîné une perte de capacité de chauffage de l'ensemble du bâtiment. Cette perte d'électricité et de chaleur s'est produite au cours des jours et des nuits les plus froids de l'hiver 2019 à New York. Le 27 janvier, alors que les personnes incarcérées étaient entassées dans des cellules sombres et froides sous de fines couvertures, le directeur a décidé de mettre toutes les personnes en prison sous clef et d'annuler indéfiniment toutes les visites des avocats et de leur famille.

Le 1^{er} février 2019, le *New York Times* (le NYT) a publié un article détaillant les conditions de la prison. L'article est rapidement devenu populaire et le même jour, Shahanah Hanif, une organisatrice impliquée dans des groupes d'activistes immigrés issus de la base à New York, a publié une vidéo montrant des personnes incarcérées au *MDC Brooklyn* qui frappaient leurs fenêtres en signe de protestation. La vidéo a rapidement recueilli plus de quatre millions de vues.

Plus tard dans la journée, des centaines de membres de la famille et de soutiens se sont rassemblés à l'extérieur pour demander le retour du chauffage et de l'eau chaude, ainsi que la possibilité pour les familles et les avocats de rendre visite aux personnes incarcérées. Les manifestant·es portaient des pancartes avec des phrases telles que "*Ceci n'est pas normal*" ou "*Torture au MDC*". Dans le même temps, des membres du conseil municipal se

sont rendus à la prison pour tenter de déterminer la réalité de la situation des personnes incarcérées. Les locaux étaient froids et sombres et ils n'ont pas été autorisés à parler aux personnes incarcérées. La manifestation s'est poursuivie jusque dans la nuit et de nombreuses personnes à l'extérieur ont déclaré qu'elles ne quitteraient pas les lieux tant que les autorités de la prison n'auraient pas remis le chauffage et l'électricité.

Le lendemain, la manifestation s'est intensifiée. Alors que les représentant·es élu·es terminaient leur tournée, quelques dizaines de manifestant·es ont tenté de pénétrer dans les locaux, mais des gardes anti-émeute qui attendaient juste devant les portes de la prison ont utilisé du spray au poivre pour les repousser. Ce soir-là, une fourgonnette est arrivée de *NYC Emergency Management* avec des couvertures, des chauffe-mains et de petits générateurs pour les personnes incarcérées.

Le lendemain matin, le 3 février, Scott Hechinger, directeur des politiques à *Brooklyn Defender Services*, a fait savoir que, bien que le *MDC* ait accepté les couvertures, les chauffe-mains et les générateurs, ils n'avaient apparemment jamais été remis aux personnes incarcérées. Le gouverneur de New York, Andrew Cuomo, a alors appelé le ministère de la Justice des États-Unis à enquêter sur de possibles violations des droits civils commises à *MDC Brooklyn*. Suite à cet appel, l'électricité et la chaleur ont été rétablies à *MDC Brooklyn*. Les visites à domicile n'étaient toujours pas autorisées en raison d'une menace à la bombe indépendante, mais les autorités ont autorisé les visiteur·ses à pénétrer dans les locaux le lendemain.

Olivia Robbins

Un exemple de mobilisation tiré du site *Global Nonviolent Action DataBase*.

Silence trop complaisant avec l'internet

Silence a publié au mois d'avril (n° 477 p. 42) une très belle lettre d'Hervé Krief, inspirée par une saine colère, au sujet d'internet en général, et en particulier du rapport de plus en plus dénué de sens critique que la revue entretient

avec ce fer de lance de la société du désastre écologique et humain. Ce qui n'était peut-être au départ qu'une insatisfaisante concession ou contrainte imposée est devenu depuis trop longtemps trahison des principes qu'affiche Silence en sous-titre : internet incarne jusqu'à l'horreur la brutalité du totalitarisme industriel (incom-

patible avec la non-violence), ne constitue en rien une alternative (bien au contraire, puisque dans presque tous les domaines le numérique s'impose et qu'il est de plus en plus difficile de résister à ce raz-de-marée uniformisant) et devrait représenter un symbole honni, désignant une réalité de dévastations en tout genre, et "le monde qui va avec", pour toute personne se réclamant un tant soit peu sérieusement de l'écologie. (...) Il n'est pas trop tard pour réagir, et je souhaite à la revue de sortir de sa torpeur pour clamer haut et fort les vertus retrouvées d'une écologie dérangeante, féconde et cohérente.

Michel Poulard
Aveyron

Silence : c'est l'occasion de rappeler ici aux personnes qui nous envoient des informations de bien nous préciser en priorité, dans les coordonnées, une adresse postale puis un numéro de téléphone fixe, accessibles à tout le monde.

Payer plus pour polluer moins

Pour nous rendre à Copenhague, nous avons fait le choix d'y aller en train plutôt qu'en avion, le train étant 40 fois moins polluant que l'avion. Pour ce dernier, le premier prix était de 43 € par personne. Pour le train, cela nous a coûté 441 € pour la SNCF (avec 25 % de réduction) puis 159 € pour la Deutsche Bahn. Comme le train de nuit entre Paris et Hambourg a été supprimé en 2014, nous n'avons pas pu faire le trajet de 15 h sur une journée et donc il faut ajouter 60 € d'hôtel par personne soit au total 660 € par personne. Donc pour polluer 40 fois moins, nous avons dû payer 15 fois plus cher !

Francis Vergier
Rhône

Les centrales photovoltaïques d'Enercoop

Dans le numéro du mois de mai de la revue *Silence* (n° 478 p. 20), vous publiez une brève intitulée "Enercoop lance ses propres centres de production" et citez notamment nos projets de centrales solaires au sol en Midi-Pyrénées. Nous vous remercions de l'intérêt que vous portez à nos projets.

Cependant, nous attirons votre attention sur une grossière erreur de votre part quand l'article parle de 20 hectares alors que chaque parc représente moins d'un hectare (0,5-0,7). C'est bien la particularité de ces parcs, ils sont de petite taille, à l'échelle du territoire, mobilisant des capitaux citoyens et locaux, grâce aux sociétaires de la coopérative, dont les revenus modérés (2 à 3 %) contribueront au développement de nouveaux projets.

Par ailleurs, contrairement à ce qui est écrit, nous choisissons des terrains non cultivables (ancienne décharge, gravière, terrains pollués, etc.) et de préférence communaux. Mais pourquoi au sol et pas en toiture ? Il est vrai qu'il existe un grand potentiel d'installation photovoltaïque sur les surfaces artificialisées, telles que les toitures de hangars ou de centres commerciaux par exemple.

Toutefois, elles ne sont pas toutes compatibles avec l'accueil de panneaux solaires d'un point de vue technique, économique et parfois juridique. C'est également un choix : les installations sur toitures sont généralement subventionnées par l'État (via l'Obligation d'Achat), or, notre coopérative développe un modèle libre des mécanismes de soutien public, et le prix d'une installation en toiture est encore trop élevé pour s'intégrer dans ce modèle.

Nous sommes conscients que chaque projet a un impact environnemental, c'est pourquoi nous cherchons constamment à améliorer nos projets selon leur typologie et le contexte local. Notre démarche est transparente, notre programme de dix parcs photovoltaïques au sol est explicitement décrit sur une page dédiée sur notre site internet. (...)

Loïc Blanc
Enercoop Midi-Pyrénées

Gratuité des transports

[Par rapport à l'article "La gratuité n'est pas la panacée" paru dans *Silence* de juin (n° 479).]

(...) À chaque fois que l'auteur compare les fréquentations des transports en commun, il choisit pour les villes sans gratuité des grandes villes (Lyon, Strasbourg, Grenoble) et pour les villes avec gratuité des petites villes (Aubagne, Châteauroux). Plus l'agglomération est grande, moins les habitants empruntent les transports en commun ? Au sujet d'Aubagne, il se garde bien de préciser que le nombre de passagers a été multiplié par trois en huit ans. Dans quelle agglomération la simple amélioration des infrastructures a-t-elle fait tripler le nombre d'usagers ? L'auteur n'a pas non plus signalé que lorsque la tendance politique de la métropole d'Aubagne est passée de gauche à droite, les nouveaux dirigeants sont devenus après leur élection de farouches adeptes de la gratuité.

(...) Toutes les expériences de gratuité des transports publics ont montré que, contrairement à ce que dit l'article, les incivilités ont diminué énormément. Ça se comprend : il n'y a plus d'accrochages avec les contrôleurs. (...)

En outre, l'auteur affirme que pour financer la gratuité "On ne peut pas augmenter indéfiniment le versement transport", comme s'il avait déjà beaucoup augmenté partout ; de plus il reconnaît que d'une part "la part des usagers est d'environ de 20 %" et que d'autre part "les frais de billetterie [représentent] (moins de 10 % des recettes)". Autant dire que le complément financier pour parvenir à la gratuité est relativement faible.

L'article parle de villes qui ont renoncé à la gratuité. Force est de constater qu'il va tous les chercher à l'étranger et pour certains d'entre eux dans l'histoire ancienne :

- Les expériences de Castellon de la Plana et Bologne datent respectivement de 20 et 40 ans, à une époque où le problème de la pollution ne se posait pas de la même façon.
- Seattle : l'expérience a été victime de son succès : trop de passagers. (...)
- Seul le cas de Hasselt peut aller dans le sens de l'auteur.

Mais l'auteur se garde bien de contrebalancer cet échec en mentionnant la trentaine de succès durables, rien qu'en France, et ce, pour certains d'entre eux depuis plusieurs décennies.

Vers la fin de l'article, l'auteur qualifie de "négalif" le report modal de piétons et de cyclistes vers les bus. Avec la gratuité, les gens conservent le droit de prendre leurs jambes, c'est à eux de considérer quel est le transport positif !

L'auteur parle de la tarification solidaire pratiquée à Strasbourg. Elle a été aussi instaurée à Grenoble. Le fait que la SMTC (Syndicat Mixte des Transports en Commun) ait eu besoin d'embaucher une armada de contrôleurs pour remédier à la fraude prouve que cette tarification n'est pas la panacée. Je vois que l'auteur de l'article s'est appuyé sur un chercheur en la personne de François Héran. Je vous invite à contacter un autre chercheur, Maxime Huré, spécialiste de la gratuité des transports publics.

Jean-François Le Dizès
Isère



Le risque de la liberté

Je viens de recevoir le dernier *Silence* (n° 479 de juin 2019) en même temps que la revue de ma mutuelle. J'ai apprécié le contraste entre la photo de la famille en vélo (y compris bébé), décontractée dans *Silence* et celle de la revue mutuelle montrant deux jeunes enfants jouant harnachés de casques, lunettes de protection et genouillères ! Mises côte à côte elles sont l'image de la liberté et du risque assumé et celle d'un monde sécuritaire déresponsabilisé.

Willy Breteau
Cher



Concilde Girette

Gilets Jaunes : retour sur mon premier rond-point

Cet après-midi (...) nous sommes allés au rond-point d'Auchan. Nous étions deux ou trois centaines de manifestants par petits groupes, contents de faire connaissance ou de se retrouver après de lointaines et mémorables tentatives d'édification d'un monde meilleur... Contraste frappant avec le déploiement, bien plus nombreux et en lignes serrées sur les



À Estrablin en Isère, un véritable camp a été installé par les personnes Gilets jaunes de Vienne.

crêtes environnantes, d'uniformes noirs casqués, "bouclierisés", les uns armés de matraques en acier, d'autres prêts à lancer des flash balls ou des gaz lacrymogènes... contre des gens, des jeunes, des vieux, pacifiques ! La disproportion des forces de l'"ordre" (?) mobilisées est flagrante : un tel gâchis ne peut pas durer... mais il a la bénédiction des bien pensants.

Le déploiement se resserre tandis que nous continuons à échanger entre nous par petits groupes. (...) Puisqu'ils sont à côté de nous, on entame la conversation, on leur demande comment ils

conçoivent les rapports humains. Il reste des parts de tourteau fromager, mais ils refusent. Ivan dit "vous êtes là pourquoi ? Pour nous soumettre à un régime qui nous écrase et vous écrase aussi ?" et le policier répond : "le système que vous voulez imposer n'est pas meilleur". Il y a là une clé.

Nous voulons appliquer "liberté, égalité, fraternité" et ils n'imaginent rien en dehors des rapports de domination actuels. Un seul repère : être du bon côté de la matraque. La majorité des bourgeois, sous perfusion des médias dominants, n'ont pas plus de liberté d'imagination et c'est ça le drame !

(...) Nous, nous savons, même confusément, vers quoi nous allons, le grand mystère c'est : "Mais eux, les hommes et femmes en noir, et, derrière eux, ceux qui leur donnent l'ordre de nous blesser et ceux qui les approuvent devant leur télé, que veulent-ils ?" La réponse c'est : "rien !" Juste contempler l'effondrement de la biodiversité et être dans les derniers à disparaître, avec la satisfaction mauvaise d'être les vainqueurs. Pitoyables vainqueurs !

Françoise Chaniai
Vienne

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lectrices soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net. Soyez concis : pas de textes de plus de 3000 signes.

Les informations contenues dans les courriers n'engagent pas la rédaction.

Essais

■ **Ne plus se mentir**, Jean-Marc Gancille, éd. Rue de l'Échiquier, 2019, 96 p., 10 €. Pour le moment, la transition écologique n'est qu'un vœu. Pire, nous suivons des concepts faux : consommation verte, développement durable... La seule solution réelle : la décroissance pour faire descendre notre empreinte écologique. L'auteur ne creuse malheureusement pas le sujet.

■ **La dignité ou la mort, éthique et politique de la race**, Norman Ajari, éd. La Découverte, 2019, 320 p., 17 €. L'essai propose une analyse critique de la tradition philosophique européenne pour renouer avec l'histoire méconnue de la pensée radicale des mondes noirs. Lorsque la dignité d'un jeune Noir est prise d'assaut, lorsqu'il est violé ou assassiné par les représentants de l'État, c'est une longue histoire de luttes, de conquêtes et d'affirmation d'une humanité africaine qui vacille et tremble sur ses bases. La dignité est alors la capacité de l'opprimé à tenir debout entre la vie et la mort.

■ **Black America, une histoire des luttes pour l'égalité et la justice (19^e - 21^e siècle)**, Caroline Rolland-Diamond, éd. La Découverte/Poche, 2019 [2016], 600 p., 15 €. Depuis 1865 et l'abolition de l'esclavage aux États-Unis, les populations noires luttent pour leur intégration dans la société. L'apartheid initial a certes reculé, mais les luttes sont encore d'actualité et ne se limitent pas à quelques figures bien connues du public.

■ **Les marchandises émotionnelles**, sous la direction d'Eva Illouz, préface d'Axel Honneth, éd. Premier Parallèle, 2019, 424 p., 24 €. Des stations du Club Med à la musique d'ambiance diffusée dans nos écouteurs en passant par les guides de psychologie positive, nous constatons que la consommation et les émotions sont enchevêtrées. Cet ouvrage collectif montre comment ces nouvelles marchandises produites par les industries du tourisme, du cinéma, de la musique, du sexe ou des psychothérapies visent à "normaliser" le moi.

■ **Heineken en Afrique, une multinationale décomplexée**, Olivier Van Beemen, éd. Rue de l'Échiquier, 2018, 312 p., 20 €. Au terme d'une enquête de 5 années et de 400 entretiens dans 12 pays africains, l'auteur raconte les mécanismes qui permettent à Heineken de réaliser une marge financière de 50 % supérieure à la moyenne mondiale sur ce marché, au prix d'implications douteuses (génocide au Rwanda, apartheid en Afrique du Sud), tout en prétendant participer au développement de ce continent.

■ **Le geste de peindre, méthode de l'atelier de Charenton. Comment développer la créativité sans thème et sans mode**, Sandrine Sananès, éd. L'Harmattan, 2018, 192 p., 25 €. Avant de créer sa propre méthode, l'auteur a eu un long parcours de formation auprès des plus grands pédagogues en activité. Citons l'atelier d'Arno Stern (chercheur qui est à l'origine d'une écologie de l'enfance) où elle a passé 9 ans. Ce livre nous fait découvrir sa méthode en action à travers son quotidien avec les enfants et leurs parents, leur cheminement.

■ **La force de l'autonomie. Gandhi précurseur de la décroissance?** Guillaume Gambin, éd. Chronique sociale, 2019, 95 p., 10,90 €. Bonne idée de publier à nouveau ce texte court et dense consacré à tout ce que la pensée de Gandhi peut apporter à la décroissance. C'est-à-dire beaucoup de réflexions d'autant plus riches qu'elles ne se conforment pas aux logiques intellectuelles occidentales.

■ **L'égalité sans condition**, Réjane Sénac, éd. Rue de l'Échiquier, 2019, 90 p., 10 €. L'auteur essaie dans ce petit ouvrage de mettre en avant un changement de notre regard, le libérant de la performance pour arriver à une égalité aussi bien entre genre, origine sociale et ethno-raciale, orientation sexuelle. Elle se penche sur les discours actuels montrant que souvent on peut se dire pour l'égalité tout en contribuant à reproduire les inégalités.

Essais

Quel monde voulons-nous ?

Starhawk



Activiste, féministe et sorcière néo-païenne, autrice du merveilleux *Rêver l'obscur. Femmes, magie et politique*, Starhawk a participé aux mouvements antimilitaristes et antinucléaires des années 1970-1980 puis au mouvement alter-mondialiste des années 1990-2000. Ce livre est un recueil de ses textes, très accessibles, sur notre place dans la nature (redevons autochtones en nous enracinant), les pratiques de démocratie directe (le pouvoir-du-dedans et non le pouvoir-sur), l'imbrication des systèmes d'oppression, la diversité au sein des mouvements sociaux, en mêlant une approche à la fois pratique et politique, matérielle et spirituelle. Avec un chapitre éclairant et nuancé sur l'appropriation culturelle, et une réflexion très riche sur la place de l'action non violente dans les mouvements sociaux et son lien avec d'autres manières d'agir. Starhawk a la capacité tout à la fois de montrer le génie propre à la non-violence et d'en pointer les limites et les défauts de manière intelligente. GG

Éd. Cambourakis, 2019, 288 p., 21 €

L'Art de la fausse générosité

La Fondation Bill et Melinda Gates

Lionel Astruc, postface de Vandana Shiva



L'auteur nous livre une biographie édifiancée de Bill Gates, champion mondial de la réussite financière. Il en explique point par point les secrets qui commencent par le brevetage de ses logiciels (à l'origine gratuits et conçus par des passionné-es de technologie) et se poursuivent par la spoliation des concurrents (*Apple* et *Netscape* entre autres). Arrivé en situation de monopole avec *Microsoft*, le génie s'emploie à devenir numéro un mondial de la philanthropie. Sa fondation reprend les mêmes principes qui lui ont réussi : création de brevets et de droits de propriété intellectuelle dans les secteurs de la pharmacie et de l'agroalimentaire, les autres moyens classiques étant les réductions d'impôts et les paradis fiscaux. Les investissements du trust se portent sur les entreprises les plus lucratives et les plus polluantes de la terre (OGM, énergies fossiles, armement), mais les subventions et les dons de la fondation tempèrent la critique. Des explications claires démontent avec brio ce savant mecano financier. MD

Éd. Actes Sud, 2019, 128 p., 10,99 €

Une rivière en résistance

La Brézentine

Olivier Nouaillas



"L'histoire d'un ruisseau, même de celui qui naît et se perd dans la mousse, est l'histoire de l'infini", écrivait le géographe Élisée Reclus au 19^e siècle. L'auteur nous emmène en promenade le long de la Brézentine, rivière qui coule sur 24 km dans le département de la Creuse. Alternant récit à la première personne, découverte naturaliste et questions sociales et écologiques, il nous fait rencontrer au passage la lutte contre les pratiques polluantes d'une usine d'équarrissage, toucher les enjeux climatiques globaux, les impacts des différentes pratiques agricoles, les errements des politiques de protection des rivières. Son récit à l'ambition *a priori* modeste rappelle qu'en écologie le tout est dans les parties. Il montre qu'il est possible de rétablir l'équilibre d'un écosystème en se mobilisant localement, et nous donne envie d'explorer à notre tour ce que le petit ruisseau que nous connaissons murmure et révèle du monde que nous vivons. GG

Éd. du Rouergue, 2019, 156 p., 15 €

Écrits sur l'éducation

Bertrand Russel



Bertrand Russel (1872-1970), célèbre mathématicien et philosophe (et accessoirement prix Nobel de littérature), a également dirigé une école expérimentale avec sa femme : *Beacon Hill school*. Sur l'éducation et la pédagogie, il a combattu nombre de croyances qui ont la vie dure. 18 textes très actuels ont été sélectionnés. Ils traitent de la pensée critique, de la démocratie et du politique, de la discipline, de la sexualité et de la religion à l'école, de la place de la compétition et des savoirs inutiles. MD

Une anthologie présentée par N. Baillargeon et Ch. Santerre, éd. Écosociété, 2018, 304 p., 25 €

La guerre au plastique est enfin déclarée

Jacques Exbalin



L'auteur fait un tour des problèmes que posent les différentes sortes de plastique, montre les faiblesses du discours actuel (pauvreté et limites du recyclage) et développe les alternatives possibles. C'est sérieusement référencé et illustré (une soixantaine de photos). Cela met beaucoup en avant les initiatives pour récupérer les déchets dispersés dans la nature et pas assez celles pour limiter l'utilisation du plastique. FV

Éd. L'Harmattan, 2019, 170 p., 12 €

Rejoignez-nous

Greta Thunberg



Jeune activiste suédoise, Greta Thunberg a initié la grève scolaire des vendredis pour le climat. Elle a commencé seule devant le parlement de Stockholm. Elle est maintenant suivie par des centaines de milliers d'élèves, d'étudiant-es et d'adultes. Ce petit livre reprend ses premiers discours où elle explique qu'activiste, elle n'arrive pas à comprendre les subtilités des politiques et que pour elle, les solutions pour éviter une catastrophe climatique doivent se prendre tout de suite et non pas après d'interminables négociations. Elle appelle à l'action, au sens de la responsabilité, pour être efficace immédiatement. Des discours qui donnent l'envie de se mettre en mouvement. FV

Traduction Flore Vasseur, éd. Kero, 2019, 32 p., 3 €

Les armes de la non-violence

Olivier Maurel



Un livre qui vient compléter notre chronique sur l'action non violente. Olivier Maurel présente ici les outils de la non-violence, l'indispensable respect des personnes, comment réaliser un programme constructif allant de la communication jusqu'aux actions les plus rudes (désobéissance civile, jeûne) et présente ensuite des exemples de luttes non violentes qui ont réussi en France (le Larzac, le droit à l'avortement...) ou ailleurs (Iran, Cuba, États-Unis, Israël-Palestine...). Un guide pratique pour participer à une campagne existante ou à lancer. FV

Éd. La Plage, 2019, 144 p., 10 €

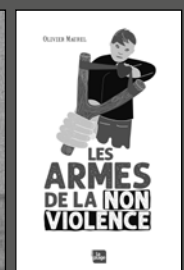
Les black blocs, la liberté et l'égalité se manifestent

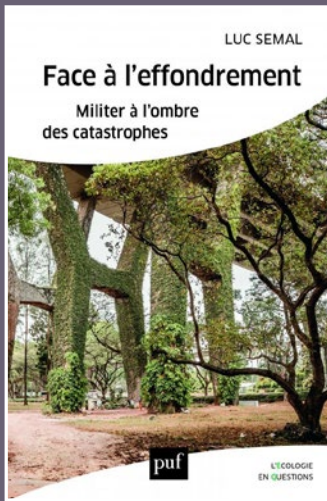
Francis Dupuis-Déri



Ce phénomène d'inspiration anarchiste, issu des "Autonomen", est apparu en 1980 en Allemagne, au Danemark et aux Pays-Bas. Popularisé lors de la bataille de Seattle (1999) il a souvent été comparé à tort aux "blousons noirs" et autres casseurs apolitiques et irrationnels. L'auteur effectue un recensement minutieux de leurs principales manifestations et de leur évolution, à travers des observations de terrain et des entretiens. Sans porter de jugement, en faisant état de toutes les critiques, il nous invite à découvrir sous ces "cagoulés" des femmes et des hommes qui appartiennent à des associations alternatives à vocation sociale, par ailleurs prêtes à se regrouper aux 4 coins du monde aux côtés des printemps arabes, du mouvement "Occupy", des "Indignés" ou contre les néonazis. MD

Éd. Lux, 2019 (éd. enrichie, 1^{re} publication en 2003), 330 p., 14 €





Face à l'effondrement

Militer à l'ombre des catastrophes

Luc Semal

Le réchauffement climatique, la fin du pétrole, l'érosion de la biodiversité produisent chez les écologistes un discours catastrophiste. Cela n'a pourtant rien de nouveau : dans les années 1970, les premiers débats mettaient déjà en

avant le risque de la fin de l'humanité. Mais il y a une différence avec les écrits d'il y a 50 ans : à l'époque, on projetait la crise écologique dans le futur, alors qu'aujourd'hui les signes de l'effondrement sont perceptibles par tout le monde et les jeunes générations risquent fort de voir changer la société de manière.

Luc Semal, politiste, décortique dans ce livre les discours politiques écologistes, et plus particulièrement ceux de deux mouvements nés simultanément en France et en Grande-Bretagne : celui de la décroissance et celui des villes en transition. Il montre que militer ne peut se faire en dehors d'un contexte social, professionnel, familial. Une personne engagée adapte son discours pour supporter ses propres incohérences et doit faire un effort de pensée pour réfléchir à l'après-croissance. Il développe des approches psychologiques intéressantes utilisées par les initiatives de transition.

Le discours catastrophiste se construit notamment avec des exemples de crises antérieures, que cela soit d'anciennes civilisations ou plus récemment le rationnement en Grande-Bretagne pendant la Deuxième Guerre mondiale ou le blocus de Cuba dans les années 1990. Cela permet d'imaginer que, malgré l'importance de la crise, il soit possible d'envisager une descente en douceur vers une société de l'après-croissance basée sur une sobriété heureuse.

L'auteur pousse la réflexion très loin, citant de très nombreuses études, mais en prenant garde de rester parfaitement lisible. Résultat : il nous propose, dans la suite des initiatives de transition, des moyens d'agir dans le domaine politique. C'est donc, malgré le titre, un livre optimiste. MB

Éd. PUF, 2019, 360 p., 22 €

B. D.

No war

Anthony Pastor



Dans un pays imaginaire au sud du Groenland, alors que l'élection du nouveau président autoritaire est contestée dans la rue, la situation se tend avec le projet de barrage sur les terres du peuple Kivik. Un ingénieur de la compagnie hydroélectrique est retrouvé assassiné. À côté de lui une thermos contenant une curieuse pierre qui dégage de la chaleur. Cet univers parfaitement maîtrisé permet à l'auteur d'aborder de multiples questions politiques : écologie, rapports de pouvoir, démocratie, droits des peuples premiers... Le graphisme faiblement coloré est percutant. FV

Éd. Casterman, 2019, 130 p., 15 €

Virus

T1 Incubation

Sylvain Ricard et Rica



Guillaume a quitté son laboratoire de biologie pour embarquer sur un navire géant où se déroule une fête rassemblant des milliers de personnes. Les autorités le recherchent, car il est probablement porteur d'un virus génétiquement modifié extrêmement dangereux. Sur les ponts du navire, Guillaume, qui, lui, ne ressent rien, sème la contagion. Mis en quarantaine, l'équipage est vite débordé par le nombre de malades. Peuvent-ils s'en sortir ? Le confinement au sein du navire empêchera-t-il le virus de se propager à terre ? Il faudra attendre le tome 2 pour le savoir. Dessin en noir et blanc rudement efficace. Le discours entre autorités et scientifiques nous plonge au cœur du débat sur les manipulations génétiques. MB

Éd. Delcourt, 2019, 136 p., 19 €

À bord de l'Aquarius

Marco Rizzo et Lelio Bonaccorso



En novembre 2017, scénariste et dessinateur se sont retrouvés à bord de l'Aquarius, bateau de l'association SOS Méditerranée, qui navigue pour venir en aide aux migrant-es tentant la traversée périlleuse de la mer. C'était à un moment où la collaboration avec Rome était encore possible : depuis le 7 décembre 2018, le bateau est à quai, privé de pavillon de navigation. Le reportage, tout en émotion, montre la vie à bord, la récupération de deux groupes de migrant-es venant de Libye. De quoi mieux comprendre les risques que prennent ces gens en embarquant sur des bateaux surchargés. Poignant. FV

Traduction d'Hélène Daniol-Remaud, éd. Futuropolis, 2019, 128 p., 19 €

Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce

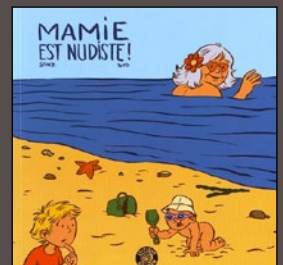
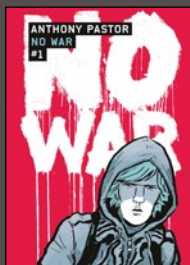
Corinne Morel-Darleux



En 1969 le navigateur Bernard Moitessier est en passe de gagner la première course en solitaire sans escale et sans assistance autour du monde. Mais au lieu de filer vers la ligne d'arrivée il décide de partir vers le Pacifique, "parce que je suis heureux en mer" et par horreur de la gloire. L'autrice nous emmène naviguer sur ses traces au fil de ses intuitions.

Dans nos temps d'effondrement écologique et social, "le refus de parvenir, le cesser de nuire et la dignité du présent" lui semblent être des bases éthiques et politiques inspirantes. La militante écosocialiste revendique l'importance de "défendre la beauté dans une société en train de couler". À revers des discours qui s'accommodent trop vite de la disparition de l'humanité, nous condamnant à l'impuissance face à la sixième extinction qui nous pend au nez, elle refuse de hiérarchiser les luttes et invite à agir en réhabilitant la part sensible. GG

Éd. Libertalia, 2019, 104 p., 10 €



Bienvenue, Franky au grand sourire

Thierry Lenain, Félix Larive



Dès 6 ans. Un nouvel élève, Franky, arrive dans la classe de Sandji. Surprise : le nouveau venu est couché dans un lit et il peut écrire grâce un ordinateur à reconnaissance vocale.

Son sourire communicatif et son autodérision à toute épreuve auront tôt fait d'apprivoiser les réticences et les peurs de ses camarades. Un récit atypique, qui n'a pas peur de faire pleurer le maître. Dans le tome 2 de cette série, "Mona qui sait où elle va", il est question de la séparation d'avec ses parents par décision de justice ainsi que du choix de faire ou de ne pas faire d'enfant. De petits livres sans prétention, mais qui touchent juste. GG

Éd. Talents Hauts, 2019, 38 p., 7 €

Mamie est nudiste !

Sonz, Dvd



Dès 4 ans. Tout est dans le titre ! Le narrateur passe ses vacances d'été avec son petit frère chez sa mamie, qui les amène sur une plage où l'on n'est pas obligé de porter des vêtements. Simple, joyeux, coloré, cet album a le mérite d'aborder de manière amusante un sujet peu courant dans les livres jeunesse. GG

Éd. Goater, 2019, 24 p., 9 €

Poésie

Bouquet final

Nicolas Gey



La poésie c'est aussi l'art de réinventer la langue. Dans ce recueil atypique, il est beaucoup question d'écosystèmes, de pollution généralisée, de fin du pétrole, de critique acerbe, des fausses solutions technologiques. "La clim' réchauffe l'atmosphère qu'elle rafraîchit". Sans oublier quelques conseils pratiques : "Isoler une maison avec les couches jetables du nourrisson qui l'habite(...). Sculpter un orang-outang aussi monumental que possible dans du teck de Sumatra patiné à l'huile de palme de même origine". Vous trouverez ici des poésies sous forme d'almanach, de liste, de tableau, d'équation mathématique, de recette de cuisine, etc., le tout de manière toujours joueuse et... déviante. On est loin de tout "comprendre". Un recueil déroutant et réservé aux aventurières de la langue. GG

Éd. La Lenteur, 2019, 210 p., 15 €

Musique et langue du monde

Le concert sous la langue



La langue se fait souvent musique, ce dont rend compte avec légèreté et dynamisme cet album polyglotte.

Chems Amrouche, Xavier Saïki et Serge Sana ont collecté la sonorité et la musicalité des langues parlées par des habitant-es de Rhône-Alpes. Une fois le collectage sonore achevé, les artistes ont organisé des rencontres artistiques et des débats autour des langues. Ces matériaux ont servi à composer un album aux notes électroacoustiques, entre longs phrasés, voix chantées et parties plus instrumentales. Des emprunts aux musiques du monde s'intègrent à l'ensemble grâce aux samples et rythmiques collectés chez les musiciens traditionnels des Minguettes, en banlieue lyonnaise. On se laisse volontiers embarquer dans ce voyage sonore qui raconte aussi la diversité linguistique des grandes villes françaises. MG

La tribu du Hérisson, 13 titres, 2019, 15,70 €

Films

La Décroissance : du mythe de l'abondance à la simplicité volontaire

Luis et Manu Picazo Casariego



Ce film militant auquel ont participé un grand nombre d'universitaires (pour la partie française : Paul Ariès, Vincent Liegey, Serge Latouche), retrace l'histoire de la civilisation industrielle et du capitalisme triomphant jusqu'à la crise caractérisée par l'épuisement des ressources, le changement climatique, l'échec des subterfuges destinés à la masquer. Beaucoup d'images-chocs. En parallèle, il revisite les penseurs qui ont commencé très tôt à prévoir ces conséquences et à imaginer un autre monde adapté aux limites de la biosphère et aux nécessités réelles de l'être humain. Petit retour sur les socialistes utopistes du 19^e siècle auxquels nous devons les coopératives. Et ouverture sur "un monde de l'être" qui arrive déjà : témoignages trop courts sur quelques alternatives dans la région de Séville. MD

Espagne 2015, 80 min. Visible à prix libre sur <https://documentaldecrescimiento.wordpress.com>

Essais

■ **L'île où les hommes implorent**, chronique d'un désastre amorcé, *Jil Silberstein, éd. Noir sur blanc, 2019, 480 p., 24 €*. 4 saisons, 4 chapitres à travers 4 entités géographiques. L'auteur inventorie les éléments d'une rapide dégradation des conditions de vie sur la planète Terre. Étrange ouvrage qui alterne éthologie et anthropologie, s'attarde sur les prouesses d'une araignée, truffe ses réflexions de références littéraires et scientifiques, y glisse des notes de journal intime, nous informe sur le peuple innu (Québec, Labrador). Le tout forme une sorte de mosaïque. La langue est élégante, recherchée. Un livre à conserver à son chevet et picorer pour le plaisir.

■ **Aux sources de la civilisation occidentale**, *Dominique Estragnat, éd. Chronique sociale, 2019, 168 p., 15,90 €*. Comment encore aujourd'hui, nous sommes influencés par les cultures romaine et grecque. Rien sur ce qui pourrait permettre d'y intégrer d'autres cultures apportées par les migrant-es.

■ **Écoute**, *Stéphane Haskell, éd. Le courrier du livre/ Les voix de Gaïa, 2019, 184 p., 18 €*. Le son, la musique, les vibrations peuvent guérir. À l'aide de reportages où il se met en scène, l'auteur nous fait part de ses rencontres dans le domaine et de ce qu'il apprend. Une voie possible vers des soins alternatifs ?

Roman

■ **Dernier été en Suède**, *Thierry Maricourt, éd. Les soleils bleus, 2019, 180 p., 17 €*. Le narrateur de ce roman invite une bande de proches à passer un mois dans une maison isolée en Suède pour échafauder ensemble des actions pour la planète. Mais la canicule sans précédent qui s'abat sur le pays leur en laissera-t-elle le loisir ?

B. D.

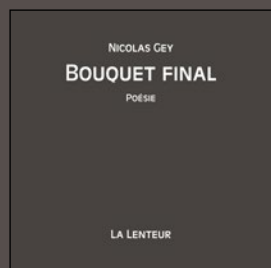
■ **Ceux qui construisent des ponts**, *Alfonso Zapico, éd. Futuropolis, 2019, 200 p., 25 €*. Après des années de lutte armée, l'ETA s'est dissout en 2018. Ceci a permis à l'auteur de faire se rencontrer un ami basque socialiste et un autre indépendantiste. Du dialogue des deux naît l'espoir que l'on va enfin retrouver la paix et que la question de l'indépendance basque a choisi des voies non-violentes. Un peu complexe si vous ne connaissez pas les enjeux de la question basque.

■ **Robinsons, père et fils**, *Didier Tronchet, éd. Delcourt/Mirages, 2019, 120 p., 18 €*. L'auteur est parti vivre avec son fils sur une petite île malgache. Une expérience sans téléphone portable, sans internet, avec une autre vision du temps. Des réflexions plus ou moins drôles sur notre mode de vie occidental, mais aussi sur la nouvelle forme de colonialisme que représente notre tourisme à fort niveau de vie.

Jeunesse

■ **La cour couleurs**, anthologie de poèmes contre le racisme, *Jean-Marie Henry et Zaü, éd. Rue du monde, 2019, 68 p., 18 €*. Réédition d'une soixantaine de poèmes, dont une petite moitié d'inédits. Illustrations minimalistes.

■ **L'odyssée des rivières**. Un écosystème aquatique, *Élisabeth Dumont-Le Cornec, Capucine Mazille, éd. du Ricochet, 2019, 40 p., 13,5 €*. Dès 5 ans. Cet album en format à l'italienne présente, d'une manière classique et instructive, la variété de la faune et de la flore qui peuple les rivières de nos régions.



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Quoi de neuf ?



Suite à l'AG de Silence

Suite à l'assemblée générale de *Silence* du 15 juin 2019, l'équipe qui anime l'association reste la même : Claire Grenet et Olivier Chamarande pour la gestion, Guillaume Gamblin et Martha Gilson pour la rédaction.

Les administrateurs sont Eric Cazin, Francis Levasseur, et en tant que membres de droit : un-e représentant-e des *Ami-es de Silence*, un-e salarié-e par binôme (gestion et rédaction) par rotation, et un-e représentant-e de chaque autre groupe ou comité.

La directrice de publication reste Gaëlle Ronsin. Elle est également membre du comité de rédaction avec Anaïs Zuccari, Danièle Gonzalez, Guillaume Gamblin et Martha Gilson.

Le Comité images qui effectue le choix des couvertures, est composé de Michel Bernard, Damien Bouveret, Anne-Sophie Cléménçon et Claire Grenet.

Les différents projets de développement sont portés par des équipes mixtes de salarié-es et de bénévoles.

Nouveaux points de vente

Chaque mois, de nouveaux lieux proposent la revue à la vente. Voici la liste des nouveaux venus du mois de juin :

- **Puy-de-Dôme**
L'Alternateur
17-19 rue du Monastère
63490 Sauxillanges
Tél. : 04 63 80 95 61
- **Lot-et-Garonne**
Carina Rijshouwer
Patadasses
47110 Le-Temple-sur-Lot

Lisez les anciens numéros à prix libre

La liste des anciens numéros disponibles à la vente est indiquée ci-contre. Au fur et à mesure que les numéros s'épuisent, ils sont mis progressivement en téléchargement à prix libre sur notre site internet. Si vous avez besoin d'un numéro plus ancien, laissez-nous un message via le formulaire de contact du site et nous essaierons de le mettre en priorité en téléchargement.

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com
- > **Auvergne-Rhône-Alpes.** Jean-Paul Pellet - Allier, jeanpaulpellet@orange.fr, tél. : 04 70 49 23 67 (soir).
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance, 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Gard.** Antonanzas Pascal, 7, rue du Dr Prosper Defau, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
- > **Gironde - Ariège.** Groupe Silence 33, Tél. : 06 68 33 32 40, silence33@ouvaton.org
- > **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25, rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org
- > **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Saône-et-Loire.** Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 St-Cyr-sur-Morin, biovivreennbrie@gmail.com

Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 12 et 13 septembre !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14h 30 à 20h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9h 30. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **17 et 18 octobre, 14 et 15 novembre, 12 et 13 décembre, etc.**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9h30** les mercredi 21 août (pour le numéro d'octobre), 18 septembre (pour le numéro de novembre), 23 octobre (pour le numéro de décembre), etc. N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative !

Vous pouvez aussi **proposer des informations** destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction. Pour envoyer des infos pour le numéro d'octobre, vous avez donc jusqu'au 27 août ; puis jusqu'au 24 septembre pur le numéro de novembre, etc. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous.

Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

**Plus d'infos sur : www.revuesilence.net
rubrique : Comment participer**

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouveaux abonnés au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 22 = 110 € (pour la France).

Partenaires



Coordination Permanente
MÉDIAS LIBRES



Commande : numéros, livres et affiche

Numéros disponibles

- 449 Vivre avec la forêt
- 450 Genre et éducation alternative
- 451 Handicaps : conquérir son autonomie
- 453 Travailler moins, et si on essayait ?
- 454 Créer des lieux alternatifs
- 455 Pour des élections moins primaires !
- 456 Nouveaux ogm, nouveaux combats
- 457 Le chant des luttes
- 459 Vers une école sans écrans ?
- 460 Les élections municipales à mi-mandat
- 461 Cuisines en transition
- 462 Les nouveaux visages de l'habitat participatif
- 464 Semences vivantes, graines d'autonomie
- 465 Réagir aux violences du quotidien

- 466 Jouer hors des cases
- 467 Le syndicalisme peut-il être écolo ?
- 468 Rouler pour des idées
- 470 Autogérons les coop' alimentaires !
- 471 L'arbre, cet allié méconnu
- 472 Nous vieillirons ensemble !
- 473 La montagne : du calme !
- 475 Retiens la nuit
- 476 Décroissance, où en est-on ?
- 477 Explorons les alternatives !
- 478 Quand l'écologie s'empare du droit
- 479 Bébés écolos
- 480 Réconcilier agriculture et vie sauvage
- 481 Les alternatives : oasis ou leviers ?

Numéros régionaux

- 452 Champagne-Ardennes
- 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence
- 463 Hérault
- 469 Loire
- 474 Alternatives en Côte-d'Or et Yonne

Indiquez le total de votre règlement
[numéro(s) + abonnement(s) + livre(s) + ...]:

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,80 € l'exemplaire).

Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger : 2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

Affiche



100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou

nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

Livres



Manuel de transition, 212 p. - 20 €*

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devient le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

Non-violence dans la révolution syrienne, 120 p. - 9 €**

Recueil de textes publiés initialement en arabe ou en anglais sur Internet, traduits pour la première fois en français, ce livre veut mettre en lumière ce versant si peu éclairé de la révolution et de la résistance syriennes, cette action civile et sans armes aux mille visages qui ne cesse de se réinventer depuis 2011.



L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, 224 p. - 20€***

Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Pinar Selek a dénoncé tant le génocide des Arméniens que la situation faite aux Kurdes et le service militaire, ce qui lui vaut la persécution sans limites de la justice turque. Un récit inspirant !

Frais de port : *4,5€ / **2,5€ / ***5€.

Pour une commande de plusieurs livres, nous consulter.

Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	22€	29€
Particulier 1 an, 11 n°	48€	57€
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60€	68€
Soutien 1 an, 11 n°	60€ et +	60€ et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	80€	92€
Petit budget 1 an, 11 n°	33€	40€
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	110€	Nous contacter

Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Vos coordonnées (MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 12 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence
(adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB).

Fait à : _____ Le : _____
Signature : _____

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

L'œil de la baleine

L'artiste japonaise Maki Ohkojima a exposé à Paris jusqu'en janvier 2019 une immense fresque de 300 m² où nagent cinq cétacés géants recouverts de symboles de la vie et de la mort, pour alerter sur l'urgence de se mobiliser sur les océans. À travers les baleines, elle dénonce l'impact sur les cétacés des tonnes de déchets rejetés dans les océans, mais aussi d'autres désastres qu'ont subis les baleines, comme les bombes nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki.



Serge Koutchinsky



Quentin



Serge Koutchinsky



Serge Koutchinsky

Contact : <http://www.ohkojima.com>